

Des Clauses de non reconnaissance de responsabilité dans les Contrats d'Assurances terrestres

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Samedi 27 Juin 1936, à 14 heures

PAR

PIERRE DOUVRE

Lauréat de la Faculté

JURY... { *Président* : M. DESSERTAUX, Professeur.
 { *Suffragants*... { M. HUGUENEY, Professeur.
 { M. FLOUR, Agrégé.



DIJON
IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON
Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

1936

**Des
Clauses de non reconnaissance
de responsabilité
dans les
contrats d'assurances terrestres**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548226_0018

JURY... { *Président* : M. DESSERTAUX, Professeur.
 { *Suppléants* : M. HUGUENEY, Professeur.
 { *Suppléants* : M. FLOUR, Agrégé.



DIJON
IMPRIMERIE DU PALAIS — M. PORNON
Place du Palais-de-Justice, 6, Rue Bouhier

1936



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Un des faits les plus marquants de l'évolution contemporaine de notre droit est certainement l'extension de la notion de responsabilité.

L'activité intense de notre vie moderne a créé toutes sortes de dangers qui n'existaient pas autrefois; la nécessité d'une réparation du préjudice causé a prévalu sur les motifs d'équité ne permettant de condamner que si une faute est imputable à l'auteur du dommage.

Le législateur et les juges se sont émus devant la situation des victimes, ils ont accru le nombre des cas dans lesquels celles-ci pouvaient prétendre à réparation, ils ont augmenté les chiffres des dédommagements.

Mais si le changement des conditions d'existence a motivé une transformation de la notion de responsabilité, ce qui a permis ce changement c'est l'assurance de cette même responsabilité.

La loi du 9 avril 1898, mettant à la charge de l'employeur la réparation des accidents survenus aux ouvriers pendant leur travail, l'arrêt des Chambres

Réunies du 13 février 1930, qui décide qu'une présomption de faute pèse sur l'automobiliste, auraient été intolérables et inefficaces si le patron d'usine ou l'automobiliste n'avaient pu contracter une assurance les garantissant contre les risques mis à leur charge.

Les développements des assurances et des responsabilités ont suivi des voies parallèles. Les deux évolutions sont intimement et indivisiblement liées, c'est la première qui a permis la seconde. Le domaine des responsabilités n'a pu en réalité prendre le développement qu'il a aujourd'hui que parce que le juge et la loi savaient que derrière le responsable, devenu simple personne interposée, il y a presque toujours une compagnie d'assurance. En condamnant l'auteur de l'accident, le juge sait qu'il fait porter le poids de la réparation, non pas sur un seul individu, mais sur la mutualité formée par tous les assurés. Ainsi que le fait remarquer M. R. SAVATIER (1), c'est seulement « parce que le poids de la responsabilité, en apparence individuelle, se répartit sur tout le corps social, que le domaine de la responsabilité tend à s'accroître indéfiniment ».

La faveur dont jouit aujourd'hui le contrat d'assurance s'explique non seulement par l'appui qui lui fut apporté par les solutions nouvelles données au problème de la responsabilité, mais encore par les progrès de la technique des assurances.

Les grandes compagnies ont pu, grâce à de labo-

(1). R. SAVATIER: « Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels? » D. H. 1931, p. 9, chronique.

rieuses études sur les statistiques et le fonctionnement des contrats, améliorer à la fois leurs tarifs et leurs polices. Elles ont pu, par un travail constant d'adaptation et d'ajustement, proposer à leurs clients éventuels des contrats qui garantissent d'une façon efficace et avantageuse les risques nouveaux dont ils sont devenus tributaires.

Or, malgré sa grande utilisation contemporaine, l'assurance de responsabilité est une branche d'assurance relativement neuve.

Sa nature juridique et sa technique ne sont pas encore parfaitement dégagées.

Les fréquentes décisions de jurisprudence et les nombreux ouvrages de doctrine qui chaque année s'accumulent sur ces questions nouvelles laissent apparaître que, malgré le récent effort du législateur, il reste encore un certain nombre de points à éclaircir et de problèmes à résoudre.

La patine juridique qui recouvre nos anciennes institutions, examinées et étudiées sous toutes leurs faces, n'est pas encore venue se déposer sur les assurances de responsabilité.

Le principal intérêt de ce travail résidera en effet dans sa nouveauté.

Le sujet que nous allons aborder n'a jamais fait, à notre connaissance, l'objet d'une étude générale.

D'éminents juristes ont donné en quelques lignes, en quelques pages parfois, leur appréciation sur la validité des clauses de non-reconnaissance de responsabilité, mais personne jusqu'alors n'avait jugé utile de se livrer à une étude plus complète qui envisagerait à la fois l'utilité, le fondement juridique et les

effets des clauses interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité.

Cette étude nous a paru utile et intéressante.

Le nombre des procès soulevés par l'application de cette clause est assez important, il s'est accru dans de très grandes proportions à la suite de l'augmentation du nombre des accidents d'automobile.

Toute une série de décisions est venue remplir nos recueils de jurisprudence d'opinions variées, divergentes, contradictoires. La loi de 1930 elle-même, bien qu'elle soit venue fixer définitivement l'état du droit sur ce point, n'a pas échappé aux critiques de la doctrine.

C'est en approfondissant l'étude des questions soulevées par les clauses de non-reconnaissance de responsabilité que nous rechercherons à la fois les difficultés que présente leur application et les solutions qu'il convient d'y apporter.

Dans un premier chapitre, nous situerons notre sujet en rappelant brièvement le rôle de l'assureur au procès en responsabilité et l'utilité de la clause objet de notre travail.

Dans un second chapitre, nous rechercherons la nature juridique de la clause en matière civile et commerciale, les cas dans lesquels elle doit jouer, les effets qu'elle peut produire.

Un troisième chapitre sera réservé à l'examen des difficultés soulevées en matière pénale.

Nous terminerons par une conclusion contenant une proposition de réforme législative et un aperçu de droit comparé.

CHAPITRE I

Rôle juridique de la clause de non reconnaissance de responsabilité dans la pratique des affaires.

SECTION I

But des assurances de responsabilité.

Le contrat d'assurance de responsabilité est un contrat par lequel une personne, l'assureur, garantit une autre personne, l'assuré, contre les réclamations pécuniaires des tiers à l'égard desquels la responsabilité de l'assuré pourrait être engagée.

Les assurances de responsabilité ont pour but de protéger les assurés contre les recours des tiers à l'occasion des dommages dont la responsabilité leur est attribuée.

Alors que, dans les assurances directes, le sinistre réside essentiellement dans le fait dommageable dont l'assuré demande réparation, en matière d'assurance de responsabilité c'est la réclamation du tiers lésé qui constitue le risque.

L'article 50 de la loi du 13 juillet 1930 met un terme décisif à toutes les controverses qui ont pu surgir à ce sujet : « Dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé. »

On voit immédiatement le double danger auquel l'assureur est exposé :

Des victimes vont faire découler de la responsabilité civile de l'assuré des dommages qui en réalité ont une autre source; la solvabilité de l'assureur les garantissant mieux que celle de l'assuré. Elles exagéreront aussi les sommes auxquelles elles auraient légitimement eu droit en vertu d'une exacte application des principes et chercheront à tromper la compagnie sur le chiffre du préjudice subi, certaines de ne pas rencontrer une grande résistance de la part de l'assuré qui, finalement, ne supportera pas les charges de sa condamnation.

Pour éviter ces fraudes et pour parer aussi aux erreurs que pourraient commettre leurs clients, les assureurs de responsabilité ont inséré dans leurs polices une série de clauses leur permettant de discuter et de régler librement les demandes des soi-disant victimes, sans que l'assuré ait à intervenir.

Supportant définitivement tout le poids de la responsabilité de ce dernier, il était à la fois juste, légi-

time et normal que l'assureur se défendît et discutât librement les prétentions du tiers lésé.

SECTION II

Rôles de l'assuré et de l'assureur dans le procès en responsabilité.

Pour avoir toute liberté dans la discussion et dans le règlement des réclamations de la victime, les assureurs ont inscrit dans leurs polices deux sortes de clauses :

Les unes visent les réclamations amiables;

Les autres envisagent les prétentions soumises aux juges.

Toutes deux interdisent à l'assuré de traiter directement avec le tiers lésé.

On englobe généralement les prescriptions qui réservent à l'assureur le droit exclusif à répondre aux demandes de la victime en disant qu'il est « directeur du procès en responsabilité ».

Qu'entend-on exactement par là ?

Pour bien comprendre comment la compagnie peut exercer son droit à diriger l'instance, il convient d'examiner dès maintenant la forme sous laquelle se présente la réclamation du tiers, amiable ou judiciaire. Le droit de diriger le procès, en effet, n'est pas calqué

sur l'instance; il déborde ce cadre, et son influence s'exerce même avant tout procès.

Si la victime s'adresse à l'assuré sans recourir aux actes de forme judiciaire, celui-ci, conformément aux stipulations de sa police, doit se borner à faire connaître au réclamant qu'il n'est pas qualifié pour lui répondre. Pratiquement, il indiquera le nom de sa compagnie et transmettra à celle-ci les avis, lettres, avertissements qui se rapportent à l'accident garanti. Il devra bien se garder de reconnaître les droits du tiers ou de prendre vis-à-vis de lui quelque engagement que ce soit.

Toute obligation que contracterait l'assuré avec la victime déclencherait l'application de sanctions de la part de l'assureur, qui a stipulé dans la police que : « La Compagnie a seule le droit de traiter, plaider, compromettre ou transiger à raison des accidents... »(1)

Ainsi, le rôle de l'assuré doit être celui d'un observateur consciencieux, incapable de prendre personnellement une décision, obligé d'informer la compagnie de tout ce qui se rapporte au litige.

La situation se complique si la victime recourt à la voie judiciaire.

Elle pourra alors assigner soit l'assuré seul, soit l'assuré et l'assureur, soit uniquement l'assureur.

La première hypothèse sera la plus fréquente. Elle est toujours possible et elle est la seule qui puisse être envisagée lorsque la victime joint son action aux pour-

(1). Art. 12 de la police d'assurance collective contre les accidents du travail de la Cie Zurich. (mod. 1936).

suites du ministère public. La compagnie ne peut, en effet, pas être considérée comme une personne civilement responsable de son client et être citée devant une juridiction répressive conformément aux articles 73 et 74 du Code pénal.

Quelle attitude devra donc observer l'assuré, au cas où il est assigné par la victime ?

Invariablement, quelle que soit par la suite la décision de la compagnie, il devra transmettre à l'assureur les actes judiciaires qu'il recevra comme il doit lui transmettre les actes extra-judiciaires.

Ces actes judiciaires se déterminent avec facilité ; ils exigent l'intervention d'un officier ministériel, soit un huissier, soit un greffier ; ils comportent des formes prévues par la procédure civile ; l'attention de l'assuré sera mise en éveil par leurs caractères spéciaux.

L'assureur averti pourra alors opter entre deux solutions : ou bien laisser le procès se dérouler entre son client et le tiers, n'intervenir en aucune façon ni dans la rédaction des conclusions ni dans le choix d'un avocat, ou bien guider l'assuré en lui conseillant telle procédure qu'il jugera bon et même en imposant à la fois son défenseur et son avoué.

Remarquons cependant que si l'assuré est poursuivi sur le terrain pénal, les règles impérieuses de la liberté de la défense lui donnent toute latitude dans le choix d'un conseil ; la compagnie désignera alors un second avocat qui plaidera uniquement sur les intérêts civils.

La solution la plus heureuse sera obtenue lorsque l'assureur et l'assuré seront d'accord pour confier à un seul avocat la défense de leurs intérêts, cette unité

permettant une meilleure coordination des moyens de défense de l'un et de l'autre.

De toutes façons, l'assuré ne peut pas obliger l'assureur à se mêler personnellement au litige, la compagnie « ne peut jamais être mise en cause ou appelée en garantie par son client » (2).

Qu'il se désintéresse du litige ou qu'il le fasse suivre par ses hommes d'affaires, l'assureur n'apparaît jamais en nom dans la procédure; il semble même qu'il cherche à se faire ignorer, craignant sans doute que sa qualité d'assureur attire de plus fortes condamnations sur l'assuré que celles qui seraient prononcées contre une personne non garantie, car il interdit au souscripteur « de produire sa police en justice dans une instance à lui intentée par les sinistrés ou leurs ayants-droit, et de la communiquer, soit à ces derniers, soit à leurs avoués, avocats ou autres mandataires, sous peine de déchéance et de dommages-intérêts, sauf demande ou ordre de l'autorité judiciaire » (3).

Ainsi, l'assureur, qui ne peut être contraint de prendre fait et cause pour l'assuré, le laissera se débattre seul avec la victime ou dirigera la procédure.

Ce sera pour lui une simple faculté.

Comme le faisait autrefois remarquer M. FEUIOLLEY (4), « l'assureur peut se désintéresser complète-

(2). Art. 6, 2°, de la « Mutuelle générale Française » accidents 1935: Il (l'assuré) ne peut en aucun cas, sous peine d'être déchu de la garantie résultant du contrat, mettre la société en cause ou l'appeler en garantie dans les instances à lui intentées par les sinistrés ou leurs ayants droit, ce qui augmenterait inutilement les frais.

(3). Art. 3 de la même police.

(4). Cass. Req., 11 avr. 1902, D. 1902. 1. 246, conclusions FEUIOLLEY.

ment du litige; il peut aussi faire suivre le procès par ses hommes d'affaire, signifier telles conclusions qu'il jugera convenables, prendre telle attitude en justice qui lui paraîtra plus avantageuse à ses intérêts ».

Pratiquement, la compagnie usera toujours de son droit de suivre le procès; ce sont ses intérêts que le litige met en cause, elle ne négligera pas de les défendre.

Aux termes de certaines polices (5), il semble même que la compagnie assume de toutes façons la direction effective du procès. Ce serait pour elle une obligation et non plus une faculté.

La victime pourra s'adresser directement à l'assureur. Elle assignera soit l'assuré et l'assureur, soit l'assureur seul.

L'existence de l'action directe de la victime contre la compagnie, après avoir été contestée, ne fait plus aucun doute aujourd'hui; le législateur l'a reconnue implicitement en réglementant l'attribution de l'indemnité d'assurance; la jurisprudence l'admet d'une façon constante (6).

(5). L'article 6, 2^e paragr., de la police de la « Compagnie d'Assurances générales » s'exprime ainsi: « La Compagnie a seule la direction du procès. En conséquence, toutes significations, tous actes judiciaires ou extrajudiciaires notifiés à l'assuré ou au conducteur, soit à la requête des parties lésées, soit à la requête du Ministère Public, ainsi que tous avis, lettres, renseignements, convocations doivent être transmis par l'assuré dans les quarante-huit heures de leur réception au siège de la compagnie ou de l'agence, à peine, en cas de retard, de supporter les frais et dommages qui pourraient en résulter pour la Compagnie ».

(6). Voir sur ce point la loi du 19 février 1889 en ce qui concerne l'assurance de responsabilité en matière d'incendie, la

Cette action permet au tiers lésé d'obtenir une réparation certaine dans les limites du contrat; il ne court pas le risque de se heurter à l'insolvabilité du responsable. Elle apporte aussi, par le contact immédiat qu'elle établit entre la compagnie d'assurance et la victime, une simplification notable de la procédure.

En ce qui concerne le rôle de l'assuré au procès, si la victime assigne la compagnie en même temps que lui, il sera pratiquement fort simple. Seul l'assureur répondra aux demandes du tiers, il dirigera la procédure au nom de l'assuré comme il la dirigea en son propre nom. La participation de l'auteur du dommage à la procédure se bornera pratiquement encore à être la « boîte aux lettres » de la compagnie.

L'assureur ne pourra pas non plus masquer son intervention et jouera un rôle de premier plan s'il est assigné seul par la victime. Cette hypothèse ne pourra se réaliser que s'il existe un jugement contre l'assuré. Dans les autres cas, la mise en cause de l'assuré nous paraît nécessaire pour l'établissement de sa responsabilité et la mesure de son obligation (7).

L'assureur comparaissant seul devant la juridiction civile ou commerciale, la question de la direction du procès ne suscite plus aucune difficulté. C'est lui qui se défendra de la façon qu'il croira être la meilleure, et l'assuré, qui n'est pas partie au procès, ne risquera

loi du 28 mai 1913 (art. 2102, 8° du Code civil) pour les accidents causés aux tiers et l'article 53 de la loi du 13 juillet 1930.

Voir au surplus la jurisprudence et les notes des pages 120 et suivantes.

(7) Cf. *infra*, p. 58 et ss.

pas de s'immiscer malencontreusement dans sa direction.

En résumé, l'assuré qui s'est engagé à laisser à la compagnie la direction du procès doit se tenir dans une attitude passive.

Il ne pourra librement agir que si elle renonce à la faculté qu'il lui a donnée.

Cette renonciation se déduira d'une abstention prolongée de la compagnie; ce sera à l'assuré de juger s'il y a lieu ou non d'intervenir.

Dans la pratique, si son contrat n'oblige pas l'assureur à diriger les débats, une simple question lui permettra généralement d'être renseigné sur les intentions de l'assureur.

D'autre part, certains actes tels que la nomination d'un avoué, la transaction avec la victime, la sollicitation d'une expertise montreront d'une façon évidente le désir de l'assureur de conserver la direction du procès.

Malgré tout, l'assuré doit agir prudemment et prendre garde aux actes qu'il pourrait commettre.

Son rôle est, en effet, particulièrement ingrat, car il ne doit répondre à aucune sollicitation de la victime, bien qu'il soit fort intéressé à la réparation du sinistre. Non seulement il en est généralement l'auteur, mais il risque fréquemment d'encourir une condamnation dépassant le chiffre de sa garantie, résultat qu'il aurait évité en transigeant avec le tiers lésé.

L'assuré assume d'autre part, pendant toute la période postérieure au sinistre, l'obligation de conserver et de transmettre ses droits intacts à la compagnie.

C'est pour s'assurer l'exécution de cette prescription que les polices imposent à leurs souscripteurs :

1° De refuser toutes transactions en dehors de la compagnie;

2° De ne pas reconnaître leur responsabilité.

SECTION III

Transactions opérées par l'assuré.

L'assureur se réserve seul le droit de transiger avec la victime.

Est-il bien juste de refuser ce droit à l'assuré, qui connaît généralement mieux les circonstances du sinistre que la compagnie ?

Assurément, il semble que l'assuré soit mieux placé pour apprécier les droits de la victime, que l'assureur qui n'a pas assisté au sinistre; mais, en fait, la compagnie sera renseignée et il n'est pas à craindre qu'elle soit dans l'impossibilité d'évaluer ses droits.

La prohibition faite à l'assuré de conclure une transaction s'explique parfaitement.

La compagnie ne s'est engagée qu'à réparer les conséquences des sinistres dont son client serait déclaré responsable; sa dette prend naissance dans la réclamation de la victime; elle est strictement limitée aux conséquences immédiates de cette réparation.

L'assureur ne peut donc prendre à son compte tous les règlements ou transactions qu'il peut plaire à l'assuré de conclure.

L'assureur ne garantit que l'obligation née du fait du sinistre, il ne peut couvrir les obligations qui ont pu naître à la charge de l'assuré en vertu de conventions que celui-ci a cru devoir passer directement avec la victime. On s'explique dès lors qu'il en aille différemment pour les transactions conclues par la compagnie.

Celles-ci sont légitimées par les charges qui pèsent sur elle; étant appelée à régler le sinistre, il est juste qu'elle puisse en discuter le coût.

On pourrait d'ailleurs prétendre que le droit de la compagnie à transiger dérive de son droit de direction du procès.

On sait en effet que la transaction présente de nombreuses analogies avec un jugement, qu'elle donne en particulier naissance à une exception analogue à celle de la chose jugée.

L'assureur qui s'est réservé le droit de répondre aux réclamations de la victime peut y mettre fin par une transaction comme il peut s'adresser à la justice pour lui soumettre les moyens de défense qu'il oppose à la demande du tiers lésé. Dans les deux cas, il discute librement la prétention du tiers, et cette faculté rentre dans le droit que la compagnie se réserve de diriger elle-même les affaires litigieuses.

D'ailleurs, la question de savoir si la clause qui réserve à l'assureur la direction du procès comprend le droit de transiger ne présente pas un grand intérêt pratique, car il est spécialement indiqué dans toutes

les polices que l'assureur se réserve le droit exclusif de transiger sur les dommages.

SECTION IV

Reconnaissance de responsabilité.

La prohibition faite à l'assuré de reconnaître sa responsabilité constitue un rouage essentiel dans la direction du procès. Il suffit de remarquer qu'un aveu de l'assuré peut rendre insoutenable tout débat judiciaire sur une question de responsabilité.

Les déclarations de l'assuré risquent de diminuer le champ d'action de l'assureur directeur du procès en responsabilité. Ainsi que l'écrit M. LAFARGE dans l'exposé des motifs de la loi du 13 juillet 1930 (8), « l'assuré se place par lui-même en dehors des conditions de l'assurance s'il reconnaît le principe de sa responsabilité ou s'il transige sans l'assentiment de l'assureur sur le montant de la réparation ».

L'assureur a tout à craindre des aveux de l'assuré. La solvabilité de la compagnie est une tentation pour

(8). Exposé des motifs de la loi du 13 juillet 1930. Rapport LAFARGE. 5 août 1926. Documents parlementaires, Chambre, annexe 3316).

la victime, elle revêt d'une immunité dangereuse l'assuré, qui sera d'autant plus pitoyable et généreux qu'en fin de compte il ne supportera pas personnellement les conséquences de ses largesses.

Qu'y a-t-il de plus facile pour l'assuré que d'octroyer à sa victime une somme supérieure à celle à laquelle elle a droit par le jeu normal des responsabilités ?

Le sinistre n'a généralement que la victime et l'assuré comme témoins; la collusion frauduleuse est facile, elle sera impossible à déceler.

Dans la pratique, l'assureur qui veut être renseigné sur la façon dont s'est produit le sinistre, enverra à son client une notice où il devra consigner les faits dont il aura été témoin.

Cet exposé des circonstances dans lesquelles le dommage s'est produit sera très souvent, avec la demande de la victime, la seule source de renseignements dont disposera la compagnie.

L'assuré pourra donc aisément induire la compagnie en erreur. Sa déclaration semble devoir être particulièrement efficace et dangereuse si elle est faite au cours d'une comparution de parties.

La jurisprudence, qui, avant 1930 (9), avait cédé aux protestations des assureurs pour ne pas admettre ce mode de preuve, décide aujourd'hui qu'on ne peut tirer argument contre cette procédure légale du danger que pourraient faire courir aux assureurs les col-

(9) Trib. civ. Seine, 8 mai 1930. Rec. per. ass. 1930, p. 265, solution critiquée par MM. H. et L. MAZEAUD, t. II, n° 2711.

lusions susceptibles d'intervenir entre les victimes des accidents et leurs auteurs.

Le tribunal civil de la Seine (10) déclare qu'en dehors de toute articulation précise de fraude, « la seule éventualité théorique qui fait la possibilité d'une collusion ne saurait constituer un motif suffisant pour frapper l'interrogatoire sur faits et articles ou tout autre mode de preuve du même ordre, d'une suspicion systématique, et pour priver un demandeur des possibilités d'action qu'à ses risques et périls il estime pouvoir en attendre ».

La déclaration de l'assuré pourra encore avoir une grave répercussion sur le procès si elle est faite à des tiers, à la victime elle-même ou à des personnes qui pourront être entendues comme témoins.

C'est contre les reconnaissances de responsabilité frauduleuses qui peuvent servir de titre au tiers demandeur, que les compagnies ont voulu se protéger.

Sont-elles donc assez fréquentes pour justifier l'insertion d'une clause particulière dans presque toutes les polices d'assurance contre les risques de responsabilité ?

Assurément, la collusion frauduleuse caractérisée, où l'assuré, complice de la victime, s'entend avec elle pour induire la compagnie en erreur et se partager ensuite le profit de leur tromperie, est assez rare. Mais il arrivera souvent dans la pratique que l'auteur de l'accident assuré ne se défende pas avec la même

(10) Trib. civ. Seine, 1^{er} ch., 18 mai 1935, Rev. gén. ass. terr. 1936, p. 89.

■
énergie et soit plus porté à faire des concessions aux tiers que s'il devait personnellement réparer le préjudice.

Souvent, pour éviter l'obsession de victimes qu'il fréquente, voisins, amis, parents, l'assuré cédera aux sollicitations dont il sera l'objet et reconnaîtra une responsabilité qu'en fait il n'encourt pas. Il obéira ainsi à une tendance humaine qui s'exerce chez les témoins eux-mêmes, qui, fréquemment, favorisent, à leur insu, les tiers victimes, au détriment de l'auteur de l'accident.

Et même au cas où l'assuré, intègre et soucieux de ménager les intérêts de la compagnie, cherche à faire une juste évaluation des responsabilités et s'y applique, peut-on être bien certain qu'il en appréciera objectivement les causes ?

A côté du risque de la fraude, se présente celui de l'erreur. Les assurés peuvent se tromper dans l'évaluation des responsabilités qui pèsent sur eux et sur la victime.

Les clauses qui interdisent aux assurés de reconnaître leur responsabilité parent à ce double danger.

Mais il n'est pas besoin d'étudier longuement cette question pour apercevoir l'avvers de la médaille et saisir les difficultés soulevées par ces interdictions.

La bonne administration de la justice n'exige-t-elle pas que l'auteur du dommage puisse librement reconnaître ses torts ?

En matière pénale, comment exercer une juste répression si les prévenus observent le silence le plus rigoureux pour ménager leurs intérêts civils ?

L'intérêt du problème se présente d'une façon gé-

nérale dans toutes les assurances de responsabilité.

L'évaluation d'une dette fondée sur les principes de la responsabilité civile soulève de nombreuses difficultés.

Le quantum, l'existence même de cette dette peuvent être l'objet de discussions; selon la façon dont on appréciera les faits et envisagera le droit il y aura lieu ou non à réparation.

A dire vrai, le risque assuré par la compagnie est non point tant l'existence d'un acte dommageable, mais la démonstration de la responsabilité du client, preuve qui rend cette responsabilité pratique et effective et met celui qui en a la charge en demeure de réparer.

Enfin, il ne faut pas oublier que les assurances ont pour base l'établissement de statistiques qui indiquent pour une proportion d'assurés la proportion correspondante de sinistres qui se réaliseront et que les compagnies auront à régler (11).

Les déclarations erronées ou frauduleuses qui mettent à la charge de la compagnie des sinistres que, par le jeu normal des responsabilités, elle n'aurait pas eu à réparer, faussent ses prévisions et altèrent les principes mêmes du fonctionnements des assurances.

On comprend dès lors pourquoi les assureurs ont pris toute une série de précautions relativement à la

(11). La « Mutuelle Générale Française du Mans » considère, d'une façon générale que sur cent contrats d'assurances contre les risques de responsabilité des automobilistes, vingt seulement donneront lieu au versement de la somme garantie par suite de la réalisation du risque.

conduite du procès; ils ont non seulement le plus grand avantage à ce que celui-ci tourne à leur profit, puisque c'est la condamnation qui fixe leur dette ; mais ils se trouvent aussi dans la nécessité de n'en-courir que des condamnations justifiées. La clause interdisant aux assurés de reconnaître leur responsabilité ne se rencontre que dans les polices d'assurance de responsabilité (12) ; aussi le législateur l'a-t-il mentionnée à la section IV du titre II, de la loi du 13 juillet 1930, intitulée « Des assurances de responsabilité ». Au point de vue pratique, son utilité est beaucoup plus restreinte. Ainsi que nous l'avons fait remarquer dans l'introduction de cet ouvrage, on ne peut plus dire aujourd'hui, avec M. BOUTAUD, que « les assurances de responsabilité sont essentiellement des assurances de fautes » (13). Elles ont commencé par

(12). Il n'en va pas de même pour la clause qui interdit aux assurés de transiger. La transaction en effet se conçoit dans certaines assurances de dommages qui ne sont pas des assurances de responsabilité.

Il en est ainsi par exemple pour l'assurance des risques de transport que les commerçants contractent pour s'épargner les embarras et les lenteurs qu'entraînent les formalités à remplir pour obtenir les indemnités des compagnies de chemins de fer.

Dans ces cas, l'assuré ne sera plus tenté de transiger avec la victime puisqu'il sera lui-même cette victime, mais avec l'auteur de l'accident, la Compagnie de chemins de fer.

Cette transaction est généralement interdite expressément. Elle l'est implicitement par les clauses qui stipulent que l'assuré cède à l'assureur ses recours éventuels contre les tiers.

A noter toutefois que le recours de l'assureur n'étant pas admis par la jurisprudence en matière d'assurance de personnes sur la vie ou contre les accidents, l'assuré cumulant les indemnités, il pourra transiger librement avec la victime lorsqu'il aura contracté une telle assurance.

(13) BOUTAUD. Les clauses de non responsabilité (p. 114).

l'être, mais, emportées par les nécessités de la pratique, elles ont développé leur champ d'action, et le risque qu'elles garantissent comporte de nombreuses éventualités où l'auteur dit responsable n'a rien à se reprocher. Sa reconnaissance de responsabilité aura alors beaucoup moins d'utilité. Tout au plus pourra-t-elle prouver qu'il était bien dans la situation qui engage sa responsabilité, preuve généralement faite par la victime sans la moindre difficulté. D'autre part, s'il reconnaît une faute intentionnelle, un dol, il ne pourra bénéficier de son assurance (art. 12 al. 2 de la loi du 13 juillet 1930).

Nous allons rapidement situer la question dans les trois branches d'assurances de responsabilité les plus importantes : incendie, — accidents du travail, — accidents d'automobiles.

SECTION V

Utilité de la clause.

ASSURANCES CONTRE LES INCENDIES. — De toutes les assurances, la plus fréquente est de beaucoup celle contre les incendies. Le risque locatif, le recours du voisin et le recours des locataires donnent lieu à trois assurances de responsabilité distinctes.

Risque locatif. — On sait qu'aux termes de l'article 1733 du Code civil, le locataire répond de l'incendie, à

moins qu'il ne prouve « que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, — ou que le feu ait été communiqué par une maison voisine ». Dans l'hypothèse de pluralité de locataires, « tous sont responsables de l'incendie proportionnellement à la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent, à moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là est seul tenu, — ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus » (art. 1734).

Les polices d'assurances sont muettes sur les reconnaissances de responsabilité qui pourraient être faites par les assurés.

L'assureur, en effet, ne semble pas avoir d'intérêt à ce que son client observe le silence, la loi le déclare responsable sans qu'il ait lui-même rien à reconnaître; sa déclaration n'ajoute ni n'enlève rien à son droit. Cependant, au cas où l'assureur voudrait se décharger de sa responsabilité en invoquant par exemple une communication d'incendie, il serait fort gêné par une reconnaissance de son client. Cette reconnaissance ne tomberait pas nécessairement sous le coup de l'article 434 du Code pénal réprimant l'incendie volontaire; l'imprudence n'est pas retenue par le législateur pénal, dans ce cas. On peut même imaginer qu'une personne assurée, voisine d'une autre qui ne l'est pas, reconnaît être l'auteur d'un incendie qui a éclaté chez cette dernière et s'est propagé dans l'immeuble. Si la fraude n'est pas dévoilée, la compagnie d'assurance réglera un sinistre qu'elle n'avait pas couvert.

En fait, ces sortes de fraudes sont peu à craindre. D'une part, à l'heure actuelle, presque tous les locataires sont assurés; et d'autre part, la fraude est pratiquement malaisée, à cause des expertises qui révèlent après les sinistres les emplacements des foyers d'incendie ainsi que leurs causes.

Recours des voisins. — C'est l'action que les victimes seraient en droit d'exercer par application des articles 1382 et 1383 contre les assurés dont les biens auraient communiqué l'incendie aux leurs. On peut envisager des fraudes semblables à celle imaginée pour l'assurance du risque locatif si l'on suppose qu'un assuré reconnaît avoir communiqué un incendie à son voisin alors qu'en fait c'est l'inverse qui a eu lieu. Des objections identiques aux précédentes expliquent l'inutilité de cette clause.

Recours des locataires. — Le recours des locataires contre le propriétaire, en invoquant les articles 1386 et 1721 du Code civil dans le cas où l'incendie serait dû au vice de construction ou au défaut d'entretien de l'immeuble, peut aussi faire l'objet d'une assurance. Quel intérêt pourrait avoir, dans cette espèce, l'assuré, c'est-à-dire le propriétaire, à se reconnaître responsable du sinistre ?

Il faudrait supposer qu'il désire décharger ses locataires de la responsabilité que les articles 1733 et 1734 font peser sur eux; cette décharge pourrait lui profiter si les preneurs des immeubles incendiés n'étaient ni assurés ni solvables; ce serait, en effet, sa compagnie d'assurance, non son patrimoine personnel, qui supporterait les dommages causés par l'incendie.

Mais cette hypothèse ne doit être que difficilement

réalisable. Les expertises qui ont toujours lieu après des sinistres de ce genre permettront de confondre le propriétaire qui aura commis une telle fraude.

A vrai dire, les reconnaissances de responsabilité dans le domaine de l'assurance incendie ne se présentent pratiquement que sous la forme de renoncations au recours que la loi accorde au propriétaire contre ses locataires.

Pour diminuer les charges de leurs immeubles et pour trouver plus facilement des preneurs, certains propriétaires stipulent dans leurs baux qu'ils renoncent à exercer tous recours basés sur les articles 1733 et suivants, contre leurs locataires, en cas d'incendie de l'immeuble loué.

Cette renonciation permet aux preneurs de ne pas s'assurer contre les risques locatifs.

Nous verrons plus loin (14) que la jurisprudence prend des sanctions contre cette reconnaissance de responsabilité.

Le propriétaire assuré, qui perd ainsi la protection que lui accordent les articles 1733 et 1734 du Code civil, prive son assureur d'un recours utile.

La renonciation fait perdre à la compagnie une action qu'il s'engage cependant à lui céder en la subrogeant dans ses droits contre les tiers responsables du sinistre. Il rend impossible la subrogation promise, l'assureur doit donc être libéré. Si l'assuré ne satisfait pas à son obligation, l'assureur n'est plus tenu de remplir la sienne.

(14) Cf. *infra*, pages 78 et 79.

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Si le législateur n'a pas imposé aux chefs d'entreprise assujettis à la loi du 9 avril 1898 l'obligation de l'assurance, la plus élémentaire prudence leur fait un devoir de se protéger par ce moyen contre les risques mis à leur charge. De plus, la loi les y encourage en supprimant tout recours soit du créancier d'une rente, soit de la Caisse nationale des retraites contre le chef d'entreprise qui s'est assuré (art. 16, *in fine*; art. 26, 2^e alinéa, de la loi du 9 avril 1898). Aussi, la très grande majorité des entrepreneurs soumis à la loi recourt-elle aujourd'hui à l'assurance contre les accidents du travail.

Dans ce domaine, l'utilité des clauses interdisant aux assurés — c'est-à-dire aux employeurs — de reconnaître leur responsabilité peut encore paraître inexistante. Ne suffit-il pas que l'accident (art. 1^{er}, loi du 9 avril 1898) soit arrivé par le fait ou à l'occasion du travail, pour qu'il donne droit à une indemnité ?

Ces reconnaissances pourront cependant engager la compagnie dans des cas où elle ne devrait pas l'être si le patron déclare que l'accident rentre bien dans le cadre de la loi de 1898, alors qu'il ne se rattache par aucun lien de cause à effet à l'exercice du métier, ou bien parce que la victime aurait commis une faute lourde.

Enfin, on sait que l'action en indemnité se prescrit par le délai d'un an. L'employeur qui renoncerait à cette prescription commettrait une infraction à sa police comme celui qui transigerait avec l'ouvrier (15).

(15). Cass. Req. 23 juil. 1930. S. 31. 1. 45.

Il existe ainsi, en matière d'accidents du travail, toute une série d'interdictions provenant du fait que l'assureur veut rester maître du procès en responsabilité et discuter librement le principe des indemnités réclamées par la victime.

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES.— Ce sont les clauses insérées dans les polices d'assurances de la responsabilité engendrée par les accidents d'automobiles qui ont suscité le plus grand nombre de difficultés.

Ici encore, les clauses interdisant aux assurés de reconnaître leur responsabilité paraissent superflues.

Le célèbre arrêt des Chambres Réunies du 13 février 1930 (16), ayant décidé que la présomption de l'article 1384 pèse sur les automobilistes, qu'importent leurs reconnaissances de responsabilité ? Et même, au cas de collision de deux véhicules, la jurisprudence la plus récente (17) déclare que l'article 1384 doit s'appliquer; il ne reste, semble-t-il, aucune place pour les déclarations de responsabilités.

Cependant, l'intérêt de la question subsiste, même avec l'application de l'article 1384, car, en cette matière, la preuve contraire est admise. Si la compagnie veut prouver par exemple la faute de la victime pour se décharger, cette démonstration sera rendue prati-

(16). Ch. R. 13 fév. 1930. D. P. 30. 1. 57.

(17). Cass. Civ., 20 mars 1933, S. 1933. 1. 257, note H. MAZEAUD; trib. civ. Epernay, 25 juin 1933, Gaz. pal. 1933. 2. 676; Lyon, 20 juin 1934, Gaz. pal. 1934. 2. 403; Paris, 25 juillet 1934, Gaz. pal. 1934. 2. 754, Rev. ass. terr. 1935, p. 368; Rouen, 16 nov. 1934, Gaz. pal. 1934. 2. 847, D.P. 1935. 2. 17, note R. SAVATIER.

quement impossible par l'aveu de l'assuré. Inversement, la reconnaissance de responsabilité permettra au tiers dont le véhicule sera entré en collision avec celui de l'assuré, au cas où il serait lui-même fautif, de recevoir une part de dommages-intérêts d'autant plus élevée que la faute de l'assuré sera plus grande par rapport à la sienne.

Et même au cas où la faute de l'assuré ne serait pas considérée comme suffisamment caractérisée pour relever le tiers de la présomption de responsabilité de l'article 1384, elle pourrait avoir des conséquences relativement à la contribution pour la réparation des dommages (17 bis). La jurisprudence la plus récente

(17 bis) On pourrait objecter que s'il y a une reconnaissance de responsabilité, cette reconnaissance prouve la faute de l'assuré ou ne la prouve pas.

Dans le premier cas, elle détruit la présomption qui pèse sur l'autre automobiliste. Dans le second elle ne peut avoir aucun effet.

Ainsi que le fait remarquer M. René SAVATIER (note au D.P. 1927.1.145), « la responsabilité prévue par l'art. 1384, 1° du code civil, qu'on la fonde sur le risque ou sur une présomption légale de faute, apparaît nettement comme une responsabilité fondée sur une faute prouvée ».

Cette explication de la nature de la présomption, bien qu'elle semble fort juste, a été contredite par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 25 novembre 1924. (D.P. 1925. 1. 12).

Il s'agissait en l'espèce de brûlures dont une domestique avait été atteinte par l'effet d'une explosion de gaz consécutive à la chute d'un lustre. La faute de la victime était indiscutable, au lieu de prendre les précautions qui s'imposaient par suite de la rupture de la canalisation provoquée par la chute du lustre, notamment de fermer le compteur, d'ouvrir les fenêtres, d'appeler un ouvrier spécialiste, elle s'était contentée de mettre un bouchon au tuyau, puis, la nuit venue, elle avait pénétré dans la pièce en s'éclairant d'une bougie qui avait provoqué l'explosion.

La Cour de Nîmes, bien que reconnaissant la gravité de cette faute, avait néanmoins condamné les maîtres à une indem-

décide que lorsqu'il y a double responsabilité présumée, il n'y a pas lieu de procéder à une réparation totale des dommages, chacun devant réparer la moitié du préjudice subi par l'autre (18). Il est en effet assez juste de décider ainsi, car le dommage éprouvé par un véhicule est la résultante du propre fait de celui qui le subit et de celui qui le cause.

La présomption de l'article 1384 n'oblige donc pas l'assuré, d'après cette jurisprudence, à réparer tout le préjudice qu'il cause; il n'est considéré comme responsable que de la moitié du dommage subi par l'autre véhicule.

En cas de reconnaissance de responsabilité, il pourra y avoir un élément suffisant pour obliger l'assuré à réparer sinon la totalité du préjudice subi par le conducteur avec lequel il est entré en collision, du moins une proportion supérieure du dommage à celle déterminée par l'application des présomptions.

nité pour ce motif qu'étant responsables en vertu de l'article 1384, 1°, ils ne faisaient pas la preuve « du cas fortuit ou de la force majeure ».

Sur pourvoi, la Chambre des Requêtes a approuvé cette solution. « La cour, a-t-elle dit, a décidé à bon droit que les fautes de la victime qui n'avaient pas fait disparaître entièrement la faute légalement présumée établie par l'article 1384 1°, à la charge des gardiens, avaient cependant contribué à diminuer, dans une proportion qu'elle a souverainement appréciée, la responsabilité des époux C... ».

Ainsi, d'après cet arrêt, la présomption de faute subsisterait nonobstant la preuve de l'imprudence de la victime, elle ne serait que partiellement détruite par cette preuve.

D'autres arrêts ont décidé dans le même sens que la faute, pour faire tomber la présomption de l'art. 1384 1°, doit être la cause exclusive, initiale et directe du préjudice allégué: Paris, 21 mars 1931, Gaz. pal. 1931. 1. 795, et Cass. Req. 7 mai 1934, Gaz. Pal. 1934. 2. 85.

• (18). Lyon, 20 juin 1934, Gaz. pal. 1934. 2. 403.

La compagnie d'assurance qui n'aura à réparer que les dommages causés par son client, non ceux qu'il subit, aura donc toujours un intérêt à ce qu'il garde le silence. Même dans le cas où la victime elle-même reconnaît sa faute, elle a un intérêt à ce que l'assuré ne reconnaisse pas la sienne. On peut en effet supposer que deux personnes assurées, entrant en collision, reconnaissent chacune une faute dans le seul but d'obtenir une réparation intégrale des compagnies, conformément à l'article 1382, et pour éviter l'application de l'article 1384 qui ne leur permet d'avoir que la moitié des sommes nécessaires à la réparation des dommages qu'elles subissent.

Remarquons enfin que, dans l'hypothèse de transport bénévole, la jurisprudence n'applique pas l'article 1384 mais l'article 1382 du Code civil. Le tiers transporté et blessé doit, pour obtenir une indemnité, faire la preuve de la faute du transporteur, conformément aux principes généraux (19). Les polices d'assurances prévoient généralement, par une clause spéciale, la garantie de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré par suite d'accidents survenus aux tiers transportés gratuitement. Cette garantie résulte d'ailleurs implicitement de l'article principal des conditions générales qui couvre le souscripteur contre les recours pécuniaires qu'il peut avoir à supporter à la suite d'accidents corporels ou de dommages matériels causés aux tiers par la voiture assurés, tiers dési-

(19). Cass Civ. 30 déc. 1931, Gaz. Pal. 1931. 2. 503, S. 1932. 1. 62 Cass. Req. 9 fév. 1931, Gaz. Pal. 1931. 1. 579., Rev. gén. ass. terr. 1931, p. 621.

gnant les personnes qui ne sont liées à l'assuré par aucun contrat de travail ou de transport ou par un lien de parenté nettement défini.

La preuve de la faute du conducteur sera grandement facilitée par sa reconnaissance de responsabilité. La jurisprudence actuelle, qui considère que l'automobiliste doit répondre envers son passager de sa faute même légère (20), donnera toutes facilités à l'assuré pour tromper sa compagnie.

La fraude sera très facile, elle sera d'autant plus à redouter que le tiers sera généralement un ami du conducteur et que celui-ci, pour l'obliger, cherchera à lui faire obtenir une réparation aux frais de la compagnie.

Enfin, il faut remarquer que, dans ces hypothèses de transport à titre gratuit, comme d'ailleurs dans toutes celles où il y a derrière l'auteur de l'accident un assureur qui supporte le poids des condamnations, les juges n'hésitent pas à accorder de fortes indemnités aux victimes.

On peut citer, à cet égard, un arrêt déjà ancien de la Cour de Lyon (30 décembre 1926, D.H. 1927, 178), mais qui cependant est significatif; il dit « qu'il est certain que tous les automobilistes ont en général contracté une assurance qui doit les couvrir dans les cas où ils seraient déclarés responsables d'un accident survenu à un tiers; que le voyageur transporté gratuitement doit être considéré comme un tiers véritable puisqu'il n'existe entre lui et le transporteur aucun

(20). Douai, 8 juin 1931, Journ. ass. 1933, p. 119.

contrat ni aucun lien juridique; qu'il est stipulé expressément par de nombreuses polices (on devrait dire actuellement toutes les polices) que la garantie de l'assurance s'étend aux personnes transportées gratuitement dans la voiture de l'assuré, que par suite si les tribunaux n'accordaient pas à un transporté à titre gratuit, victime d'un accident, le montant intégral des dommages-intérêts qui lui sont légitimement dus, cette réduction dans la réparation du préjudice éprouvé profiterait non à l'automobiliste, mais en réalité à la compagnie d'assurance. »

Devant une tendance aussi caractérisée à favoriser les victimes, les compagnies ont dû réagir.

L'utilité des clauses interdisant aux assurés de se reconnaître responsables ne peut faire aucun doute.

Ces stipulations évitent que les assureurs soient condamnés par suite des fraudes et des erreurs de leurs clients. Elles leur permettent aussi de se défendre avec plus de chances de succès à des procès qu'un aveu inconsideré rendrait insoutenables et que leur situation même de compagnies au capital élevé rend dans la pratique plus difficiles à gagner.

SECTION VI

Rédactions diverses et Historique.

Dans toute étude ayant pour objet les relations juridiques qui dérivent d'un contrat d'assurance, les polices, ces « contrats-lois », forment la base.

Vouloir étudier les rapports juridiques qui existent entre l'assureur et l'assuré sans connaître les conditions générales des polices, c'est vouloir interpréter un contrat ou une loi sans en connaître exactement le texte.

Ce n'est pas tout : l'histoire et l'évolution d'une branche d'assurance quelconque sont souvent révélées par les textes des différentes « conditions générales » qui se sont succédé dans le cours du temps. Chaque changement dans le texte des polices correspond à une idée, à un besoin nouveau, que l'expérience des assureurs leur a enseigné. C'est ou bien la technique de l'assurance qui a dicté ce changement, ou bien une jurisprudence intervenue sur le sens et la portée d'une clause des polices (21), ou bien encore la mise en vigueur d'une loi réglementant le fonctionnement du contrat d'assurance.

(21) Cf. Dans ce sens p. ex. en ce qui concerne la clause déclarant la prime portable, les observations présentées par M. THALLER à la société d'études législatives dans le bulletin de cette société de 1906 p. 36. 38.

Les formules des conditions générales varient d'une compagnie à l'autre, mais il faut remarquer que les différences entre les polices, différences que la loi de 1930 a supprimées pour la plus grande partie, ne sont généralement pas très importantes quant au fond. La connaissance des variétés stylistiques des polices en facilite souvent l'interprétation exacte. Un recueil de formules serait d'une utilité incontestable. On ne peut guère citer, à notre connaissance, que le second volume du livre de M. CHAUFTON (22), qui a beaucoup vieilli et n'est pas assez développé à cet égard.

Nous allons reproduire dans les quelques pages qui suivent les clauses que nous avons pu nous procurer.

RÉDACTIONS DIVERSES DE LA CLAUSE.

Clauses insérées dans des polices antérieures à la loi
du 13 juillet 1930.

Police d'assurance contre les risques des voitures et les chevaux.

Compagnie « La Cité » (art. 3) :

La Compagnie a seule le droit de transiger avec les tiers lésés. Elle sera déchargée de toute garantie en cas de transaction faite sans son autorisation par l'assuré. (Mod. 1875)

(22). CHAUFTON: Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir. 1884-1886.

Polices d'assurance de responsabilité civile individuelle en cas d'accidents corporels causés aux tierces personnes.

Compagnie « Zurich » (art. 10) :

En cas d'accident garanti par la compagnie, celle-ci se substitue à l'assuré pour traiter avec les victimes ou leurs ayants droit et les indemniser s'il y a lieu. A cet effet, elle se réserve exclusivement le droit d'entrer en pourparlers avec eux. Tout aveu ou reconnaissance de responsabilité, toute fixation de dommages, toute transaction, tous paiements faits par l'assuré sans l'autorisation écrite de la compagnie, dégagent celle-ci de toutes obligations pour l'accident en cause. (Mod. 1907)

Compagnie « La Prévoyance » (art. 5, 1^o) :

La compagnie se réserve exclusivement le droit de transiger sur le dommage, par suite l'assuré et ses préposés ne pourront faire une transaction sans son consentement écrit ni se reconnaître responsables de l'accident. (Mod. 1910)

Compagnie « Le Patrimoine » (art. 6, 3^o) :

La compagnie sera dégagée des obligations du présent contrat pour tous accidents à propos desquels, sans autorisation écrite de sa part, l'assuré se sera concilié ou aura suivi l'instance, ou sera intervenu soit en délivrant ou en communiquant des pièces à l'adversaire, soit en faisant des déclarations pouvant engager la compagnie. (Mod. 1921)

Police d'assurance contre les accidents du travail spéciale aux gens de maison.

Compagnie « Le Secours » (art. 6) :

L'assuré ne peut en aucun cas, à raison d'un accident, sous peine de déchéance, reconnaître ou accepter sa responsabilité, faire une transaction quelle qu'elle soit, sans l'autorisation de la compagnie, mettre celle-ci en cause ou l'appeler en garantie.

Ne sont pas considérés toutefois comme reconnaissance ou acceptation de responsabilité, ou comme commencements de transactions, tous actes d'humanité remplis par l'assuré envers le ou les victimes de l'accident. (Mod. 1922)

Police d'assurance contre les accidents causés aux tiers par les véhicules automobiles.

Compagnie « La Préservatrice » (art. 4) :

La compagnie ayant seule le droit de transiger avec les tiers lésés, toute condamnation résultant d'un jugement, toute reconnaissance ou fixation de droit à indemnités, lesdits jugements et traités rendus en dehors de la compagnie sans son consentement ni son assistance, ne donnent aucun droit contre la compagnie et l'exemptent même de toutes les charges de l'assurance à raison des sinistres. (Mod. 1922)

« Compagnie Générale de Perth » (art. 6) :

La compagnie a seule le droit de transiger avec les tiers lésés; l'assuré lui donne à cet effet tous pouvoirs nécessaires; elle sera déchargée de toute garantie en

cas de transaction faite sans son autorisation et son concours ou en cas de reconnaissance ou acceptation de responsabilité.

Toutefois, ne sont pas considérés comme une reconnaissance ou une acceptation de responsabilité, l'assistance momentanée ou même un secours pécuniaire accordés à la victime par l'assuré lors d'un accident, à la condition cependant que cette intervention se soit bornée aux actes d'assistance que toute personne, auteur d'un accident, est naturellement amenée à accomplir. (Mod. 1927)

Clauses insérées dans les polices postérieures à la loi
du 13 juillet 1930.

Police d'assurance de responsabilité civile individuelle en cas d'accidents causés aux tiers autres que ceux causés par les chevaux, voitures et automobiles.

« Mutuelle générale française du Mans » (art. 12) :

Il (l'assuré) n'aura pas le droit de mettre la société en cause, ce qui augmenterait inutilement les frais, et, s'il transigeait en dehors de la société et sans son agrément, il n'aurait plus de recours contre elle.

La société ne considérera pas comme commencement de transaction ou acceptation de responsabilité tout acte d'humanité envers la victime, non plus que les premiers soins médicaux ou pharmaceutiques au blessé à l'instant de l'accident et son transport à domicile ou à l'hôpital. (Mod. 1936)

Police d'assurance contre les accidents du travail spéciale aux gens de maison.

Compagnie « Le Secours » (art. 8) :

L'assuré s'interdit toute reconnaissance de responsabilité, toute transaction, concernant les accidents garantis, sans l'assentiment de la compagnie à laquelle par suite ne seront opposables aucune reconnaissance de responsabilité ou transaction intervenue en dehors d'elle. L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité. La compagnie ne peut opposer aux ouvriers créanciers de l'assuré aucune des déchéances que celui-ci peut encourir. Elle a seulement contre ce dernier une action en remboursement de toutes les sommes qu'elle aurait payées, mises en réserves ou constituées. (Mod. 1932)

Police d'assurance collective contre les accidents du travail.

Compagnie « Zurich » (art. 15, 3°, 3° paragr.) :

Aucune reconnaissance de responsabilité, transaction, avance ou fixation d'indemnité ou intervention dans le procès sans l'assentiment de la compagnie ne sera opposable à celle-ci. L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité. (Mod. 1933)

Police d'assurance de la responsabilité des propriétaires d'immeubles.

« Société d'Assurance mutuelle de Seine et Seine-et-Oise » (art. 10) :

La société a seule le droit de transiger avec les tiers

lésés, l'assuré lui donne tous pouvoirs à cet effet. En conséquence, la société sera déchargée de toute garantie en cas de transaction faite sans son autorisation, ainsi qu'en cas de reconnaissance ou acceptation de responsabilité. Il est bien entendu toutefois que les actes d'humanité accomplis envers la victime, les premiers soins qui lui seraient donnés au moment de l'accident, son transport à domicile ou à l'hôpital, ne feront pas perdre à l'assuré le bénéfice de la présente police. Il en est de même pour la simple reconnaissance faite de bonne foi de la matérialité des circonstances dans lesquelles l'accident s'est produit. (Mod. 1933)

Polices d'assurances contre les accidents causés aux tiers par les véhicules automobiles.

Compagnie « La Préservatrice » (art. 7) :

La compagnie prend les lieu et place de l'assuré dans toutes les contestations par suite d'accident. Elle fait plaider au nom de l'assuré qui par le seul fait des présentes lui donne tous pouvoirs nécessaires pour la direction des procès et lui cède tous ses droits actifs et passifs. Elle a seule le droit de transiger avec les tiers lésés et l'assuré ou ses préposés ne peuvent sous peine de perdre le bénéfice du présent contrat faire aucune transaction ni laisser prendre aucun jugement sans son consentement écrit, ni se reconnaître responsable de l'accident.

Ne seront cependant pas considérés comme commencement de transaction ni acceptation de responsabilité, l'aveu de la matérialité d'un fait ou tout acte

d'humanité envers la victime tels que les premiers soins médicaux et pharmaceutiques donnés à un blessé au moment de l'accident ou son transport soit à domicile, soit à l'hôpital.

En cas d'action correctionnelle, la compagnie reconnaît à l'assuré, sans d'ailleurs l'y contraindre, le droit d'interjeter appel et de se pourvoir en cassation. (Mod. 1935)

Compagnie « Zurich » (art. 11) :

Le souscripteur s'interdit toute reconnaissance de responsabilité, toute transaction, toute fixation de dommages, tous paiements sans l'autorisation écrite de la compagnie. Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité le seul fait d'avoir procuré à la victime, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'accident, un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne, auteur d'un accident, est naturellement amenée à accomplir.

Le souscripteur qui intervient sans l'autorisation écrite du siège de la compagnie à Paris, dans le règlement d'un sinistre, par reconnaissance d'obligation, avance ou fixation d'indemnité, se trouve déchu des droits à la garantie pour le sinistre intéressé. (Mod. 1935)

« Compagnie d'assurances générales » (art. 6, 1^o) :

La compagnie se réserve le droit exclusif de transiger sur les dommages et l'assuré lui donne tous pouvoirs à cet effet. La compagnie sera déchargée de

toute garantie en cas de transaction faite sans son autorisation ou en cas de reconnaissance ou acceptation de responsabilité. La simple reconnaissance de la matérialité des faits, les premiers soins procurés à un blessé, son transport en un lieu déterminé ne seront pas considérés comme un aveu de responsabilité. (Mod. 1935)

Compagnie « La Foncière » (chap. II, 3^e par.):

Aucune transaction ou reconnaissance de responsabilité intervenue en dehors de la Foncière ne sera opposable à cette dernière. (Mod. 1934)

La lecture des clauses ci-dessus rapportées nous trace d'une façon très succincte l'évolution recherchée.

A l'origine (police d'assurance contre les risques des voitures et des chevaux), il semble que la seule interdiction envisagée par les assureurs fut celle des transactions consenties par l'assuré. Il y avait évidemment quelque chose de choquant à ce que l'assuré disposât librement de l'argent de la compagnie. On constata ensuite dans ce domaine l'exactitude de la remarque d'EMERIGON (23): « L'avidité du gain est capable de produire des perfidies qu'il importe de prévenir... »

(23) EMERIGON, *Traité des assurances*, ch. I, section 1, par. 1.

Les assureurs, craignant des collusions frauduleuses entre victimes et assurés, interdirent toutes reconnaissance de responsabilité.

Les sanctions prévues furent extrêmement sévères; ce fut la perte totale du bénéfice de la police, c'est-à-dire la déchéance.

Les compagnies allèrent jusqu'à prétendre que leurs clients reconnaissaient leur responsabilité d'une façon tacite en accomplissant certains actes; la clause de déchéance était ainsi appelée à jouer dans un nombre considérable de cas. Justifiée à l'origine par le fonctionnement du contrat d'assurance de responsabilité, elle devint rapidement un simple moyen dont les compagnies se servirent pour échapper aux charges que la réalisation des sinistres faisait peser sur elles.

Pour réagir contre cet état de choses, certaines compagnies stipulèrent expressément dans leurs polices que les actes d'humanité ne pouvaient être considérés comme des reconnaissances tacites privant les bénéficiaires des contrats des avantages garantis.

La loi du 13 juillet 1930 accorda une protection encore plus efficace aux assurés : elle substitua à la perte du bénéfice de la police l'inopposabilité. Elle autorisa les reconnaissances de faits, ne laissant jouer la prohibition que pour les reconnaissances qui tendent à aliéner des droits.

Les polices postérieures à 1930 répètent généralement ces prescriptions en les développant. Il en est cependant quelques-unes qui stipulent encore une déchéance (voir la police d'assurance de responsabilité civile des propriétaires d'immeubles de la « Mutuelle

de Seine et Seine-et-Oise », article 10, ainsi que l'article 6 de la police contre la responsabilité des automobilistes proposée par la Compagnie d'assurances générales), ou qui ne semblent distinguer entre aucune sorte de reconnaissance (voir la police d'assurance automobile de la compagnie « La Foncière », chap. II, § 3°). Les prescriptions de l'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 ne sont-elles pas impératives ? C'est une question que nous étudierons dans la suite de cet ouvrage.

CHAPITRE II

Régime applicable à la clause en matière civile et commerciale

SECTION I

Validité de la clause.

La question de savoir si la clause interdisant à l'assuré de reconnaître a responsabilité est valable a soulevé de vives controverses. Les assurés ont fréquemment plaidé avec succès qu'elle était immorale et illícite et par conséquent dénuée de toute valeur juridique. Mais les assureurs eux aussi ont maintes fois triomphé en démontrant que cette stipulation ne tendait pas à obliger l'assuré à égarer la justice, mais simplement à la laisser agir sans le concours de leurs clients.

L'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 est venu mettre un terme à ces controverses en déclarant la clause valable tout au moins dans la mesure où elle stipulait une inopposabilité et ne visait que les reconnaissances de droits.

Pour apprécier la solution du législateur et pour se faire une opinion personnelle sur cette question, il convient de rechercher les arguments qui ont été émis en faveur des deux thèses.

§ 1. — THÉORIE DE LA NULLITÉ DE LA CLAUSE.

M. LÉON MAZEAUD, dans un article paru au *Dalloz* hebdomadaire de 1929 (chron. p. 53 et suivantes), soutient que la clause est nulle.

Les compagnies d'assurances, en interdisant les reconnaissances de responsabilité prétendraient se protéger contre les aveux erronés et les collusions possibles de leurs clients.

Or les aveux erronés sont sans valeur, aucun juge ne tiendra compte d'un aveu formulé sous le coup d'un accident. Quant aux collusions possibles entre victimes et assurés, l'assureur peut toujours en éviter les conséquences en démontrant la fraude.

« Si la reconnaissance est mensongère, elle est sans effet au moins dans les rapports de l'assureur et de l'assuré; au reste, la fraude commise par l'assuré doit suffire à le priver du bénéfice de son contrat. Certes, la compagnie devra prouver la fraude, mais il en est ainsi dans tous les contrats, la fraude ne se présume pas. » Le véritable but des compagnies en interdisant tout aveu à leurs assurés serait de conserver la facul-

té de soutenir que leurs clients ne sont pas responsables des accidents survenus et éviter ainsi toute condamnation.

Un tel but apparaît comme illicite.

Un assureur ne peut pas, sous peine de déchéance, obliger son assuré à taire la vérité ou même à la nier, partant à violer la loi. « La loi pénale frappe, en effet, le faux témoignage, or l'assuré peut être entendu comme témoin. Sans doute peut-il être inculpé et n'avoir pas alors à prêter serment, il n'en doit pas moins dire la vérité. Il peut encore être défendeur dans un procès civil ou commercial, mais les parties ont l'obligation de ne produire en justice que des documents sincères et des déclarations exactes. Témoin, inculpé, défendeur, l'assuré ne peut observer la clause de déchéance qu'en violant une obligation légale. L'obligation au silence qu'il a contractée a sans aucun doute un objet illicite. » Et M. LÉON MAZEAUD de conclure : « On peut rester honnête et rester assuré ».

Cette théorie est appuyée par toute une jurisprudence qui déclare la clause atteinte de nullité (1).

(1) Trib. civ. Seine 16 fév. 1919 et Paris 10 nov. 1921 (D. P. 22. 2. 61); Trib. civ. Seine 21 mars 1928, Gaz. Pal. 28. 2. 35; Paris 8 nov. 1929, S. 1930. 2. 82, D. H. 1930. 25; Amiens, 22 nov. 1929, Rev. gén. assur. terr. 1930, p. 369, note PICARD; Paris 14 fév. 1929, Rev. gén. assur. terr. 1930, p. 127, note PICARD; Paris 22 fév. 1929, Gaz. Pal. 29. 1. 474, Rév. gén. assur. terr. 30, p. 132, note PICARD, Sem. jur. 1929. 522, note PERRAUD-CHARMANTIER; Seine 18 juil. 1929, D. H. 29. 564, Rev. gén. assur. terr. 1930. 134, note PICARD; Lyon 30 janv. 1930, Mon. jur. Lyon 16 janv. 31; Besançon 11 fév. 1930, D. H. 30. 1865 (contrà: un arrêt de la même cour du 2 juil. 1928, D.H. 28. 440); Nancy, 26 mai 1931, Gaz. Pal. 31. 2. 353, Rev. gén. assur. terr. 1931. 849, note PICARD; Roanne, trib. com., 26 oct. 1932, Gaz. Pal. 1932. 2. 84, sur appel: Lyon 13 mai 1933, Gaz. Pal.

Aux arguments qui tendent à démontrer que l'assureur n'a rien à craindre d'une reconnaissance de responsabilité de l'assuré, la jurisprudence ajoute ceux tirés de la notion d'ordre public et qui s'opposent à la validité de la clause envisagée. La Cour de Paris (arrêt du 22 février 1929, Revue gén. ass. terr. 1930, p. 133) considère, comme M. L. MAZEAUD, « que dans un procès civil ou commercial, les parties ne doivent produire en justice que des documents sincères et des déclarations exactes »...; le tribunal de commerce de Roanne (jugement du 26 octobre 1932, Revue gén. ass. terr. 1933, p. 391) ajoute même « que l'obligation au silence que la police impose à l'assuré est contraire à l'obligation qu'il a de dire la vérité en justice... »

Ainsi la clause serait inutile et illicite.

La clause de non reconnaissance de responsabilité est-elle inutile ?

Invoquée par les assureurs comme une protection contre les aveux erronés ou frauduleux de leurs clients, la clause est-elle superflue en ce qui concerne les déclarations erronées? M. Léon MAZEAUD ne croit pas que des aveux erronés puissent être retenus par le tribunal. L'émotion causée par l'accident fera sus-

33. 2. 356; Douai, 14 déc. 1933, Rec. jur. aut. 1933. 584; Lyon, 26 mai 1933, Journ. assur. 1933. 438. — Remarque: les arrêts postérieurs à 1930 qui déclarent la clause nulle le font généralement à cause de la sanction (déchéance) invoquée, ou de l'absence d'une distinction entre les reconnaissances de faits et de droits.

pecter de telles déclarations et les juges décideront qu'il ne faut pas leur accorder grand crédit.

S'il est exact en effet qu'une jurisprudence bien établie admet que des aveux faits immédiatement après la réalisation du sinistre peuvent ne pas être pris en considération, il faut remarquer cependant que ce n'est pas là une règle absolue et que les juges sont libres de leur accorder telle valeur qu'ils estimeront convenable.

A dire vrai, il existe une présomption de validité et d'exactitude en faveur des reconnaissances de l'assuré, c'est à la compagnie qu'il appartient de prouver que, faites sous le coup de l'émotion, elles ne présentent pas de garanties suffisantes. Cette preuve ne sera pas toujours aisée, le sinistre aura souvent eu lieu loin de tout observateur, le sinistré jouissant d'un caractère normal, le tribunal devra admettre la véracité des déclarations de l'assuré.

En ce qui concerne les aveux faits un certain temps après l'accident, la compagnie n'est guère protégée contre les erreurs que peuvent commettre ses clients. Ces erreurs sont aussi à craindre que dans le cas où la déclaration a eu lieu au moment du sinistre. En effet, l'assuré aura à surmonter en plus des difficultés inhérentes au récit objectif d'un sinistre dont il est l'auteur, celles qui s'attachent à la réminiscence d'un fait qui aura eu lieu quelques mois auparavant. Les défaillances de sa mémoire et les dangers de son appréciation expliquent que l'assureur se protège contre les déclarations inexactes.

Pour ce qui est des aveux frauduleux, l'éminent commentateur du Recueil Hebdomadaire ne croit pas

qu'il soit besoin d'une protection spéciale. L'assureur serait suffisamment protégé contre la fraude par le moyen qu'il a de la dénoncer et de la prouver. Mais la difficulté de cette preuve n'échappera à personne. La plupart du temps, l'accident aura eu lieu sans témoin et l'intérêt des deux personnes en présence, l'assuré et la victime, concordera pour faire peser le poids de la responsabilité sur la première.

Si l'assuré renonce à invoquer les torts et les fautes de la victime, qui pourra les faire connaître ?

On ne peut tout de même pas aller jusqu'à prétendre que dans les risques assurés, ceux de la fraude du client sont compris.

La protection que l'assureur trouve dans les clauses de non reconnaissance de responsabilité est légitime. Est-elle licite ?

La clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité est-elle licite ?

L'argument invoqué par la jurisprudence et les auteurs qui considèrent la clause comme illicite consiste à dire que l'ordre public s'oppose à ce qu'une personne en oblige une autre à taire la vérité en justice. Ce serait une « violation de la loi ». Quelle est donc la loi qui oblige ceux qui comparaissent devant les tribunaux à dire tout ce qu'ils connaissent des faits de la cause ?

Aucun texte ne décide que le demandeur ou le défendeur devant un tribunal civil ou commercial (il en est d'ailleurs de même pour le prévenu du tribunal correctionnel ou l'accusé de la cour d'assise) est obligé de rapporter tout ce qu'il sait au sujet du litige.

Même dans les hypothèses d'interrogatoire sur faits et articles (art. 324 et suiv. c. proc.) et de comparution personnelle (art. 119 c. proc.) la partie interrogée peut ne pas répondre, elle n'encourt aucune sanction et le tribunal ne tiendra pas nécessairement pour avérés les faits sur lesquels elle aura gardé le silence (article 330 c. proc.). Ainsi que le fait remarquer M. DEMOGUE (2) « Il n'y a rien d'illicite à interdire à l'assuré d'avoir la langue trop longue. Il peut reconnaître à tort sa responsabilité se sachant assuré. Il peut ignorer certains faits, les apprécier mal et être tenté d'être généreux aux dépens de l'assureur. La clause qui lui dit simplement: « Ne dites rien, contentez-vous de « répondre exactement aux questions que vous pose-
« ra l'agent de l'autorité » est une clause sage et toute différente de celle qui ordonnerait le mensonge ».

L'éventualité d'une question posée par un agent de l'autorité ne semble pas très intéressante à envisager en matière civile ou commerciale où aucune infraction n'est à constater. Il est par contre une hypothèse où l'assuré sera obligé de répondre aux questions qui lui seront posées, c'est celle où il sera cité comme témoin. Bien qu'aucun texte de notre code de procédure civile ne soit aussi formel que les articles 80 et 355 du code d'instruction criminel qui obligent le témoin à « satisfaire à la citation », c'est-à-dire à déposer, il est certain que le témoin d'un procès civil ou commercial ne peut se retrancher derrière le silence. L'obligation de déposer résulte implicitement des articles 263 à 267 du Code de procédure civile, car pour-

(2) DEMOGUE, rev. trim. 1929, p. 434.

quoi forcer les témoins à se présenter devant le juge commissaire s'ils ont le droit de ne pas lui répondre ?

Les peines qui sanctionneront le silence du témoin seront les mêmes que celles qui s'appliquent au cas où il refuse de comparaître (3). Obligé de déposer, le témoin est aussi obligé de dire la vérité, sa déposition devra être sincère; s'il cherche à tromper la justice, il encourra les peines prévues par les articles 363-364-365 du code pénal.

Ainsi, l'assuré assigné comme témoin ne pourra échapper au devoir de dire la vérité sur les faits, objets de l'enquête.

Mais est-il bien sûr que l'assuré puisse être réputé témoin dans un procès relatif à son propre accident ?

A première vue, cela surprend. Il existe une incompatibilité complète entre la qualité de partie et celle de témoin. Cette incompatibilité est absolue en matière civile, elle existe même si l'adversaire n'élève aucun reproche.

Or, l'assuré est bien partie, semble-t-il, au procès en responsabilité qui découle de la demande de la victime. La doctrine est divisée sur ce point.

MM. H. et L. MAZEAUD (Traité de la Responsabilité civile, t. II, p. 189) estiment que lorsque la victime exerce son action directe contre l'assureur du responsable, l'assureur ou la victime peuvent faire entendre l'assuré comme témoin.

L'action directe de la victime contre la compagnie ne fait assurément aucun doute.

Mais cette action directe peut-elle être exercée sans mise en cause de l'assuré ?

(3) Cass. crim. 6 févr. 1863, D. P. 63. 1. 323.

L'intérêt de la question est facile à connaître, si le demandeur est obligé de mettre en cause l'assuré personne ne pourra le citer en qualité de témoin.

Le contrat d'assurance de responsabilité suppose pour fonctionner qu'une responsabilité soit effectivement engagée et l'action directe ne peut devenir motif à condamnation qu'autant que la responsabilité de l'assuré est retenue. Cette nécessité a été nettement dégagée par la Chambre civile dans un arrêt du 17 juillet 1911 (4) « l'exercice de l'action directe exige, dit-elle, la présence du locataire aux débats, il est nécessaire de fixer contradictoirement entre les parties d'une part, le chiffre de la créance du propriétaire contre le locataire, et d'autre part, le montant des indemnités dues par l'assureur à ce dernier. »

M. PICARD souligne, dans une note sous Paris (25 déc 1929, *Rev. gén. ass. terr.*, 1930. 336), que la prétention du tiers lésé d'assigner l'assureur seul ne pourrait être reconnue « que s'il existait à l'encontre du débiteur un jugement de condamnation passé en force de chose jugée, ou si la loi fixait elle-même le principe et le montant de sa dette ; ces conditions n'étant pas réalisées dans l'hypothèse envisagée, il est impossible de déterminer cette responsabilité si l'auteur de l'accident n'est pas mis en cause... »

Ainsi, pour que l'assureur ait à réparer un dommage, il faut que la responsabilité de l'assuré soit établie.

(4) Cass. civ. 17 juillet 1911, S. 1915. 1. 145, note NAQUET ; D. P. 1912. 1. 81, note PLANIOL.

Cette responsabilité ne peut pas être établie sans que l'assuré soit condamné par un tribunal.

On aurait pu logiquement conclure de là que la compagnie d'assurances ne devrait pas être actionnée en paiement avant qu'il n'ait été statué sur la responsabilité de l'assuré.

La jurisprudence admet que, pour faire état de la responsabilité de l'auteur de l'accident et fixer le chiffre de la réparation, la compagnie d'assurance peut être actionnée en même temps que l'auteur de l'accident (5).

Cette dernière solution présente des avantages pratiques certains. Le tiers lésé a presque toujours intérêt à actionner en même temps l'assureur et l'assuré, car ils peuvent avoir des intérêts divergents.

Remarquons enfin à quelles difficultés on se heurterait si l'assuré n'était ni condamné par un jugement antérieur, ni mis en cause :

Le jugement qu'obtiendrait la victime, alors que l'assuré aurait été entendu comme témoin, serait-il contradictoire ?

L'assureur ne peut pas plaider sous son propre nom en vertu de la règle: « En France, nul ne plaide par procureur. »

La tierce opposition de l'assuré serait donc possible pendant trente ans, et cette possibilité serait un argument pour l'assureur qui refuserait de payer. En effet, pour que l'assureur soit obligé d'indemniser

(5) Civ. 14 juin 1926, D. 1927. 1. 57, rapport A. COLIN, note JOSSERAND. S. 1927. 1. 25, note ESMEIN.

la victime, il faut que la dette de l'assuré soit établie par une décision définitive, passée en force de chose jugée, or il n'en serait rien.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que la mise en cause de l'assuré est nécessaire au cas où il n'a pas déjà été jugé par un autre tribunal.

Il ne pourra donc jamais être appelé à témoigner dans le procès de responsabilité intenté par la victime à l'assureur.

Un jugement du tribunal de la Seine du 8 mai 1930 (Rec. pér. ass. 1930, p. 265) a repoussé la comparution de l'assuré.

La jurisprudence dominante admet que la victime est tenue de mettre l'assuré en cause (6). La Cour de Cassation ne s'est pas encore prononcée sur cette question.

(6) Paris (4^e Ch.) 5 juin 1930, Rev. gén. ass. terr. 1930, p. 1094; Paris 7 juin 1930, Gaz. Pal. 30. 2. 510 (solution implicite); Trib. com. Seine 28 octobre 1930, Rev. gén. ass. terr. 1931, p. 53; Trib. com. Seine 30 déc. 1930, Rev. gén. ass. terr. 31, p. 340; Trib. Paix Nogent-sur-Seine, 18 mars 1931, Gaz. Pal. 31. 1. 863 (sous note) et Rev. gén. ass. terr. 1931, p. 800; Trib. com. Seine 21 avr. 31, Rev. gén. ass. terr. 1931, p. 800; Paris (2^e Ch.) 25 juillet 1931, Gaz. Pal. 1931. 2. 395, Rev. gén. ass. terr. 31. 1. 797, note PICARD; Paris (7^e Ch.) 17 nov. 1931, D. H. 1932, p. 11, Rev. gén. ass. terr. 1932, n. 68, note PICARD; Trib. com. Marseille 8 avr. 1932, D. H. 32. 328; Paris 27 mai 1932 (motifs), Gaz. Pal. 1932. 2. 359; Paris, 28 nov. 1932, Gaz. Pal. 1933. 1. 308; Paris 1^{er} juil. 1933, Gaz. Pal. 1934. 1. 27 et sous-note; Paris 6 nov. 1933, Gaz. Pal. 1934 1. 25, Gaz. trib. 15 fév. 1934, Rev. gén. ass. terr. 1934, p. 99, Rec. assur. 1933, p. 360; Trib. civ. Mulhouse 26 juillet 1934, Gaz. Pal. 34. 2. 695, Rev. gén. ass. terr. 1934, p. 1050; Trib. com. Seine 19 déc. 1934, Gaz. Pal 1935. 1. 251, Rev. gén. ass. terr. 1935, p. 307, Rec. ass. 1934, p. 476; Agen 17 juil. 1935, Rev. gén. ass. terr. 1935, p. 63; BINEY, *L'action directe de la victime* (Thèse Paris 1934); DEMOGUE, *Obligations*, t. IV, n° 545; GARDENAT, *L'action directe de la victime d'un accident contre la compagnie d'as-*

§ 2. — VALIDITÉ DE LA CLAUSE LIMITÉE AUX RECONNAISSANCES DE DROITS.

L'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 s'exprime ainsi : « L'assureur peut stipuler qu'aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenues en dehors ne lui ne lui seront opposables. L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à une reconnaissance de responsabilité. »

Par cet article, le législateur donne aux clauses de non-reconnaissance de responsabilité le droit de cité dans notre droit positif.

Ce texte ne permet plus de contester le principe de la validité des clauses que nous étudions, tout au moins lorsqu'elles sont génératrices d'une inopposabilité (7).

urance, Sem. jur. 1932, p. 841; PICARD (note sous Paris 26 déc. 1929, Rev. gén. ass. terr. 1930, p. 336). PLANIOL et RIPERT, Droit civil. t. 11, p. 684.

Contra: Toulouse, 8 oct. 1928, D. 1930. 2. 1 (1^{re} esp.), note JOSSERAND, Gaz. Pal. 1928. 2. 781; Paris 26 déc. 1929, Gaz. Pal. 1930. 1. 140, Rev. gén. ass. terr. 1930, p. 336, note PICARD; Seine 6 juin 1930, Gaz. Pal. 1930. 2. 510; Paris (5^e Ch.) 14 nov. 1930, D. H. 1930. 609; Seine 30 déc. 1930, Gaz. Pal. 1931. 1. 354, Rev. gén. ass. terr. 1931. 340, note PICARD; Chinon 27 juillet 1931, Rev. gén. ass. terr. 1931. 795; Paris 29 janv. 31, Gaz. Pal. 1931. 1. 694, Rev. gén. ass. terr. 1931, p. 898; Paris 25 juin 1932, Gaz. Pal. 15 oct. 32; Lyon 28 déc. 1933, Gaz. Pal. 1934. 1. 436, Rev. gén. ass. terr. 1934, p. 458; Dijon 13 févr. 1934, Gaz. Pal. 1934. 1. 793, Rev. gén. ass. terr. 1934, p. 562; HÉBRAUD, Rev. crit. 1931, p. 488 et ss.; JOSSERAND, note au D. P. 1930. 2. 1. — S. PLANCHE, *Le fonctionnement du contrat d'assurance de responsabilité* (thèse Grenoble 1932).

(7) Cf. *infra* pages 108 et ss. sur la liberté laissée aux contractants de stipuler une déchéance comme sanction des reconnaissances de responsabilité.

Les travaux préparatoires (8) indiquent que l'assureur, qui doit supporter définitivement la charge du sinistre, peut équitablement prendre toutes les mesures susceptibles de sauvegarder ses intérêts; en conséquence, celles tendant à écarter les possibilités de collusion entre le tiers lésé et l'assuré sont légitimes. Plus spécialement, la clause interdisant à l'assuré de se reconnaître responsable est licite. Pour éviter les difficultés qui se présentent surtout en matière pénale, le législateur décide que l'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à une reconnaissance de responsabilité.

Cette distinction entre les reconnaissances de faits et celles de droits, si elle a le mérite d'une certaine clarté, ne nous paraît pas répondre avec un égal bonheur aux exigences qu'impose la défense des intérêts des assureurs et de leurs clients, ainsi qu'à celles qui sont motivées par le souci d'une bonne administration de la justice.

Une partie de la doctrine y voit une « heureuse conciliation des intérêts en présence » (TRASBOT, *loc. cit.*, sous art. 52) (9); il ne nous semble pas que ce critérium soit aisément praticable. Reconnaître les faits matériels, c'est nécessairement reconnaître sa responsabilité.

(8) Exposé des motifs de la loi du 13 juillet 1930. — Rapport LAFARGE, 5 août 1926, J. O. annexe 3316. Comment. art. 52.

(9) Dans le même sens: PLANIOL et RIPERT (*Droit civil* t. II, n° 1362. M. PICARD, *Rev. gén. ass. terr.* 1930, p. 136.

Et tout d'abord, la clause ainsi rédigée atteint-elle les buts qu'elle vise ? Nous ne le croyons pas.

La conservation des droits de l'assureur à régler le litige ne sera pas garantie; l'assuré, en reconnaissant certains faits, engagera nécessairement sa responsabilité. Comment établir une différence entre l'assuré qui déclare: « Je circulais à une vitesse de quatre-vingts kilomètres à l'heure ce qui ne m'a pas permis de m'arrêter lorsque j'ai vu le piéton sur la route », et celui qui dit: « J'avoue avoir commis une faute parce que je n'étais plus maître de ma vitesse » ?

Il semble que le critérium ne doive finalement aboutir qu'à une discussion de terminologie, à une bataille autour des termes employés au hasard par l'assuré. Il n'est pas juste de s'attacher à la forme utilisée par l'assuré dans sa déclaration pour lui faire encourir ou non la sanction prévue dans la police.

En ce qui concerne les dangers de fraude, nous ne croyons pas non plus que la distinction préconisée par le législateur puisse garantir les compagnies. Au lieu de tromper son assureur par une déclaration abstraite de responsabilité, l'assuré peut tout aussi bien alléguer des faits inexistant, incontrôlables la plupart du temps.

Ces divers défauts ont d'ailleurs été aperçus par une partie de la jurisprudence (10), qui, antérieure-

(10) Amiens 22 nov. 1929, Rec. per. ass. 1930. 27; Paris 8 nov. 29, D. H. 1930. 25, Rev. gén. ass. terr. 1930, p. 367, note PICARD; Nancy 26 mai 1931, Rev. gén. ass. terr. 1931, p. 849, note PICARD, Gaz. Pal. 1931. 2. 353. — Ces arrêts antérieurs à la loi 1930 montrent bien que la loi sur les assurances est une loi de consécration, la distinction du fait et du droit avait

ment à 1930, avait déjà eu à statuer sur des clauses qui établissaient une distinction entre le fait et le droit. « En s'expliquant sur les circonstances de l'accident, l'assuré, affirme avec raison la Cour de Paris (D.H. 1930, p. 25), reconnaît ou nie nécessairement sa responsabilité. »

MM. H. et L. MAZEAUD (11) repoussent aussi ce critérium. Ils n'admettent pas « que l'assuré qui a déclaré « Je suis responsable de l'accident », ne puisse se retourner contre l'assureur, alors qu'il aurait conservé le bénéfice de son contrat s'il avait dit : « J'ai causé l'accident parce que je tenais ma gauche. » « L'article 52, ajoutent ces auteurs, tend un piège à l'assuré. Là n'est pas le rôle du législateur. Celui-ci devait choisir entre les deux solutions possibles : validité complète ou nullité complète de la clause. »

Nous allons montrer que la première solution, validité de la clause, est juridiquement exacte et bien fondée en matière civile et commerciale.

déjà été pratiquée par les Compagnies avant qu'elle ne fût imposée par le législateur.

Contrà: Jurispr. distinguant entre les reconnaissances de responsabilité et celle de la matérialité des faits: Marseille 14 avr. 1928, Rec. Marseille 1928. 1. 251; Besançon 2 juil. 1928, D.H. 28. 440; Lyon, 24 janv. 29, Monit. jurid. Lyon 20 août 29; Paris 2 janv. 1930, Rev. gén. ass. terr. 1930, p. 335; Lyon 30 janv. 1930, Monit. jurid. Lyon 30 janv. 31; Amiens 22 nov. 1929, Rev. gén. ass. terr. 1930, p. 369, note PICARD; Seine trib. civ., 18 juil. 29, Gaz. Pal 1929. 2. 621; Paris 29 déc. 1934, Gaz. Pal. 1935. 1. 376; Trib. civ. Marmande 14 nov. 1934, Gaz. Pal. 1934. 2. 933.

(11) H. et L. MAZEAUD (*op. cit.*, n° 2680).

Dans le même sens: PERRAUD-CHARMANTIER, note sous Paris, 22 février 1929, Sem. Jur. 1929, p. 522.

§ 3. — PRINCIPE DE LA VALIDITÉ DE LA CLAUSE EN MATIÈRE
CIVILE ET COMMERCIALE.

La validité de la clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité apparaît au premier abord comme fondée sur l'article 1134 du code civil: « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour des causes que la loi autorise. Elles doivent être exécutées de bonne foi. »

La convention suffit à lier les parties. Par suite, dès que, d'une commune entente, une clause est insérée dans un contrat, elle doit recevoir application. Le droit, en matière de contrat, a-t-on dit, n'est qu'un droit supplétif ou déclaratif, il est offert mais non imposé aux contractants. Cependant, il existe dans toute législation un ensemble d'idées à la conservation desquelles la société croit lier son existence, formant un droit général auquel il est interdit de déroger. Ce droit supérieur se trouve rappelé dans notre Code civil sous l'article 6: « On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs. » Toute clause d'une police qui contreviendrait à cet ensemble de prescriptions, considérées comme la base de notre constitution sociale, serait immédiatement frappée de nullité.

Nous avons déjà montré que l'obligation au silence n'est pas illicite en matière civile et commerciale; elle

l'est d'autant moins que le législateur s'est prononcé pour le principe de la validité (12).

SECTION II

Nature juridique de la clause.

La question de la validité de la clause étant résolue dans le sens de l'affirmative, reste à savoir si cette clause peut être rattachée à d'autres stipulations semblables, à en rechercher en quelque sorte le statut juridique, à l'analyser, et à en étudier d'autre part la conformité avec le droit commun. Cette dernière étude nous permettra de connaître ce qu'il adviendrait des déclarations de l'assuré au cas où l'assureur négligerait de lui interdire de se reconnaître responsable.

(12) Jurisprudence antérieure à 1930, décidant que la clause est valable : Nîmes, 17 juillet 1922, Rec. pér. ass. 23, p. 147; Poitiers, 16 févr. 1925, Gaz. Pal. 1925. 2. 104; Dijon, 27 déc. 1926, Gaz. Pal. 1927. 1. 398; Trib. civ. Nantes, 22 févr. 1928, D.H. 1928, p. 298; Marseille, 14 avril 1928, Rec. Marseille 28. 1. 251; Besançon, 2 juil. 1928, S. 30. 2. 82; Lyon, 24 janv. 1928, Mon. Jud. Lyon, 20 août 1929; Paris, 2 janv. 1930, Rev. gén. ass. ter. 1930, p. 937, note PICARD.

Postérieurement à 1930, la jurisprudence déclare unanimement la clause valable, mais distingue entre les reconnaissances de faits et de droits; références *supra*, p. 65.

§ 1. — ANALYSE DE LA CLAUSE DE NON-RECONNAISSANCE
DE RESPONSABILITÉ.

L'analyse de la clause qui interdit à l'assuré de se reconnaître responsable présente une réelle utilité si l'on veut en connaître les modalités d'application. C'est pour cela que beaucoup d'auteurs se sont attachés à la faire rentrer dans un cadre déjà tracé de notre droit civil.

Une théorie assez séduisante consiste à faire remarquer que les clauses de non-reconnaissance de responsabilité tendent à protéger les assureurs contre les déclarations mensongères de leurs clients. En interdisant à ceux-ci d'en faire aucune, il y aurait création d'une présomption de fraude à leur encontre.

Les compagnies, affirme-t-on (13), n'entravent pas l'exercice de la justice par ces stipulations, elles l'aident, car les déclarations de l'assuré seraient presque toujours mensongères; il serait malaisé de faire la preuve de l'erreur ou du dol qui les a inspirées.

L'assuré, en signant sa police, a librement accepté cette présomption; il est juste que la clause joue, et l'assureur d'invoquer l'article 1134 du Code civil à l'appui de sa thèse.

Or, l'article 1134 s'applique aux conventions légalement formées. Une telle convention, qui aurait pour base l'établissement d'une présomption de fraude, serait-elle légale ?

(13) S. PLANCHE : « Le fonctionnement du contrat d'assurance de responsabilité », p. 79.

Nous ne le croyons pas.

Dans notre droit, la fraude ne se présume pas.

Hors les textes qui établissent une présomption de dol et qui sont extrêmement rares (14), il ne peut être question de l'invoquer sans en fournir la preuve entière : un tort subi par suite du fait volontaire et sciemment dolosif de l'adversaire.

D'autre part, il n'existe pas, dans notre droit, non seulement de présomption de fraude établies par conventions, mais encore de présomptions quelconques qui puissent être l'œuvre des contractants.

L'article 1349 du Code civil décide que « les présomptions sont des conséquences que la loi ou le magistrat tirent d'un fait connu à un fait inconnu ».

(14) L'article 1350, 1^o, du Code civil, énumère comme exemples de présomptions légales : « les actes que la loi déclare nuls comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité ».

La présomption de nullité se rattache soit à la personne de celui qui a fait l'acte comme lorsqu'il s'agit des actes translatifs de propriété à titre gratuit faits par le failli dans les dix jours qui précèdent la cessation de paiements (Code com., art. 446) ; soit à la personne de celui en faveur de qui l'acte a été fait, comme lorsqu'il s'agit d'une donation faite aux plus proches parents ou au conjoint d'un incapable (C. civ., art. 911 et 1100) ; soit enfin à la nature de l'acte jointe à la qualité de la personne, comme lorsqu'il s'agit de la vente à fonds perdu faite par un successible en ligne directe (art. 918).

Ainsi que le fait remarquer TOULLIER (*Droit civil français*, t. X, p. 64), la présomption de fraude repose non pas sur la qualité des actes, mais sur celle des personnes qui les ont passés.

On peut signaler en outre qu'on trouve dans les articles 365 et 366 du Code de commerce une présomption de fraude établie contre l'assuré qui a contracté après la perte ou l'arrivée des objets assurés. Il s'agit d'ailleurs d'une présomption irréfragable pour laquelle la preuve contraire n'est pas admise. (EMERIGON, *Traité des assurances*, t. II, p. 136 et suiv.).

Ce sont la loi ou le magistrat qui tirent ces présomptions, non les parties.

L'arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 juillet 1932 (15), sans se prononcer sur la question du fondement des clauses de reconnaissance, indique clairement qu'il ne peut être question de présomption et rappelle la nécessité d'une preuve de la collusion frauduleuse, « attendu, déclare-t-il, qu'il n'est pas démontré que l'assuré aurait reconnu sa responsabilité de parti-pris et contrairement à la vérité... »

Cette démonstration, en effet, ne peut être évitée par une clause du contrat quelle qu'elle soit. Si la clause est valable, elle ne peut certainement pas être analysée comme l'établissement d'une présomption de fraude.

Une autre théorie (16) assimile l'interdiction de se reconnaître responsable à une clause pénale. Ce système, il est vrai, s'appuie sur le fait que la sanction entraînée par la déclaration de responsabilité est une déchéance. Or, nous montrerons dans la suite de cet ouvrage qu'il ne nous semble pas possible de stipuler aujourd'hui cet effet (17).

Néanmoins, cette étude présente un intérêt rétrospectif certain et même un intérêt actuel. Il existe, en effet, des contrats d'assurance qui, tout au moins rela-

(15) Cass. Req., 12 juillet 1932, S. 33. 1. 107.

(16) GENT, *Des clauses de déchéance dans les assurances-accidents*.

(17) Cf. *infra*, p. 108 et ss.

tivement à la clause que nous étudions, sont encore aujourd'hui régis par le droit antérieur à 1930. L'article 84 de la loi du 13 juillet 1930 décide que « les dispositions de la présente loi portant prohibition de certaines clauses, ne régissent que les assurances souscrites ou renouvelées six mois après sa promulgation, ainsi que les assurances d'une durée supérieure à 10 ans, dont la période décennale en cours est arrivée à expiration après ledit délai de six mois... »

L'assuré, prétendent les partisans de ce système, s'engage en signant sa police à ne pas faire telles ou telles déclarations.

S'il manque à son obligation, il perd, à titre de dommages-intérêts, le bénéfice de son contrat. Il y a simple application des principes qui jouent lorsqu'on sanctionne une inexécution d'un contrat quelconque au moyen d'une clause pénale.

A vrai dire, il ne nous semble pas que cette assimilation soit à l'abri de toutes critiques. Les clauses pénales ont pour objet de fixer la quotité de dommages-intérêts à payer dans le cas d'inexécution de la convention; elles supposent deux obligations : l'une primitive et principale, l'autre conditionnelle et accessoire. Au cas d'inexécution de l'obligation principale, l'obligation accessoire détermine d'une façon forfaitaire la pénalité encourue.

Il n'en est pas de même en matière de déchéance; la stipulation de déchéance ne peut être qualifiée d'« accessoire ». Elle affecte le droit lui-même, qu'elle détruit complètement. L'assuré est privé du bénéfice de sa police, il n'y a pas là une fixation anticipée de dommages-intérêts; ce qui le prouve, notamment, c'est

qu'il est possible de concevoir qu'outre la déchéance encourue, la compagnie d'assurance poursuive contre l'assuré la réparation d'un préjudice (18). Il faut reconnaître, en outre, que la perte du droit de l'assuré est toujours absolue, totale. Le juge ne peut faire varier les effets de la déchéance. Tout autre est la solution en matière d'obligations contractées avec clause pénale. L'article 1231 du Code civil déclare que la peine peut être modifiée par le juge lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

M. PONCET (18^{bis}) hésite à confondre la clause pénale et la déchéance: « Il est loisible, sans doute, d'insérer dans les contrats synallagmatiques, une clause pénale afin de déterminer à l'avance la prestation à laquelle sera tenue la partie qui n'exécutera pas l'obligation qui lui incombe ou sera en retard pour l'exécuter. Mais ce qu'il y a de spécial dans l'espèce en discussion, c'est que la clause pénale consiste uniquement dans la déchéance pour l'assuré du droit de demander à la compagnie d'assurance l'exécution de l'obligation qu'elle a contractée envers lui de supporter les risques inhérents à la chose assurée. Cette déchéance, par conséquent, ne suppose-t-elle pas plutôt la résolution même du contrat que l'exécution d'une clause pénale ? »

(18) L'article 9 de la police proposée par la « Mutuelle générale française » du Mans, pour l'assurance de la responsabilité civile des chefs de famille, stipule: « ... Qu'il est interdit de produire la police en justice... sous peine de déchéance *et* de dommages-intérêts... »

(18 bis) PONCET, note sous Cass. civ. 4 nov. 1891, D. P. 92. 1. 313.

Il semble bien, en effet, que la sanction envisagée sous le nom de déchéance ne soit qu'une variété de la résolution du contrat (19). Si nous nous reportons au droit commun, la résolution est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatique (art. 1184).

L'objection qui consisterait à faire remarquer que l'article 1184 ne s'applique pas au contrat d'assurance parce qu'il est aléatoire, ne porte pas.

Il est en effet admis par la jurisprudence et par la doctrine que, dans le cas visé par l'article 1978 du Code civil, — défaut de paiement des arrérages d'une rente viagère — il est permis aux parties de revenir au droit commun en stipulant que, faute du paiement de la rente, le contrat sera résolu (20).

En ce qui concerne le fonctionnement de la résolution, il suffit de remarquer qu'une clause du contrat dispense l'assureur de la nécessité de s'adresser au juge, en stipulant qu'elle opère de plein droit.

(19) Voir, sur l'assimilation de la clause de déchéance à une clause résolutoire : DEMONT (*De la déchéance en matière d'assurance terrestre*, p. 82 et s.).

Cet auteur, dont nous nous inspirons au cours de cette discussion, ne semble pas avoir remarqué l'objection qu'on aurait pu tirer du caractère aléatoire du contrat d'assurance. Il n'a pas signalé non plus, et ceci nous paraît plus important, que le contrat d'assurance étant successif, il y a lieu à résiliation et non à résolution, et que par conséquent, les primes restent acquises à la compagnie sans clause spéciale. M. DEMONT décide que si l'assureur conserve les primes, c'est uniquement par l'effet d'une stipulation particulière de la police. Nous ne le croyons pas.

(20) Cass. civ., 2 déc. 1856, D.P. 56. 1. 443; Req., 9 juin 1869, D.P. 70. 1. 82; Poitiers, 18 nov. 1907, D.P. 1908. 2. 167; Civ., 14 juin 1913, D.P. 1917. 1. 38. — PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, t. VI, n° 422.

Quant aux effets, ils sont simples : l'assureur est dispensé de payer l'indemnité. Les primes perçues ne seront pas rendues à l'assuré et cela s'explique indépendamment des stipulations prévoyant que les primes restent acquises à la compagnie, si l'on remarque que le contrat d'assurance est un contrat successif où les contractants se lient l'un à l'autre pour un certain temps et où il ne peut être question que de résiliation, non de résolution. Il n'y a pas de rétroactivité.

Disons-nous que la notion de déchéance se confond avec celle de résiliation ? Non.

Le fondement de la déchéance est parfois le résultat d'une simple prescription. Telle est par exemple la clause qui prive de tout droit à indemnité l'assuré ayant subi un sinistre, s'il n'a pas réclamé l'indemnité dans un délai déterminé. Ce peut être aussi une nullité, l'assuré qui commet une réticence ou fait une fausse déclaration vicie le consentement de l'assureur. Il y a alors nullité du contrat pour vice du consentement (art. 1116 du Code civil) (21).

Certains auteurs, ne voulant se rallier à aucune des théories précédentes, voient dans la sanction prévue au contrat d'assurance dans le cas de fausse déclaration ou de réticence postérieure au

(21) Jurisprudence rattachant la sanction prévue au contrat à la théorie du dol : Cass. civ., 13 févr. 1923, Journ. ass. 13 févr. 1923, p. 116; à celle de l'erreur : Paris, 5 juillet 1878, S. 1880. 2. 225, note LABBÉ; Paris, 17 févr. 1881, S. 82. 2. 25, note LABBÉ; Rouen, 13 janv. 1897, S. 98. 2. 1., note BLONDEL; voir aussi DANJON, *Tr. Dr. maritime*, t. IV, n° 1366 et suiv.— Rattachant cette théorie à la cause : CELICE, *L'erreur dans les contrats*, thèse, Paris, 1929, p. 206-216.

contrat, une règle originale que justifie la nature particulière de ce contrat (22).

Ainsi, la sanction envisagée sous le nom de déchéance change de nature suivant les clauses qui la déterminent; elle est tantôt une résiliation, tantôt une annulation, tantôt une prescription, elle semble aussi parfois se refuser à rentrer dans les cadres tracés par notre droit civil. Seuls les effets prévus ne varient pas; c'est toujours la perte du bénéfice du contrat d'assurance, et c'est pour cela que toutes ces sortes de stipulations peuvent être envisagées sous le nom générique de déchéance.

L'assimilation de la clause que nous étudions à une clause résolutoire expresse ne nous paraît pas faire de doute. Cette analyse permet d'expliquer à la fois que la résolution joue dans un contrat aléatoire et qu'elle fonctionne à la suite d'une inexécution qui n'est pas la contre-partie essentielle de l'engagement de la compagnie. La résolution, en effet, n'est accordée par les juges que si le manquement de la partie contre laquelle elle est demandée peut être considéré comme la cause de l'engagement souscrit par celui qui l'invoque. Il serait difficile de prétendre que la cause de l'engagement de l'assureur est la promesse de non-reconnaissance de responsabilité de son client; c'est le paiement des primes qui correspond à la prestation qu'effectuera la compagnie en cas de sinistre. D'autre

(22) QUENTIN : *De l'opinion du risque dans les contrats d'assurance*, thèse, Paris, 1893, p. 122 et suiv.

RIPERT, *Th. Dr. marit.*, 2^e éd., t. III, n° 2417.

part, l'insertion dans la police d'une clause résolutoire expresse permet d'éviter l'intervention du juge et de fixer forfaitairement les dommages-intérêts. Ainsi, les interdictions de se reconnaître responsable, sanctionnées par une déchéance, sont des clauses résolutoires; peut-on aller plus loin et décider que, lorsque la déclaration de l'assuré est simplement inopposable à la compagnie, la clause qui renferme cette stipulation ressort du domaine de la résolution ?

Nous ne le croyons pas.

Les stipulations que nous venons d'étudier n'ont au fond qu'un seul point commun avec la résolution : c'est leur effet consistant à dissoudre le contrat.

Tous leurs autres caractères sont tellement éloignés, dérivés, différents mêmes de la résolution, qu'ils ne suffiraient pas à faire rentrer ces clauses dans le cadre de l'article 1184 du Code civil si la dissolution du contrat n'avait lieu.

L'article 52 de la loi du 13 juillet 1930, en décidant que les reconnaissances de responsabilité sont inopposables à la compagnie, ne permet plus d'assimiler les clauses qui les sanctionnent à des clauses résolutoires expresses. Le contrat, vicié par cette inobservation de la police, ne tombe pas, il subsiste.

La justification juridique de la clause prévue par la loi de 1930 se trouve dans le fonctionnement général des assurances.

L'assuré cède à l'assureur, directeur du procès en responsabilité, non seulement ses droits passifs, la dette issue de la réalisation du risque prévu, mais encore ses droits actifs, c'est-à-dire les recours qui peuvent être exercés pour décharger l'assuré. Cette

cession revêt même une forme particulière : il y a subrogation.

L'article 36 de la loi du 13 juillet 1930 s'exprime ainsi : « L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers qui par leur fait ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur. »

On peut donc décider que, dans l'état actuel de notre législation, la subrogation joue au profit de l'assureur sans qu'il se la soit réservée par une clause spéciale; il suffit qu'il ait versé l'indemnité à laquelle il était tenu par le contrat.

C'est un nouveau cas de subrogation légale (23).

Pour que l'exercice de cette subrogation ait lieu et procure à l'assureur les avantages qu'il peut normalement en attendre, le second alinéa de l'article 36 dispose que « l'assureur peut être déchargé en tout ou en partie de sa responsabilité envers l'assuré, quand la subrogation ne peut plus, par le fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur ».

Il y a là une disposition semblable à celle de l'article 2037 du C. civ., qui protège la caution en décidant qu'elle est déchargée « lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges ne peut plus, par le fait du créancier, s'opérer en faveur de la caution ».

Sans assimiler complètement les deux articles et sans prétendre que l'assureur est caution de l'assuré, on peut dire qu'il jouit d'une protection identique, qu'il a, lui aussi, un bénéfice de cession d'action.

(23) PLANIOL et RIPERT, *Droit civil*, t. II, n° 1322.

De même que le créancier ne doit pas, « par un acte inutile à son intérêt, fût-ce un acte de générosité à l'égard d'un débiteur ou d'un tiers, empirer la situation de la caution » (24), l'assuré ne doit pas, par une reconnaissance téméraire de responsabilité, accabler de charges l'assureur qui le garantit.

Quels seront les faits qui rendront impossible la subrogation de l'assureur ?

On cite souvent, en matière de droit commun, les renonciations à des sûretés, les abandons de garanties, les diminutions de droits qui garantissent les créances.

En ce qui concerne les assurances de dommages, l'assuré n'aura en général aucune garantie conventionnelle, mais il aura des droits auxquels il pourra renoncer.

Ce sera, par exemple, le bénéfice d'une présomption (art. 1733 C. civ.).

La jurisprudence s'est prononcée depuis longtemps sur cette question. On sait qu'il était de pratique courante d'insérer, avant la loi de 1930, dans les polices d'assurance, des clauses dites « subrogatives », qui avaient pour but de transférer à l'assureur les actions et recours utiles de l'assuré. Il n'y avait pas de subrogation à proprement parler, et la jurisprudence analysait ces clauses comme des cessions de droits.

Or, la Cour de Cassation décida, dans un arrêt du 15 mars 1876 (25), que l'assuré peut être déclaré déchu

(24) Note LABBÉ au S. 1887. 1. 5, sous Cass. civ., 2 février 1886.

(25) Civ., 15 mars 1876. — BONNEVILLE DE MARSANGY, t. I, p. 179, — S. 1876. 1. 337, note LABBÉ. — D.P. 76. 1. 449. —

du bénéfice de l'assurance, si, s'étant engagé à subroger l'assureur contre les personnes responsables du sinistre, et notamment les locataires, « il avait renoncé à l'action très étendue et à la présomption légale de faute que l'article 1733 du Code civil crée en cas d'incendie contre les preneurs au profit des bailleurs, et ne pouvait plus transmettre à ses assureurs que l'action dérivant des articles 1382 et suivants, c'est-à-dire une action restreinte et subordonnée à la preuve directe de la faute personnelle qu'il imputait à ses locataires... »

M. LABBÉ fait remarquer, sous cet arrêt, que d'après les principes généraux du droit, si celui qui a promis une cession de droits contre une garantie se met dans l'impossibilité de satisfaire à son obligation, le contrat est résolu. L'éminent annotateur du Recueil Sirey ajoute que l'article 2037, obligeant le créancier à conserver intacts ses droits contre le débiteur principal sans qu'il y ait d'engagement particulier, donne un argument *a fortiori* pour obliger celui qui l'a formellement promis à conserver telles actions et tels recours jugés utiles à l'assureur. Dans l'état actuel de notre droit, les deux arguments précédemment cités se rencontrent simultanément dans les contrats d'assurance.

Assurément, l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930 prévoit plutôt un transport légal de droits qu'une obligation légale de les céder, mais se transport im-

Voir aussi DE LALANDE et COUTURIER, *Le contrat d'assurance contre l'incendie*, n° 561.

Dans le même sens : Cass., 18 nov. 1868, S. 69. 1. 65; Cass., 15 juil. 1874, S. 75. 1. 211.

plique bien pour l'assuré une obligation de conserver les droits actifs qui sont nés à son profit du fait de la réalisation du sinistre. L'assuré doit donc, d'après les principes généraux, conserver les droits qu'il a contre la victime; de plus, il y est formellement astreint par les clauses de sa police.

Les faits qui priveront l'assureur des recours qu'il aurait pu normalement exercer donneront aussi lieu à l'application du second alinéa de l'article 36. Il a été jugé, le 1^{er} décembre 1931, par la Chambre des Requêtes (26), que « le voyageur qui remet au chemin de fer comme bagages pour être transportés par un train expresse ou rapide des objets ne pouvant être considérés comme étant à son usage personnel, commet une infraction au règlement qui, viciant le contrat de transport dans son essence, l'empêche de se former et fait perdre ainsi au voyageur tout recours en cas de perte ou d'avarie des objets ainsi transportés. Dès lors, si ce voyageur a fait assurer lesdits objets, il perd également tout recours contre l'assureur qu'il s'était engagé à subroger à ses actions dérivant du contrat de transport et dont, par son fait, il ne peut plus le faire profiter ».

Les reconnaissances de responsabilité sont aussi des « faits » qui privent l'assureur des avantages qu'il peut retirer de la subrogation.

La renonciation du propriétaire à se prévaloir de l'article 1733 n'est au fond qu'une reconnaissance de responsabilité; la Cour de Cassation, en la sanction-

(29) Cass. Req., 1 déc. 1931, Rev. gén. ass. ter. 1932, p. 111.

nant, a consacré la thèse des assureurs qui interdisent à leurs clients de s'avouer responsables.

Ainsi, nous croyons que le fondement du droit de l'assureur à interdire les reconnaissances de responsabilité, réside, en matière civile et commerciale, dans la subrogation qui lui est consentie par l'assuré. Cette subrogation emporte de la part de l'assuré l'abandon de tous les droits qu'il a contre le demandeur en indemnité ou contre les tiers, ces droits étant, par la loi, transférés à l'assureur. Se reconnaître responsable, c'est aliéner un droit : il ne peut le faire.

§ 2. — CONFORMITÉ DE LA CLAUSE AVEC LE DROIT COMMUN.

Le législateur de 1930 a écrit, dans l'article 36, 2°, que l'assureur « peut être » déchargé de sa responsabilité envers l'assuré quand la subrogation ne peut plus, par suite des actes de l'assuré, s'opérer en sa faveur.

Cette façon de s'exprimer n'implique-t-elle pas la nécessité d'une clause spéciale et ne faut-il pas décider qu'au cas où la police est muette sur les déclarations de responsabilité, celles-ci sont opposables à l'assureur ?

M. TRASBOT (27) indique comme possibles les deux interprétations suivantes :

Ou bien ce texte signifie seulement qu'il est permis à l'assureur d'insérer dans la police une clause lui

(27) TRASBOT, note D.P. 1931. 4. 25.

permettant d'être déchargé; ou bien cette disposition veut dire que le tribunal jouit d'un pouvoir d'appréciation pour écarter ou non la subrogation.

Nous préférons une troisième explication, fournie par MM. PLANIOL et RIPERT (28).

De l'avis de ces auteurs, c'est un droit pour l'assureur, même si la police n'en parle pas, d'obtenir, s'il la demande, la décharge totale ou partielle à la condition prévue par l'article 36 al. 2°. Le mot « peut » aurait le sens que lui reconnaissent bon nombre d'auteurs quand il s'agit du début ainsi conçu de la loi du 4 mars 1889 : « Tout commerçant qui cesse ses paiements peut obtenir, en se conformant aux dispositions suivantes, le bénéfice de la liquidation judiciaire. » (LYON-CAEN et RENAULT, *Tr. dr. com.*, 15^e éd., VIII, n° 1023; THALLER et PERCEROU, *Dr. com.*, 8^e éd., n° 1736; PERCEROU et DESSERTAUX, *Des Faillites et Banqueroutes*, 2^e édit., t. I, n° 344.). Cette interprétation est d'ailleurs la seule qui s'accorde avec l'exposé des motifs où il est dit, au sujet de la subrogation de l'article 36, « que si du fait de l'assuré elle ne pouvait s'opérer en faveur de l'assureur, celui-ci serait en droit de répéter tout ou partie de l'indemnité par lui versée » (29).

Nous croyons qu'à défaut de stipulation spéciale, l'assureur est protégé contre les déclarations de son client. Il est déchargé de ses obligations si son recours contre le tiers lésé est rendu inefficace par l'assuré.

(28) PLANIOL et RIPERT, *op. cit.*, p. 633.

(29) Rapport LAFARGE, Doc. parl. Chambre (annexe 3316, J. O. 12 déc. 1926, p. 1163).

La loi du 13 juillet 1930 a posé, dans son article 36, une règle d'ordre tout à fait général; le droit commun des assurances étant fixé par cette loi, il ne fait aucun doute qu'à défaut de stipulation excluant expressément la subrogation, celle-ci doit s'appliquer au profit de l'assureur; son application entraîne l'inopposabilité des reconnaissances de responsabilité.

L'utilité des clauses de non-reconnaissance de responsabilité apparaît alors calquée sur la mesure dans laquelle elles apportent des modifications à ce droit commun.

Une modification ne nous paraît pas possible : c'est celle qui prévoit la déchéance au lieu de l'inopposabilité. Même pour les reconnaissances frauduleuses de l'assuré, il n'est pas permis, dans l'état actuel de notre législation, de stipuler une déchéance.

L'interprétation restrictive de l'article 52 conduit à cette solution.

D'autre part, aucun article n'envisage d'une façon générale les actes frauduleux des souscripteurs de police et ne les sanctionne globalement de déchéance. Une réforme législative, distinguant entre les reconnaissances mensongères et erronées, nous paraîtrait heureuse; elle serait conforme à l'esprit de la loi de 1930, qui distingue dans beaucoup d'autres hypothèses entre les déclarations dolosives de l'assuré et celles qui n'impliquent aucune fraude de sa part (30).

En ce qui concerne les autres distinctions apportées par les clauses des conditions générales, — dis-

(30) Cf. *infra* : conclusion, pages 154 et suiv.

inction entre les secours immédiats et ceux qui interviennent un certain temps après l'accident; entre les actes juridiques et les actes d'humanité; — elles sont assurément valables; leur opportunité et leur valeur ne sont peut-être pas à l'abri de toutes critiques; mais elles appartiennent certainement au domaine où la volonté des contractants peut librement s'exercer.

SECTION III

Détermination des reconnaissances qui font jouer la jouer.

§ 1. — DISTINCTION SUIVANT LES PERSONNES DESQUELLES ÉMANENT LES RECONNAISSANCES.

Déclarations faites par l'assuré:

Il ne fait aucun doute que si c'est l'assuré lui-même qui reconnaît sa responsabilité, il encourt la sanction prévue au contrat. Ce sera le cas le plus fréquent et aucune difficulté ne paraît devoir surgir sur ce point.

Au cas cependant où l'assuré deviendrait dément après la passation du contrat, les déclarations qu'il ferait ne pourraient être prises en considération s'il était interdit ou interné, ou bien si l'on établissait la folie au moment précis de la reconnaissance. Cette dernière preuve serait d'ailleurs fort malaisée; elle ne présente pas un grand intérêt, car nous verrons

dans des développements postérieurs, que dans le seul cas pratique où l'on pourrait envisager cette hypothèse (folie consécutive à un accident grave), la jurisprudence admet que l'émotion suffit à faire considérer comme inexistante la déclaration de l'assuré.

Déclarations émanant d'autres personnes que l'assuré :

Il semble à première vue que si la reconnaissance n'émane pas de l'assuré lui-même, elle ne peut avoir aucun effet dans les rapports de l'assureur et de l'assuré.

Pour toutes les autres personnes, en effet, le contrat est *res inter alios acta*; il ne leur profite ni ne leur nuit. La compagnie d'assurance garantit la responsabilité civile de l'assuré seul. Elle ne protège en aucune façon les personnes dont l'assuré est civilement responsable; c'est la loi et plus spécialement l'article 1382 qui couvre ces personnes et met à la charge d'une autre la réparation des dommages qu'elles causent.

La question de savoir si le contrat d'assurance était une stipulation au profit des préposés lorsqu'il garantissait les risques créés par leur activité, a cependant été fort discutée (31).

(31) Jurisprudence décidant que le contrat d'assurance est une stipulation pour autrui: Poitiers, 19 nov. 1928, Rec. pér. ass. 1929, p. 153; S. 1931. 2. 27; Paris, 14 mars 1930, D. P. 1930. 2. 115; D. H. 1930. 273.

Jurisprudence rejetant cette solution : Grenoble, 27 oct. 1925, D. H. 25 p. 677; Paris 30 juin 28, S. 29. 2. 53, Rec. pér. ass. 1928. 309, conclusion Lemant; Bordeaux, 3 juillet 1929,

En ce qui concerne l'assurance contre les accidents d'automobiles, beaucoup de polices renferment une clause ainsi libellée : « L'assurance couvre la responsabilité non seulement du souscripteur, mais de tout conducteur auquel celui-ci aura confié les automobiles. » (« Zurich », 1935, art. 2.) La seule exigence de la compagnie consiste à imposer au conducteur d'occasion la détention du permis de conduire.

Cette personne sera-t-elle à l'abri de toute réclamation des victimes du sinistre ?

C'est une erreur contre laquelle il importe de se mettre en garde, fait remarquer M. BESSON (32), dans un intéressant article paru au Recueil hebdomadaire Dalloz. La police, quels que soient les termes employés, ne couvre que la responsabilité civile de l'assuré. Si un accident se produit, l'assuré sera toujours responsable, *a priori*, que l'accident soit causé par une personne dont il est civilement responsable ou par un tiers. L'article 1384 établit une responsabilité d'ordre absolument général. Le propriétaire de la voiture reste toujours le gardien juridique de son automobile, même si la garde matérielle est confiée à un autre. Pour que la personne conduisant la voiture soit condamnée, il faudra prouver à sa charge une faute

Rec. Bordeaux 28. 1. 71, Rev. dr. civ. 29, p. 437; Trib. civ. Saintes, 19 juil. 30, S. 31. 2. 28; Trib. civ. Nantes, 15 oct. 30, Gaz. Pal. 31. 1. 33; Poitiers, 18 mars 31, S. 31. 2. 109; Trib. Falaise, 29 av. 31, Gaz. Pal. 31. 2. 201; Rev. gén. ass. terr., 1931, p. 859.

La Cour de Cassation déclare qu'il y a là une question de fait, il suffit, pour savoir en faveur de qui le contrat est passé, de connaître l'intention des parties: Req. 29 déc. 30, Gaz. Pal. 31. 1. 320; Req. 18 av. 32, Gaz. Pal. 32. 1. 107.

(32) Voir l'article de M. BESSON. D. H. 1930 p. 34.

rentrant dans le cadre des articles 1382, 1383; ce risque n'est généralement pas prévu par la police. La garantie ne couvre pas les tiers, elle n'oblige pas l'assureur à réparer les conséquences de leurs actes dommageables. On conçoit d'ailleurs des clauses formelles accordant la garantie au préposé de l'assuré lorsqu'il est personnellement actionné. Dans les polices habituelles, le propriétaire d'une automobile, assuré quel que soit le conducteur, sera garanti personnellement au cas d'accident causé par un tiers. Cela ne signifie pas que le tiers sera nécessairement et totalement libéré.

L'assureur, subrogé dans les droits de l'assuré, pourra se retourner contre le préposé ou le conducteur bénévole et, à la condition de prouver, suivant le droit commun des articles 1382 et 1383, la faute du conducteur, exercer un recours qui le dédommagera des sommes versées à la victime.

Si c'est là le droit commun, il faut cependant noter une importante dérogation consentie au profit des personnes vivant avec l'assuré. L'article 36 (3^o) de la loi du 13 juillet 1930 s'est inspiré d'une clause que l'on trouvait fréquemment dans les contrats d'assurance contre l'incendie aux termes de laquelle l'assureur subrogé s'interdisait tout recours contre les membres de la famille de l'assuré (sauf le cas de malveillance).

La loi a posé la règle suivante : « ... Par dérogation aux dispositions précédentes, l'assureur n'a aucun recours contre les enfants, descendants, ascendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers ou domestiques et généralement toute personne vivant habituellement au foyer de l'assuré, sauf le cas de malveillance commise par ces personnes. »

Cette énonciation limitative a été complétée parfois dans certaines polices où l'assureur s'interdit tout recours contre les gardiens de propriétés et les personnes logées gratuitement par l'assuré, exclusion qui protège des personnes généralement peu solvables et dont la poursuite par la compagnie, au nom de l'assuré, produit généralement le plus mauvais effet.

Inversement, certaines polices restreignent l'immunité accordée aux personnes vivant avec l'assuré au cas où elles n'engagent que leur responsabilité civile. L'article 10 de la « Mutuelle générale française » (assurance de la responsabilité civile des chefs de famille à raison des accidents causés aux tiers) décide que les « parents, les clercs, employés ou domestiques de l'assuré ne seront pas soumis au recours de la société, à moins de crime ou de délit de leur part ».

Ainsi, pour les personnes exclues du recours de la compagnie, et pour elles seulement, le contrat d'assurance est un acte qui leur procure des avantages. La renonciation au recours obtenue de la compagnie par l'assuré constitue, à notre sens, une véritable stipulation pour autrui. Ces personnes retirent un bénéfice certain de la clause insérée dans la police, aux termes de laquelle la compagnie s'interdit tout recours contre elles. L'intention de stipuler au profit de tiers ne nous paraît pas faire de doute; néanmoins, le juge du fait en sera souverain appréciateur (33).

Le contrat originaire, la police d'assurance, considérée comme la source du droit des tiers indiqués

(33) Cass. civ. 2 mai 1927. S. 1927. 1. 372.

comme ne pouvant être l'objet d'un recours de l'assureur, en sera aussi la mesure.

Les personnes vivant avec l'assuré auront un droit conditionnel.

Si elles reconnaissent la responsabilité qui leur incombe, elles ne bénéficieront pas de la clause, la compagnie pourra exercer un recours contre elles. Mais ce sera là le seul effet de leur reconnaissance; l'assuré ne saurait supporter seul le poids des condamnations qui ont été motivées par la reconnaissance de responsabilité de son préposé sous le prétexte que ces reconnaissances, comme celles du souscripteur de la police lui-même, sont inopposables à la compagnie.

Bien mieux, au cas où l'on admettrait que la sanction des déclarations de responsabilité puisse être une déchéance, il serait inconcevable que l'assuré fût déchu par le fait d'un tiers. Il faudrait, en effet, supposer, pour qu'il en fût ainsi, que le contrat d'assurance est soumis à la double condition, indépendant de la volonté de l'assuré, de la réalisation du risque et du silence de ses préposés; en fait, seule la première condition a été retenue par l'assuré; il n'a jamais eu l'intention de remettre à ses domestiques ou parents le pouvoir considérable de briser son contrat par quelques paroles (34).

(34) La doctrine avait admis lorsqu'on discutait sur le point de savoir si les conséquences des fautes de l'assuré pouvaient être l'objet d'une garantie que les fautes des préposés, domestiques ou enfants de l'assuré, étaient certainement à la charge de la Compagnie (H. DE LALANDE, *Le contrat d'assurance contre l'incendie*; RUBEN DE COUDER, *Dictionnaire de droit commercial*). Il aurait fallu une grave négligence du père ou du maître, provoquant celle des personnes dont il était responsable, pour qu'il ne bénéficie plus de sa police. Aujourd-

D'ailleurs, si les reconnaissances des préposés sont opposables à la compagnie, celle-ci peut les utiliser en exerçant un recours contre leurs auteurs.

Ce recours sera précisément rendu efficace par l'aveu de celui contre lequel il est exercé, et l'assureur, triomphant dans sa demande, sera dédommagé des pertes qu'il lui aura occasionnées, à la seule condition que le parent ou le préposé de l'assuré soit solvable.

La situation des personnes vivant avec l'assuré n'est pas tellement sacrifiée, le droit commun met à leur charge les dommages causés par leur faute; la stipulation de l'assuré leur accorde un net avantage. Le bénéfice qu'elles retirent du contrat d'assurance permet d'exiger d'elles qu'elles en observent les clauses.

d'hui, l'assureur est garant quelle que soit la gravité des fautes du préposé (art. 13, L. 13 juil. 1930).

Mais on pourrait raisonner par voie d'analogie sur cette ancienne distinction.

Lorsque l'assureur prétend aujourd'hui que l'assuré est déchu parce que son préposé a reconnu sa responsabilité, l'infraction aux conditions générales du contrat est beaucoup moins grave que celle qui consistait autrefois pour le préposé de l'assuré à commettre une faute lourde, voire volontaire. Il ne s'agit plus que de l'inobservation d'une clause accessoire. Or l'équité avait jadis commandé que les fautes lourdes des préposés de l'assuré n'auraient de conséquence sur la garantie de celui-ci qu'au cas où il aurait lui-même commis une faute de surveillance; est-il juste de décider aujourd'hui que l'assuré répondra, toujours et quoi qu'il fasse, des déclarations de ses employés? Nous ne croyons pas que dans cette hypothèse il puisse être privé de sa garantie s'il est demeuré étranger à l'acte de son préposé.

Remarquons au surplus que l'assurance ne présenterait qu'une garantie inefficace si elle ne mettait pas l'assuré à l'abri des conséquences des reconnaissances de responsabilité de ses préposés. L'esprit du contrat d'assurance, comme son but, ne permettent pas de décider que ces reconnaissances sont inopposables à la compagnie.

Profitant des garanties prévues dans la police, il est juste qu'elles se soumettent à ses conditions.

Certaines polices sont d'ailleurs tout à fait explicites sur ce point. L'article 7 des conditions générales de la « Préservatrice » dispose que, pour l'assurance des accidents causés aux tiers par les véhicules automobiles, il est interdit « à l'assuré ou à ses préposés » de faire aucune transaction ou de se reconnaître responsables (35). La sanction prévue est la même que celle encourue par le souscripteur de l'assurance lui-même. Nous ne croyons pas que cette assimilation puisse avoir lieu pour les raisons que nous avons précédemment développées. Néanmoins, il nous paraît juste de faire subir au préposé qui avoue, sa responsabilité, le sort que subirait l'assuré lui-même, c'est-à-dire de lui faire perdre, dans la mesure où sa déclaration nuit à l'assureur, la garantie stipulée à son profit.

La jurisprudence sur cette question est fort limitée et ne paraît pas fixée (36) ; quant à la doctrine, elle ne s'est pas encore prononcée, à notre connaissance, sur ce point délicat.

§ 2. — DISTINCTION SUIVANT LE CONTENU ET LES FORMES DES RECONNAISSANCES.

A. — *Transactions.*

L'article 2044 du Code civil dispose que « la tran-

(35) Voir la clause, *supra*, p. 45.

(36) Jurisp. décidant que les préposés doivent observer les stipulations de la police: Trib. com. Marseille, 14 avr. 1928, Rec. Marseille 1928. 1. 25; contra: Lyon, 13 mai 1933, Gaz. Pal. 1933 2. 356, Rec. per. ass. 1933. 4. 36.

saction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître ».

De l'avis de la presque unanimité des auteurs (37), cette définition est incomplète, parce qu'elle omet dans sa teneur une des caractéristiques les plus particulières de ce contrat.

Le caractère spécifique de la transaction, c'est qu'elle met fin à une contestation née ou évite une contestation à naître moyennant des concessions que les parties se font réciproquement. L'essence de la transaction, c'est ce sacrifice réciproque que la jurisprudence a maintes fois proclamé (38).

Or, lorsque l'assuré transige avec la victime, il lui reconnaît nécessairement des droits. La transaction est, au moins en ce qui concerne les parties, c'est-à-dire l'assuré et la victime, un acte déclaratif, reconnaissant de droits (39). Nous croyons donc que si l'assuré qui transige viole les clauses relatives à la direction du procès, il enfreint aussi celles lui interdisant de se reconnaître responsable.

En fait, l'assuré de bonne foi commettra rarement cette infraction aux conditions générales de son contrat.

(37) LAURENT, *Principes de droit civil*, t. 28, n° 327; GUIL-LONARD, *Traité du cautionnement et de la transaction*, n°^s 6-10; BAUDRY-LACANTINIÈRE et WAHL, *Traité théorique et pratique de droit civil*, n° 1.205; PLANIOL, n° 2285; AUBRY et RAU, t. 6 par. 418; COLIN et CAPTANT, t. II, p. 724.

(38) Cass. Req. 25 oct. 1892, S. 93. 1. 505; Req. 8 nov. 1892, D. 1893. 1. 92; Req. 24 déc. 1900, D. 1901. 1. 135.

(39) Voir sur le caractère déclaratif de la transaction: MARC DESSERTAUX, *Essai d'une théorie générale de l'effet déclaratif en droit civil français*, thèse Dijon 1908.

La transaction, sans être un contrat solennel (art. 2044, 2, C. civ.), exige une rédaction écrite.

L'assuré aura dû réfléchir, peser ses droits, mesurer ses engagements, et il est bien rare qu'au cours de ses recherches il n'ait pas remarqué la clause de sa police qui lui interdit de transiger. En transigeant, il accomplit un acte grave, il sera inexcusable s'il prétend ignorer qu'il n'est pas qualifié pour le faire.

En fait, cette infraction à la police doit être extrêmement rare; il n'existe pas, à notre connaissance, de jurisprudence sanctionnant un tel acte de l'assuré.

Tout au plus les assurés pourront-ils être tentés d'engager avec la victime des pourparlers transactionnels, mais ces actes ne sont pas assimilés aux transactions; la jurisprudence, qui décide qu'ils n'engagent pas la compagnie vis-à-vis de la victime lorsque c'est l'assureur lui-même qui a cherché à traiter avec le tiers lésé (40), nous conduit à décider que l'assuré ne peut être plus maltraité que sa compagnie et qu'il ne saurait être question de lui reprocher un acte dénué de conséquences juridiques.

En matière d'accident du travail, la plupart des difficultés sont évitées par le fait que la tentative de conciliation imposée par la loi de 1898 se passe entre la victime et un agent de la compagnie d'assurance. L'assuré ne se présente pas devant le juge de paix ou le président du tribunal, et si une transaction intervient à ce moment, c'est nécessairement entre la compagnie et l'ouvrier.

(40) Trib. civ. Narbonne 11 juil. 1925, D. H. 1925, p. 531. Voir aussi: PERRAUD-CHARMANTIER, *Manuel pratique de l'automobiliste* 1927, p. 542.

Au cas où l'assureur aurait manifesté qu'il se désintéressait du procès et en abandonnait la direction, à l'assuré, il est bien évident que ce dernier pourrait transiger.

Cette hypothèse, à vrai dire, se réalisera bien rarement; ainsi que nous l'avons fait remarquer, l'assureur préfère généralement diriger lui-même la procédure. On peut cependant supposer que, devant le faible intérêt du litige et la modération de la réclamation du tiers lésé, la compagnie abandonne tous pouvoirs à son client, mieux placé qu'elle, inspirant une plus grande confiance à la victime qu'il connaît, pour transiger avec le demandeur.

Mais, dans ce cas, l'assuré agira, semble-t-il, non pas en vertu du droit qu'il a de diriger le procès lorsque l'assureur s'en abstient, mais bien plutôt en utilisant les pouvoirs qui lui seront conférés par un avis ou une lettre de la compagnie, véritable mandat qui fait qu'au fond c'est toujours la compagnie qui, par l'intermédiaire de son client, dirige la procédure.

Il sera toujours très dangereux pour l'assuré d'agir de son propre chef; pour qu'il en ait le droit, il faut que l'assureur lui ait abandonné la direction du litige; cet abandon est une question de fait livrée à l'appréciation des juges.

Il a été décidé, en ce qui concerne les accidents du travail, que l'assureur ou son représentant, qui ne répond pas à la convocation du tribunal pour la tentative de conciliation, se désiste implicitement de son droit de diriger le procès et que le patron peut transiger à sa place avec l'ouvrier blessé (41).

(41) Rennes, 15 avr. 1902, Armand SIMONIN, Jurisp. gén. ass. terr. de 1880 à 1905.

B. — *Aveux.*

L'aveu fait par l'assuré de sa responsabilité ne pourra lui être opposé par l'assureur que s'il est destiné à servir de base à la réclamation de la victime.

Ce caractère ressort de la nature même de l'aveu, qui est « une déclaration par laquelle une personne reconnaît pour vrai et comme devant être tenu pour avéré à son égard, un fait de nature à produire contre elle des conséquences juridiques » (42).

Il résulte de cette définition qu'on ne doit considérer comme aveux que les déclarations faites d'une manière sérieuse et avec la pensée que celui au profit duquel elles ont eu lieu se trouvera, en les invoquant, dispensé de prouver les faits qui en forment l'objet. Ordinairement, l'aveu suppose une déclaration; il donc exprès. Il peut alors revêtir la forme orale ou écrite. Parfois, l'aveu se déduit de certains actes ou de certaines abstentions; il est tacite.

Aveux exprès.

L'aveu fait expressément sera le plus souvent oral. Il pourra être judiciaire ou extra-judiciaire.

a) *Aveux oraux.*

1° *Aveux extrajudiciaires.* — La reconnaissance de responsabilité interviendra généralement avant toute instance et très fréquemment au moment même du sinistre.

C'est à ce moment que le malheureux automobiliste,

(42) AUBRY et RAU, *Droit civil* t. 12, p. 107, 5^e éd.

répondant à un penchant très humain, avouera qu'il a commis telle ou telle faute, parlera plus ou moins inconsidérément de l'accident qu'il a causé.

Indépendamment de tout interrogatoire de la police ou de la gendarmerie, il répondra aux questions des personnes qu'il a failli blesser; — il répondra aussi aux questions des simples curieux qui, plus tard, seront peut-être entendus comme témoins et ne manqueront pas d'ajouter à leur déposition les paroles tombées de la bouche de l'assuré.

L'assuré oubliera, s'il l'a connue, l'obligation au silence que lui impose sa police.

Il est certain cependant que, pour décharger l'assureur, la reconnaissance devra être suffisamment caractérisée. Il a été jugé, antérieurement à 1930, que le simple fait, par l'assuré, de révéler à la victime l'existence du contrat d'assurance qui le couvre, ne constituait pas une reconnaissance de responsabilité entraînant la déchéance prévue dans la police (43).

De même, la déclaration de l'accident du travail faite par le patron à la mairie, n'a pas — puisque c'est la simple observation d'une des règles posées par la loi de 1898, — le caractère d'un aveu (44).

Les pourparlers intervenus immédiatement après l'accident, entre l'assuré et la victime, ne peuvent pas être envisagés *a priori* comme des déclarations de responsabilité; la jurisprudence, qui décide qu'il n'y a là aucune reconnaissance préjugant de la respon-

(43) Dijon, 27 déc. 1926, Gaz. Pal. 1927. 1. 399; Paris 14 fév. 1929, Rev. gén. ass. terr. 1930, p. 127.

(44) Cass. Req. 23 juil. 1902. D. P. 1904. 1. 515.

sabilité de la compagnie lorsque c'est elle qui discute avec la victime, doit s'appliquer aussi lorsqu'il s'agit de l'assuré (45).

Certains aveux seront considérés comme sans valeur, parce que viciés par l'émotion.

Il a été jugé depuis longtemps qu'en matière d'assurance contre l'incendie, la déchéance pour déclaration exagérée de dommages ne joue pas lorsque cette déclaration a eu lieu immédiatement après le sinistre et s'explique non par un désir de fraude, mais par les conséquences d'une émotion légitime (46).

De même, on admet aujourd'hui que les déclarations de responsabilité, faites sous le coup de l'émotion, immédiatement après un accident, sont sans valeur. Il est certain que l'assuré qui vient d'échapper aux dangers d'un accident d'automobile n'est pas, pour la plupart du temps, en état de faire des déclarations objectives et exactes.

L'appréciation de ces déclarations sera faite par le tribunal, qui tiendra compte de l'état d'esprit de leur auteur et du moment où il les a formulées. Librement et souverainement, les juges leur reconnaîtront ou leur dénieront toute valeur.

Ce sera naturellement à l'assuré ou à ses représentants qu'il appartiendra de faire apparaître la fragilité de ces reconnaissances.

La jurisprudence paraît admettre largement la preuve de l'erreur basée sur l'émotion.

(45) Trib. civ. Narbonne 11 juil. 1925. D. H. 1925, p. 532.

(46) Colmar 4 août 1863. Rec. arrêts Colmar 1863, p. 205.

Il a été décidé que le fait par l'assuré d'avoir, en dehors de toute collusion frauduleuse, déclaré immédiatement après l'accident qu'il en paierait les dégâts, ne saurait être considéré comme une véritable reconnaissance de responsabilité, surtout alors que, par la suite, il n'avait point renouvelé cette reconnaissance, mais bien au contraire avait résisté à l'action en dommages-intérêts qui lui était intentée par la victime(47).

Parfois, l'aveu sera considéré comme nul, non par suite de l'émotion de celui qui l'a formulé, mais en considération des conditions dans lesquelles il a été fait. C'est ainsi qu'avant la loi de 1930, le tribunal de commerce de Marseille avait refusé de sanctionner de la déchéance une reconnaissance de responsabilité émanant d'une personne qui avait déclaré que les freins de sa voiture ne fonctionnaient pas afin d'éviter les suites de la colère des témoins (48).

2° *Aveux judiciaires.* — Les aveux oraux judiciaires, en matière civile et commerciale, sont peu fréquents. Ils ne pourraient émaner de l'assuré lui-même qu'au cours de la procédure de conciliation ou d'un interrogatoire sur faits et articles.

Or, comme c'est l'assureur qui se présentera devant le juge conciliateur, l'assuré n'ayant pas pouvoir pour transiger, si la responsabilité du client est reconnue, elle le sera par la compagnie.

(47) Trib. civ. Marmande, 14 nov. 1934, Gaz. Pal. 1934. 2. 933.

(48) Trib. com. Marseille, 14 avr. 1928, Rec. Marseille 1928. 1. 25.

Quant à la comparution des parties, elle est très rarement ordonnée par les juges et ne présente pas un grand intérêt pratique.

Les parties, bien qu'elles soient admises à plaider elles-mêmes leur propre cause (art. 85 C. proc.), chargeront toujours un avocat de les représenter.

Elles seront aussi obligées de recourir, devant les cours d'appel et les tribunaux de première instance, à l'intermédiaire d'un avoué.

Si l'avocat de l'assuré reconnaît sa responsabilité, quelle sera la valeur de cet aveu ?

Pris isolément, il n'engage pas le client de l'avocat. Mais, au cas où l'avoué présent ne proteste pas contre cette déclaration, il se l'approprie, l'avoué de l'adversaire peut en demander acte, et la reconnaissance de responsabilité engage le client de l'avocat qui l'a formulée.

Ainsi, c'est l'avoué et non l'avocat qui a le pouvoir de rendre efficace la reconnaissance de responsabilité.

L'assuré, s'il estime que son avoué a dépassé les limites du mandat qu'il lui a conféré, pourra demander l'annulation de la reconnaissance en intentant une procédure de désaveu. Mais, en fait, cette question présente assez peu d'intérêt pratique, car, en général, l'avocat et l'avoué du client, auteur de l'accident, sont en même temps avocat et avoué de la compagnie. Ils plaident et déposent des conclusions au nom de l'as-

(49) L'aveu de l'avocat engagera cependant son client lorsqu'il plaide devant une juridiction d'exception et représente l'assuré.

suré, mais sous le contrôle de l'assureur, directeur du procès.

b) *Aveux écrits.*

1° *Aveux écrits extra-judiciaires.* — Les aveux écrits, s'ils sont suffisamment caractérisés, tomberont sous le coup de la sanction prévue au contrat. La reconnaissance devra être certaine, non équivoque (50) ; il y aura encore là une question de fait soumise à l'appréciation souveraine des tribunaux.

Une lettre écrite par l'assuré au père de la victime pour lui demander des nouvelles et pour lui faire connaître l'existence d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité, n'a pas été interprétée dans le sens d'une reconnaissance de responsabilité par le tribunal civil de la Seine (51).

Dans la pratique, il arrive fréquemment que l'assuré délivre à la victime de l'accident, par exemple à son ouvrier blessé, des déclarations ou des certificats sur les circonstances de l'accident, pièces que le tiers lésé peut opposer dans la suite à l'assureur.

Souvent, les seuls titres que l'ouvrier victime d'un accident peut invoquer à l'appui d'une demande en indemnité émanent de l'assuré, son patron (par exemple : certificats de travail, état des salaires), et ce dernier ne peut équitablement se refuser à les lui donner sous prétexte qu'une stipulation de sa police le lui interdit.

(50) Poitiers, 16 fév. 1935, Gaz. Trib. 1925. 2. 60.

(51) Trib. civ. Seine 3 nov. 1927, J. ass. 1928, p. 588.

Nous croyons qu'il convient de distinguer entre les certificats qui ont trait à la responsabilité encourue dans la réalisation du sinistre et ceux relatifs aux conditions générales dans lesquelles travaillait l'ouvrier. Seuls les premiers pourront motiver une sanction (52).

Remarquons, en passant, que si l'on admet que l'assuré peut être appelé à déposer comme témoin, il sera reprochable au cas où il aura fourni une reconnaissance écrite de responsabilité. L'article 238, 2°, du Code de procédure civile, déclare, en effet, reprochable « celui qui aura donné des certificats sur les faits relatifs au procès ». Il n'est pas douteux que l'assuré qui indique par écrit les circonstances de l'accident litigieux, donne bien un certificat sur les faits relatifs au procès. Son témoignage pourra donc être écarté à la demande de la partie adverse.

2° *Aveux écrits judiciaires.* — Les aveux écrits judiciaires ne donnent pas lieu à des difficultés bien considérables. Si l'on suppose que l'avoué, mandataire de l'assuré, reconnaît dans un acte judiciaire la responsabilité de son mandant, cette reconnaissance sera inopposable à l'assureur. Au cas où l'aveu de l'officier ministériel aurait été fait sans le consentement de l'assuré, celui-ci pourrait, comme pour les recon-

(52) La Cour de Paris (2 avril 1901, Gaz. Pal. Tables Quinquennales, 1897-1902) a admis la déchéance lorsque le certificat produit par l'assuré a déterminé une condamnation.

En sens contraire: Poitiers 14 déc. 1903, Gaz. Pal. n° 5, mai 1904, qui distingue entre la bonne et la mauvaise foi du patron vis-à-vis de la Compagnie.

naissances orales de l'avocat auxquelles l'avoué a acquiescé, recourir à la procédure du désaveu (art. 352 et suiv. C. proc. civ.).

c) *Aveux tacites.*

La reconnaissance de responsabilité, si elle est généralement orale et formelle, ne l'est pas nécessairement. Il est des attitudes et des gestes qui ont autant de sens que des paroles; les juges du fond, qui sont libres d'apprécier souverainement les clauses des polices, à la condition de ne pas les dénaturer (53), sont libres aussi d'apprécier souverainement que tel acte ou telle abstention de l'assuré équivaut à une reconnaissance de responsabilité.

La fuite de l'assuré après l'accident a été interprétée comme un acte marquant la responsabilité de l'automobiliste fugitif (54).

De même, les compagnies ont plaidé fréquemment avec succès, avant 1930, la déchéance de l'assuré qui avait versé une somme d'argent à la victime pour réparer le dommage qu'il avait causé. Elles estimaient qu'il en assumait ainsi la responsabilité et n'admettaient pas qu'il y eût là une simple avance n'engageant à rien.

Cependant, cette interprétation des actes généreux de l'assuré présente parfois de graves inconvénients.

Si l'on suppose qu'il y a non pas un accident de

(53) Cass. Req. 6 déc. 1898; S. 1901. 1. 359.

(54) Sentence arbitr. 4 déc. 1929. R. G. (belge) des ass. de Responsabilité, 1930, p. 557.

choses, mais un accident de personnes, l'assuré n'osera pas relever la victime, ni lui donner les soins nécessaires, car sa compagnie sera prête à le lui rappeler plus tard en lui disant: « Si vous avez transporté le blessé à l'hôpital, c'est parce que vous vous estimiez responsable de ses blessures. » On saisit immédiatement les dangers et les abus qu'une interprétation semblable des mobiles humains peut causer.

C'est pour cela que la plupart des polices stipulent aujourd'hui que n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, « le seul fait d'avoir procuré à la victime, dans les vingt-quatre heures qui suivent l'accident, un secours urgent lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne auteur d'un accident est naturellement amenée à accomplir » (Police « Zurich » 1936, art. 11, 1°.);— ou bien encore: « tout acte d'humanité envers la victime, non plus que les premiers soins médicaux ou pharmaceutiques au blessé, à l'instant de l'accident et son transport à domicile ou à l'hôpital ». (Police « Mutuelle du Mans » 1936, art. 13, 3°).

C'est aussi pour ce motif que la jurisprudence, dépassant les limites fixées par les assureurs, a décidé qu'une somme versée à l'hôpital pour régler les premiers soins donnés à la victime, n'était pas une reconnaissance de responsabilité (55).

La reconnaissance tacite de responsabilité pourra

(55) Besançon, 11 fév. 1930, D. H. 30, p. 186, Rec. pers. ass. 1930, p. 155. (Remarque: Cet arrêt déclare la clause nulle contrairement à une décision de la même cour du 2 juil. 1928, rapportée au S. 1930. 2. 82.)

présenter un aspect plus juridique; elle pourra résulter d'une renonciation à une prescription ou d'un acquiescement.

Les renonciations aux prescriptions sont surtout fréquentes dans le droit des accidents du travail où le délai de prescription est beaucoup plus bref que celui du droit commun. Le patron, ignorant que l'action en indemnité est prescrite par l'écoulement du délai d'un an (art. 18 de la loi du 9 avril 1898), agira comme s'il était encore tenu d'une dette vis-à-vis de son employé. Il lui versera un acompte sur la somme qu'il estime que la compagnie lui fournira (56), ou suivra un procès sans opposer *in limine litis* l'exception dont il jouit, ou même simplement remplira les formalités de la déclaration de l'accident trois ans après qu'il a eu lieu (57).

Dans tous ces cas, la jurisprudence protège efficacement les assureurs. Elle décide que la clause qui interdit « de transiger, de plaider, de se concilier » entraîne implicitement la possibilité pour l'assureur de se prévaloir de l'exception de prescription opposable à l'ouvrier (58) et l'obligation pour l'assuré de ne pas en perdre le bénéfice.

Remarquons enfin que les actes d'humanité, qui ne sont pas considérés comme des reconnaissances tacites de responsabilité, n'interrompent pas plus la prescription qu'ils n'engagent leurs auteurs. Ils ne

(56) Cass. Req. 23 juil. 1930; S. 31. 1. 45.

(57) Poitiers, 30 oct. 1935, Gaz. Pal. 6 janv. 1936. Rev. génér. ass. terr. 1936, p. 136.

(58) Cass. Req. 23 juil. 1930 précité.

peuvent être l'objet d'aucune sanction de la part de l'assureur.

L'acquiescement de l'assuré ne soulève pas de grandes difficultés en matière civile ou commerciale. S'il dirige lui-même le procès, il pourra acquiescer; le refus de ce droit serait incompatible avec celui de diriger les débats.

L'acquiescement pourra être exprès ou tacite. Dans le premier cas, il sera formé par un écrit authentique ou sous-seing privé. Dans le second, il résultera d'un acte indiquant une acceptation de la décision intervenue. Ce sera fréquemment le fait de laisser passer les délais pour interjeter appel. L'exécution du jugement avant signification ou le paiement des frais de l'instance seront plus rares, puisque c'est la compagnie qui en est tenue en définitive et qu'il est plus simple pour l'assuré de laisser l'assureur payer directement la victime que de l'indemniser lui-même pour demander ensuite son remboursement à la compagnie.

Si c'est l'assureur qui dirige la procédure, et il en sera ainsi dans la plupart des cas, l'acquiescement ne devra pas être effectué par l'assuré.

Il devra bien se garder de s'immiscer dans le règlement du litige.

Au cas cependant où le jugement serait insusceptible de voies de recours, le paiement fait par l'assuré ne pourrait être considéré comme un acquiescement; ce serait généralement un acte de gestion d'affaire; la compagnie serait alors débitrice vis-à-vis de l'assuré des sommes qu'il aurait versées à la victime.

(59) Cass. Civ. 30 mars 1903, S. 1904. 1. 462.

APPENDICE

Etude de la rétractation de l'assuré qui a reconnu sa responsabilité.

L'assuré qui a reconnu sa responsabilité et qui se rétracte encourt-il la sanction prévue au contrat ?

La réponse à cette question découle de la nature juridique de la clause que nous étudions.

Etant fondée sur la subrogation de l'assureur à l'assuré, cette clause ne peut produire un effet que si la déclaration de l'assuré prive l'assureur d'un recours que son paiement lui aurait permis d'exercer. Si la rétractation laisse subsister un de ces faits qui empêchent la subrogation d'avoir lieu, l'inopposabilité sera encourue, sinon elle effacera la reconnaissance prohibée.

Remarquons d'ailleurs que, même au cas où la sanction stipulée est une déchéance, la déclaration de l'assuré ne peut créer un droit acquis à l'exonération des charges de la police au profit de la compagnie. Il faudrait, en effet, pour que la sanction s'applique en présence d'une rectification de cette nature, que le juge décide que l'intention des contractants a été de faire résulter de plein droit la déchéance du seul fait de la reconnaissance de responsabilité. Or, il n'en est rien ; la pénalité n'est édictée que pour éviter les erreurs ou les fraudes des assurés.

La rétractation doit relever l'assuré de la déchéance.

En effet, la rétractation supprime la fraude. De deux choses l'une : ou bien l'assuré a commis une

erreur sans aucune mauvaise foi, et, plus tard, s'en étant aperçu, il la corrige spontanément, et il serait inadmissible que l'assureur tirât parti contre lui de cet acte de loyauté, et vînt dire au tribunal : « Vous voyez bien que la déclaration de responsabilité était volontairement inexacte, puisque son auteur lui-même la déclare fausse » ; — ou bien l'assuré était de mauvaise foi lors de la déclaration primitive, mais en se rétractant il supprime cette déclaration, la mauvaise foi disparaît et l'assureur n'a plus rien à lui reprocher. L'hypothèse prévue et sanctionnée par la clause n'existe plus.

Cette étude des effets comparés de l'inopposabilité et de la déchéance, en matière de rétractations, nous amène à rechercher dans quelle mesure les compagnies peuvent encore stipuler que leurs clients qui se reconnaissent responsables perdront tout le bénéfice de leur police.

Ce sera l'objet de la première partie de notre section IV.

SECTION IV

Effets de la reconnaissance de responsabilité.

§ 1. — RAPPORTS DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURÉ.

A. — *Nature de la sanction.*

La seule sanction envisagée par les polices antérieures à 1930 était la déchéance (60). La compagnie qui surprenait son client à transiger ou à se reconnaître responsable était déchargée de toute obligation. Pratiquement, l'assuré qui encourait la déchéance se trouvait dans la même situation que celui qui n'était garanti contre aucun risque. L'assureur était affranchi de l'exécution de son engagement, il ne devait rien à la victime.

Bien mieux, les compagnies avaient fait admettre la théorie dite de l'indivisibilité des déchéances (61).

(60) Cf. en ce qui concerne la nature juridique de la déchéance, *supra*, p. 72 et suivantes.

(61) A vrai dire, la jurisprudence (Cass. Civ. 6 fév. 1900, D. P. 1904. 1. 491; Cass. Req. 12 déc. 1905, D. P. 1906. 1. 255) distingue entre l'indivisibilité naturelle et conventionnelle. La première résulte de ce que l'infraction commise relativement à l'assurance d'un risque a nécessairement une répercussion sur la garantie d'un autre dont la nature dépend du premier.

Il en est ainsi par exemple au cas où l'assuré qui a garanti sa maison et ses meubles contre l'incendie a commis une réti-

Si un assuré avait pris une assurance, non seulement contre les risques de sa responsabilité civile, mais encore contre les dommages personnels qu'il subissait, il pourrait être déchu pour les deux.

Les effets de la déchéance n'ont pas changé. Mais le législateur a limité le champ d'application de cette sanction.

Plus spécialement en ce qui concerne la clause de non-reconnaissance de responsabilité, l'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 décide que, en vertu de la clause, cette reconnaissance « n'est pas opposable » à l'assureur.

Y a-t-il là pour la compagnie une simple faculté, ou bien peut-elle, à son gré, décider qu'il y aura inopposabilité ou déchéance ?

L'interprétation de la volonté du législateur a donné lieu à quelques difficultés.

MM. H. et L. MAZEAUD (62) décident qu'il y a, dans l'article 52, une simple faculté pour l'assureur et qu'il

cence en négligeant d'indiquer que cette maison était couverte de chaume. Le risque d'incendie relatif aux meubles ne peut être justement évalué par suite de la réticence sur l'immeuble.

L'indivisibilité conventionnelle résulte de l'interprétation de la volonté des parties. La « Générale de Perth » stipule, art. 10 de la police contre les accidents d'automobiles, que : « Le présent contrat étant indivisible, toute infraction par l'assuré aux conditions fixées par les articles 1 à 8 inclus peut, au gré de la compagnie, comporter la déchéance entière de garantie sans que, en aucun cas, l'assuré puisse exciper de ce que l'infraction n'a pas eu d'influence sur l'accident. »

La Cour de Cassation exige que les jugements rendus par les tribunaux soient motivés en ce qui touche l'indivisibilité, sans toutefois pouvoir se substituer aux juges du fait qui restent souverains appréciateurs.

(62) H. L. MAZEAUD, op. cit. t. 2, n° 2679.

lui est aussi loisible de stipuler que la reconnaissance de responsabilité entraîne la déchéance que de décider qu'elle est sans effet. A l'appui de cette opinion, ils font remarquer que l'article 52 n'est pas énuméré parmi les textes impératifs que la loi de 1930 a pris soin de signaler dans son article 2 (63).

Assurément, cette argumentation est assez impressionnante. Nous ne croyons cependant pas devoir nous y rallier.

A la suite de MM. PLANIOL et RIPERT, LEPARGNEUR, TRASBOT (64), nous pensons que l'article 52 n'est pas un texte impératif dans ce sens qu'il n'oblige pas l'assureur à édicter une sanction à l'égard des reconnaissances de responsabilité de ses clients, mais que, au cas où une sanction est prévue, ce doit nécessairement être une inopposabilité.

« L'assureur peut stipuler, dispose l'article 52, qu'aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction, intervention en dehors de lui ne lui seront opposables... » Cet article n'aurait aucune raison d'être s'il n'était pas interprété ainsi. A quoi bon indiquer à l'assureur qu'il peut faire telle ou telle chose, si cela ne signifie pas, *a contrario*, qu'il lui est interdit de faire telle ou telle autre ?

D'autre part, les travaux préparatoires montrent

(63) L'article 2 de la loi du 13 juillet 1930 est ainsi conçu : « Ne peuvent être modifiées par convention les prescriptions de la présente loi, sauf celles qui donnent aux parties une simple faculté et qui sont contenues dans les articles 6, 10, 11, 23, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 38, 40, 41, 45, 50, 51, 52, 55, 56, 65, 70, 73 et 74. »

Le caractère de la loi de 1930 est donc impératif, sauf pour certaines dispositions spécialement mentionnées.

(64) PLANIOL et RIPERT, LEPARGNEUR, *op. cit.*, t. II, n° 1362. TRASBOT, *op. cit.*, p. 28, col. 2.

que la loi de 1930 constitue pour l'assuré un maximum de sévérité et qu'il est toujours permis aux assureurs de déroger aux articles impératifs quand il s'agit d'une faveur pour la clientèle (65) ; dans le même esprit, on admet que l'interprétation générale de la loi doit être faite dans le sens favorable à l'assuré lorsque les intérêts de l'assureur et de l'assuré sont en conflit. Nous croyons qu'il convient d'appliquer ici cette méthode et de décider que l'article 52 donne à l'assureur la faculté de ne rien stipuler ou de stipuler une inopposabilité (66).

A notre sens, d'ailleurs, l'inopposabilité existera pratiquement toujours, à moins de supposer que l'assureur ait renoncé à être subrogé dans les droits de l'assuré (et cela est juridiquement possible, l'article 36 n'est pas impératif), les reconnaissances de responsabilité de son client ne pourront lui nuire. Il est, en effet, déchargé de tout ou partie de sa responsabilité quand la subrogation ne peut plus avoir lieu par le fait de l'assuré.

La mesure de cette décharge est déterminée très justement par l'article 52, qui décide que la reconnaissance est inopposable à l'assureur.

On arrive à des solutions tout à fait parallèles à celles que l'article 2037 engendre dans les rapports de la caution et du débiteur principal.

Il est en effet parfaitement admis que la caution

(65) Exposé des motifs — Rapport Lafarge du 5 août 1926, Doc. Chambre, annexe, n° 3316, J. O. 12 déc. 1926, p. 1159. —
Projet présenté par M. Justin Godard, le 7 avril 1925. —
Doc. Chambre, annexe, n° 1544, J. O. du 14 août 1925, p. 637.

(66) Voir, dans ce sens, Douai, 30 juin 1933, Gaz. Pal. 1933. 2. 1038.

n'est déchargée que dans la limite du préjudice par elle subi. Si l'acte ou la négligence reprochés au créancier n'ont empêché que d'une façon partielle le remboursement de la caution, celle-ci est seulement déchargée dans la mesure du préjudice qu'elle éprouve (67).

L'assureur, lui aussi, sera exonéré proportionnellement à la perte que lui fait subir l'acte de son client.

Cette mesure aurait été fort malaisée si le législateur, en décidant que la reconnaissance de responsabilité est inopposable à la compagnie, n'avait, par une solution élégante, mis à la charge de l'assuré toutes les conséquences qui résultent de ses déclarations.

Il est en effet, admis, par la doctrine, que si l'assuré parvient à prouver, d'après les motifs du jugement, qu'il eût été condamné en l'absence même de la reconnaissance de responsabilité, l'assureur devra l'indemnité.

La jurisprudence antérieure à 1930 avait déjà entrevu cette solution dans des hypothèses spéciales ; c'est ainsi qu'un jugement du tribunal de la Seine (69) avait décidé que la compagnie, « qui avait formellement et par lettre, déclaré ne vouloir invoquer la déchéance qu'au cas où la décision rendue serait fondée sur la déclaration des témoins devant lesquels l'assuré avait passé son aveu », ne pouvait opposer la déchéan-

(67) Civ., 9 nov. 1914, D. 1917. 1. 171. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL (3^e éd.), n° 1182. — AUBRY et RAU, 5^e éd., t. IV, par. 429, p. 246.

(68) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 2679. — TRASBOT, D.P. 1931. 4. 28, sous art. 32.

(69) Trib. civ. Seine (5^e ch.), 18 juil. 1929, Gaz. Pal. 1929. 2. 621.

ce si les conditions prévues dans la lettre n'étaient pas réalisées.

Allant encore plus loin, la Cour de Montpellier (70), dans un arrêt du 24 octobre 1933, relatif à une police souscrite sous l'empire de la législation antérieure à 1930, a décidé que si la victime « ne base pas seulement sa demande sur la reconnaissance de responsabilité, mais articule tout d'abord les faits générateurs de la faute de l'adversaire, et n'offre qu'ensuite d'établir la reconnaissance, celle-ci n'apparaît que comme la conséquence des faits et par suite n'entraîne pas la déchéance des droits de l'assuré au bénéfice de sa police ».

Cette interprétation de la déchéance, que nous assimilons à une clause résolutoire expresse, ne nous paraît pas très exacte; il nous semble, en effet, qu'au cas où une déchéance sanctionne une reconnaissance de responsabilité, elle doit toujours être accordée par les juges s'il est établi que la reconnaissance a eu lieu, quelles qu'en soient les conséquences.

L'arrêt précité semble d'ailleurs, bien qu'il s'en défende, avoir été inspiré par le système créé par la loi de 1930. Il indique, à titre documentaire (?), « que l'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 se borne à stipuler que la reconnaissance de responsabilité n'est pas opposable à l'assureur, qu'elle a donc supprimé la déchéance... »

Cette suppression de la déchéance a conduit la jurisprudence postérieure à 1930 à décider avec juste

(70) Montpellier, 24 oct. 1933, Gaz. Pal. 33. 2. 1037.

(71) Lyon, 11 mai 1933. Mon. jud. Lyon, 14 mai 1935.

raison que (71) « si quelques instants après une collision, un assuré a signé une déclaration où il est dit que sa voiture a été cause de l'accident, cette déclaration ne peut être tenue pour une reconnaissance de responsabilité et être opposée à cet assuré que si elle a été définitivement tenue pour telle par la partie qui s'est dite lésée par l'accident, et si elle s'en est exclusivement emparée pour fonder la responsabilité de celui qui l'a fournie, mettant ainsi ce dernier et son assureur en présence du fait accompli et par suite dans l'impossibilité de rechercher et de discuter les circonstances de l'accident » ; et que, d'autre part, « il n'en est pas ainsi, si, dans l'instance engagée à la suite de l'accident, la victime offre, à côté de la reconnaissance de responsabilité, des faits propres à établir les responsabilités et dont le jugement a autorisé la preuve ; la compagnie, en effet, est ainsi mise à même, nonobstant les déclarations de son assuré, de discuter et de défendre ses droits ».

C'est aussi parce que l'inopposabilité a été substituée à la déchéance que le tribunal de la Seine, qui, le 3 mai 1930 (72), refusait d'ordonner la comparution personnelle de l'assuré, jugeait en sens contraire, le 18 mai 1935 : « ... qu'il est non moins vain de prétendre tirer argument contre un mode de preuve admis par la loi et, en l'espèce, par le tribunal, du danger que pourraient faire courir aux assureurs en général les collusions susceptibles d'intervenir entre les victimes des accidents et leurs auteurs, s'il était admis que les aveux de ceux-ci sont opposables à leurs co-défen-

(72) Trib. civ. Seine, 8 mai 1930, Rec. per. ass. 1930, p. 265.

deurs, garants, principaux intéressés, en tant que tenus de payer le montant des condamnations éventuelles, mais cependant laissés en fait à l'écart du débat et demeurés étrangers à l'aveu; qu'en effet, ce postulat est également en lui-même inexact, la condamnation qui, dans le cas, interviendra contre l'assureur, ayant sa base légale non pas dans l'aveu de l'assuré qui, en tant que tel, ne lui sera nullement opposable, mais bien dans la condamnation dudit assuré qui en aura été la conséquence et dans l'obligation contractuellement assumée par l'assureur, en contre-partie des primes par lui perçues à cet effet, de la garantie contre les risques pécuniaires de cette condamnation... » (73).

Ainsi, désormais, les compagnies sont protégées contre les aveux de leurs clients par la loi, qui les leur déclare inopposables.

Si l'assuré reconnaît sa responsabilité, le tribunal devra faire abstraction de cette déclaration et ne prononcer contre l'assureur que les condamnations que commandent les autres éléments de preuve.

La victime pourra demander contre l'assuré un jugement motivé sur la reconnaissance de ce dernier.

Les héritiers de l'assuré subiront-ils les conséquences des reconnaissances de responsabilité du *de cujus*?

La réponse à cette question paraît ne pas faire de doute. L'héritier qui continue la personne du défunt acquiert les avantages et les charges du patrimoine de celui-ci.

(73) Trib. civ. Seine 18 mai 1935, Rev. gén. Ass. terr. 1936, p. 89.

Si donc l'assuré décédé avait encouru une sanction, cette sanction s'appliquerait à son héritier. L'héritier bénéficiaire de l'assuré auteur d'une reconnaissance de responsabilité ne subirait les effets des condamnations personnelles prononcées à la suite de la reconnaissance que jusqu'à concurrence de la valeur du patrimoine recueilli.

De même l'héritier pourra voir se dresser contre lui les mêmes sanctions qui auraient été appliquées en cas d'infraction à la police commise par le *de cujus*.

Au cas de pluralité d'héritiers et de pénalité encourue par le fait d'un des successeurs seulement, la reconnaissance de responsabilité ne pourra nuire aux autres, mais elle ne pourra davantage leur profiter ; inopposable à la compagnie par son auteur, elle ne pourra pas plus être opposée à l'assureur par les autres successeurs de l'assuré.

Les cessionnaires du droit à la garantie, ne pouvant avoir plus de droits que le cédant, devront subir toutes les exceptions opposables à ce dernier.

B. — *Renonciation de l'assureur à invoquer l'inopposabilité.*

L'inopposabilité étant stipulée dans l'intérêt de l'assureur, il est clair que celui-ci pourra y renoncer.

Il n'y aura pas de difficulté lorsque l'assureur aura signé un écrit déclarant qu'il ne se prévaudra pas de la clause qui le protège.

Mais, fréquemment, la renonciation ne sera pas formelle et indiscutable ; elle se déduira d'un acte ou

d'une abstention de l'assureur et pourra être l'objet de diverses contestations.

Quand y aura-t-il renonciation tacite ? C'est là un point délicat sur lequel la diversité des décisions jurisprudentielles n'apporte guère de lumière.

Un fait est certain : c'est que la Cour de Cassation décide que la question de savoir si une compagnie a renoncé à se prévaloir d'une déchéance, rentre dans les pouvoirs souverains du juge (74). Il doit en être de même pour l'inopposabilité. C'est le juge du fait qui décide si l'assureur, en agissant de telle ou telle façon, a entendu ou non renoncer à son exception.

L'intérêt de la question est le suivant : les assurés sont fréquemment surpris de constater que les compagnies, qui ont suivi le procès, déposé des conclusions, plaidé, transigé même, invoquent, une fois la condamnation ou l'accord intervenu, une clause déclarant qu'elles sont exonérées par suite de telle inobservation de la police commise par leur client.

Voyant la compagnie suivre la procédure comme s'ils avaient observé strictement les clauses de leur police, ils s'imaginent que leur faute est pardonnée.

L'assuré, abandonné à son sort après une condamnation intervenue dans ces conditions, regrette à la fois d'avoir donné à la compagnie un « mandat général et sans réserve » (art. 12 « Zurich-Accidents du Travail »), et de ne pas le lui avoir retiré afin de se défendre lui-même. Comme c'est sur lui que devait

(74) Cass. civ. 26 mai 1908, S. 1909. 1. 260; Req. 5 août 1912, S. 1915. 1. 36; Civ. 26 oct. 1926, S. 1926. 1. 373; Req. 28 avr. 1931, S. 1931. 1. 255.

retomber finalement le poids des condamnations prononcées, il eût été juste, pense-t-il, qu'il dirigeât personnellement le procès.

Le droit de diriger le procès n'est accordé à la compagnie que parce que c'est elle qui, en dernier ressort, doit subir les charges de la condamnation, au cas où elle ne garantit plus son client elle n'a plus de raison pour conserver ce droit. Par conséquent, si la compagnie veut invoquer la sanction, elle perd par là son droit à diriger la procédure (75).

Assurément, du point de vue de l'équité et du bon sens, les revendications des assurés sont bien fondées. Mais les compagnies peuvent y opposer de sérieux arguments juridiques. Tout d'abord, elles peuvent faire justement remarquer que le droit de plaider leur a été légalement cédé; on ne peut pas dire qu'elles y ont renoncé parce qu'elles veulent invoquer une sanction, la renonciation à un droit ne se présume pas. Enfin, les compagnies sont censées agir au mieux des intérêts de leurs clients; on objecterait en vain qu'elles se désintéressent du litige. Elles peuvent toujours avoir un intérêt à plaider; même au cas où elles

(75) La Cour de Cassation a décidé que la compagnie d'assurances qui a pris la défense de son assuré devant le tribunal correctionnel puis devant la Cour après avoir provoqué son appel a renoncé ainsi à se prévaloir de deux infractions à la police commises par son client, à savoir, le défaut de transmission de l'assignation en police correctionnelle et le fait que l'assuré n'était pas encore muni du permis de conduire les poids lourds au moment de l'accident, ce dont elle avait eu connaissance au cours des débats. (Cass. Req. 9 mai 1934, Gaz. Pal. 1934. 2. 140. Rev. génér. ass. terr. 1934. 808, Rec. ass. 1934. 260.) Dans le même sens: Cass. Req. 28 av. 1931, S. 31. 1. 255. jour. ass. 1931. 179. Rennes 13 juil. 1932, Rec. Rennes 32, p. 514.

invoqueraient une déchéance, elles courent certains risques. Bien que cette dernière hypothèse ne présente pas un intérêt actuel considérable, le nombre des polices régies par le droit antérieur à 1930 se réduisant de plus en plus, il est intéressant de remarquer que les déchéances elles-mêmes ne libèrent pas d'une façon certaine et absolue les compagnies. La victime, en effet, qui a un droit direct contre l'assureur, ne peut se voir opposer les déchéances postérieures à la réalisation du risque (76).

Elle pourra donc poursuivre victorieusement l'assureur et celui-ci devra l'indemniser; l'assureur se retournera ensuite contre son client déchu. Il risque donc, par suite des réparations élevées auxquelles il peut être condamné, de se trouver en présence d'un assuré totalement ou partiellement insolvable; pratiquement de verser l'indemnité comme si la garantie jouait.

En ce qui concerne la sanction moderne ne l'inopposabilité, il va de soi que la compagnie conserve un intérêt à plaider pour répondre aux demandes qui seraient fondées sur un autre motif que l'aveu de son client.

Il faut enfin remarquer que si l'assuré estime que la victime a triomphé par suite d'une négligence de la compagnie, elle a la faculté de se retourner contre elle en vertu des articles 1382-1383 du Code civil.

Il serait cependant souhaitable, malgré tous ces arguments, que la compagnie prévint l'assuré de ses

(76) Voir *infra*, p. 122.

intentions dès qu'elle a connaissance de l'infraction commise.

Ce serait une pratique qui permettrait aux assurés de se défendre comme ils jugeraient bon, adjoignant à l'avocat de la compagnie celui qu'ils désigneraient pour protéger leurs intérêts propres ou les confiant librement au conseil de l'assureur.

Du côté des assureurs, ce serait un acte de « fair play » qui éviterait que la confiance de leur clientèle ne fût doublement ébranlée par le jeu de la sanction et par sa révélation tardive.

§ 2. — EFFETS DE LA RECONNAISSANCE A L'ÉGARD DES TIERS LÉSÉS.

A. — *La protection de la victime dans le droit des assurances.*

L'évolution moderne du contrat d'assurance de responsabilité tend à protéger de plus en plus efficacement la victime des actes dommageables de l'assuré.

La mesure la plus caractéristique et la plus importante qui réalise cette protection est sans aucun doute l'action directe créée au profit des victimes contre les compagnies d'assurance.

Cette action permet à la victime, du fait générateur de responsabilité, d'assigner directement l'assureur pour obtenir le profit exclusif de l'indemnité d'assurance. Elle ne fut reconnue que petit à petit par la jurisprudence, qui, à défaut de textes précis et de principes juridiques certains, en appliquait le plus

possible les effets en vertu des principes d'équité et de bon sens.

Les premiers coups portés à la théorie niant l'existence d'une telle action le furent par le législateur qui institua divers privilèges.

La loi du 10 février 1889 (article 3) décida que le locataire assuré contre l'incendie de l'immeuble loué ne pouvait toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué eût été désintéressé des conséquences du sinistre.

De même, le législateur de 1898, ému de constater qu'il pouvait arriver que les ouvriers ne touchent rien à la suite d'un accident, bien qu'ils aient été l'objet d'une assurance collective souscrite par leur patron dont les primes étaient payées au moyen de retenues pratiquées sur leurs salaires, décida qu'ils bénéficiaient d'un privilège contre la compagnie (art. 16).

La loi du 28 mai 1913 accorda un privilège aux victimes des accidents en général contre les assureurs de leurs auteurs.

La jurisprudence, bien que le législateur gardât le silence à l'égard de « l'action directe », n'hésita pas à proclamer son existence (77). Le plus célèbre arrêt est sans aucun doute celui du 14 juin 1926 (78), qui déclare que la loi du 28 mai 1913 confère à la victime

(77) Jurispr. affirmant l'existence d'une action directe du propriétaire contre le locataire assuré: Cass. civ. 17 juil. 1911, D. P. 1912. 1. 81 et plus récemment: Civ. 24 oct. 1932. Gaz. Pal. 1932. 1. 493. S. 1932. 1. 108. Droit direct de l'ouvrier: Req. 19 oct. 1908, D. P. 1910. 1. 57, note DUBUICH.

(78) Civ. 14 juin 1926, S. 1927. 1. 25, note ESMEIN. D. P. 1927. 1. 57. Rapport du Conseiller COLIN, note JOSSERAND.

un droit propre sur l'indemnité d'assurance et décide que « l'obligation imposée à l'assureur de conserver (le montant de l'indemnité) dans l'intérêt de la personne lésée, a pour conséquence nécessaire de permettre à celle-ci d'en réclamer directement le paiement ».

L'article 53 de la loi du 13 juillet 1930 dispose que « l'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de ladite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable ayant entraîné la responsabilité de l'assuré ».

Cet article ne parle pas d'« action directe », mais il est certain que le législateur a entendu reconnaître à la victime un droit direct au paiement de l'indemnité par l'assureur; la jurisprudence et les travaux préparatoires ne permettent pas d'en douter (79).

L'intérêt que les assureurs avaient à s'opposer à l'existence d'une action directe, alors que le privilège était reconnu, résidait essentiellement dans le droit qu'ils entendaient conserver à ne rien déboursier lorsqu'ils pouvaient opposer à l'assuré une cause de déchéance, même postérieure au sinistre.

Le système de l'action directe a consacré celui de l'inopposabilité à la victime des déchéances posté-

(79) Il est dit dans l'exposé des motifs (Ancey), sous art. 53: « Notre article 37 consacre le paiement direct effectué par l'assureur au tiers lésé. L'article 53 généralise cette solution ».

V. aussi sur le principe: Cass. civ. 15 juin 1931, Gaz. Pal. 1931. 2. 394; Cass. civ. 29 juillet 1931, Gaz. Pal. 1931. 2. 651; Paris, 21 juin 1933, Rev. gén. ass. terr. 1933. 822.

rieures. Le droit directe, qui prend appui sur le contrat d'assurance, implique sa validité; s'il est vicié par une déchéance antérieure, le droit de la victime ne pourra pas s'exercer (80).

Mais le droit direct naît au moment de la réalisation du dommage, c'est à ce moment que la victime devient créancière. Il ne peut plus dépendre que d'elle de modifier son droit. Un acte postérieur de l'assuré, emportant déchéance, ne saurait nuire à la victime.

La jurisprudence actuelle consacre la théorie de l'inopposabilité des déchéances postérieures au sinistre (81).

Sans nous attarder à l'explication juridique donnée à cette inopposabilité, — explication qui est liée avec l'opinion qu'on se fait de la nature de l'action directe, — nous remarquerons que l'intérêt de cette solution reste considérable, même dans le domaine restreint de notre étude. Bien que nous considérions que la sanction des reconnaissances de responsabilité est une

(80) L'assuré déchu est dans la même situation que s'il n'avait jamais été couvert par une assurance, par suite, en l'absence de contrat valable, le droit du tiers lésé ne peut naître. Mais encore faut-il qu'il s'agisse d'une déchéance antérieure à la réalisation du dommage: Reims, 9 mars 1928, Gaz. Pal. 28. 1. 748. Dijon 12 juin 28, Gaz. Pal. 28. 2. 671. Alger, 16 mars 1931, Gaz. trib. 23, 24 oct. 1931. Voir aussi ESMEIN, note au S. 27. 1. 25 sous. civ. 14 juin 26; GUYOT, note au S. 30. 2. 121 sous Nantes, 22 fév. 1928.

(81) Trib. civ. Hérault, 17 fév. 1928. D. H. 28. 314. Trib. civ. Loire-Inf. 22 fév. 28. S. 1930. 2. 121 note GUYOT. Paris, 2 janv. 1930, Sem. jurid. 1930. 2. 794, Gaz. Pal. 1930. 2. 361. Rec. per. ass. 1930, p. 136. Trib. Seine 31 mars 1931, Rev. génér. ass. terr. 1931, 1008. Lyon 4 fév. 1932, Rev. génér. ass. terr. 1932, 305. Civ. 15 juin 1931 rendu sur pourvoi Paris 9 mai 28, Rev. génér. ass. terr. 1931, p. 1014. Gaz. Pal. 1931. 2. 651; Anger 26 nov. 1935, Rev. génér. ass. terr. 1936, p. 338.

inopposabilité et non une déchéance, il est intéressant de connaître les effets des deux systèmes, afin de les comparer.

B. — *Comparaison de la situation de l'assuré déchu pour avoir reconnu sa responsabilité et de celle de l'assuré dont la reconnaissance est inopposable à l'assureur.*

La solution jurisprudentielle qui affirme l'inopposabilité des déchéances postérieures à la réalisation du risque donne au tiers lésé une garantie certaine toutes les fois que l'assuré est titulaire d'une assurance de responsabilité au moment du dommage. Cette solution assure d'une façon parfaite la garantie des intérêts de la victime. Mais ne s'opère-t-elle pas au préjudice de l'assureur ?

La question s'est posée d'abord à l'époque où la reconnaissance de responsabilité entraînait la déchéance; l'assureur était lié à l'assuré par un contrat assorti de certaines clauses parmi lesquelles figuraient ces causes d'exonération que sont les déchéances; la survenance de l'une d'elles devait libérer l'assureur; or, la jurisprudence s'y opposait. L'équité, sauvegardée à l'égard de la victime, n'était-elle pas violée dans les rapports de l'assureur et de l'assuré ?

La jurisprudence, appelée à se prononcer sur la question, avait unanimement accordé un recours à l'assureur contre l'assuré responsable (82). La doctrine,

(82) Trib. civ. Loire-Inf. 22 fév. 1928, S. 1930. 2. 121, note Guyot, Rec. per. ass. 1928. 330; Besançon 2 juil. 1928, D. H. 28. 440; Alger 12 nov. 1930, Rev. génér. ass. terr. 1931, p. 334,

après avoir refusé tout recours à l'assureur (83), se décidait généralement en faveur du principe du recours (84).

Dans ses rapports avec l'assuré, l'assureur qui avait payé à la victime ce qu'il ne devait plus, disposait d'une action en répétition. L'assureur courait évidemment le risque de l'insolvabilité de l'assuré; mais si ce n'était pas lui qui avait rencontré ce danger, ç'aurait été la victime; or la jurisprudence avait préféré défendre les intérêts de cette dernière.

Avec le système de l'inopposabilité, la victime ne pourra plus obtenir contre l'assureur un jugement le condamnant à réparer la totalité du dommage si la responsabilité de l'assuré n'est pas établie indépendamment de sa reconnaissance.

Si le tiers demandeur ne justifie ses prétentions qu'au moyen de la déclaration de responsabilité, la compagnie sera complètement exonérée; seul l'assuré pourra être condamné.

L'assuré pourra être insolvable et la victime ne sera pas dédommée.

Avec le système de la déchéance, l'assuré ne bénéficiait en aucune façon de sa police, mais c'était l'assureur, personne éminemment solvable, qui était tenu de réparer, sauf son recours postérieur contre son

note PICARD, Rec. per. ass. 1931, p. 127; Dijon 15 janv. 1931, Rev. génér. ass. terr. 1931, p. 557, note PICARD; Seine 31 mars 1931, D. H. 1931. 309, Rev. génér. ass. terr. 1931. 805.

(83) GUYOT, note au S. 30. 2. 121 sous trib. Loire Inf. 22 fév. 28.

(84) ANCEY et SICOT, *La loi sur le contrat d'assurance*, 2^e éd. 1931, p. 134; H. L. MAZEAUD, précité, n^o 2706; HÉBRAUD, Rev. critique 1931, p. 488.

client; avec celui de l'inopposabilité, l'assureur bénéficie en fait d'une exception semblable à celles qu'il peut invoquer pour les déchéances antérieures au sinistre.

Ainsi, ce n'est pas la victime, mais l'assureur et l'assuré qui sont protégés par l'inopposabilité.

L'assureur n'est plus obligé de remplir ses obligations alors qu'il est exonéré par une clause du contrat. L'assuré ne perd pas tout le bénéfice de sa police en commettant l'infraction que les clauses sanctionnaient précédemment par la déchéance.

La protection de l'assuré est d'ailleurs beaucoup plus nette que celle de l'assureur.

Il est fréquent de stipuler, dans une même police, une assurance de réparation directe et une assurance de responsabilité; la déchéance supprimait généralement les deux garanties; l'inopposabilité ne prive le souscripteur de la police que de la garantie afférant aux sommes qu'il a été condamné à verser en raison de sa déclaration de responsabilité. Il y a là la marque très nette d'une tendance visant à protéger l'assuré trop souvent sans défense devant les compagnies d'assurance; nous croyons qu'il convient d'approuver cette mesure. Si respectables que soient les intérêts de la victime, ceux de l'assuré le sont tout autant. Les avantages que l'assuré retire de la substitution de l'inopposabilité de ses déclarations de responsabilité à la déchéance, dépassent de beaucoup les sacrifices que l'on impose à la victime en affaiblissant la garantie de son droit. A vrai dire, le tiers lésé ne perd pas toujours sa garantie contre l'assureur. Il pourra parfois faire la preuve de la responsabilité de l'auteur de

l'accident, indépendamment de la reconnaissance de ce dernier; enfin, il n'est pas obligé de se prévaloir de cette reconnaissance contre la compagnie.

Cette application de l'inopposabilité présente un autre avantage au point de vue du parallélisme des solutions données au cas où il y a une reconnaissance de responsabilité émanant non plus de l'assuré, mais de l'assureur. L'assureur peut, en effet, au cours du procès, ou même immédiatement après le sinistre, reconnaître sa dette envers la victime. Comme cette dette est la conséquence directe de la responsabilité de l'assuré, il reconnaît ainsi les griefs de ce dernier.

La reconnaissance de responsabilité de l'assureur sera-t-elle opposable à l'assuré ?

La question présente un intérêt pratique lorsque la garantie due par l'assureur étant limitée, le dommage n'est réglé par l'assureur que partiellement, en sorte que l'assuré est poursuivi par le tiers en paiement du solde. Elle soulève aussi des problèmes intéressants lorsque, à la suite d'une collision d'automobiles qui a causé des dommages réciproques, l'assuré forme une demande en dommages-intérêts contre le propriétaire de l'autre voiture et que celui-ci lui oppose la reconnaissance de responsabilité résultant de la transaction ou du versement de l'indemnité de l'assureur du réclamant.

La jurisprudence antérieure à la loi du 13 juillet 1930 paraît mal fixée (85).

(85) Arrêt décidant que la reconnaissance de l'assureur est inopposable à l'assuré: Orléans, 20 nov. 1930, *Rev. génér. ass. terr.* 1931, p. 394, *contra trib. com. S. Etienne*, 15 fév. 1929, *Rev. génér. ass. terr.* 1930, p. 377, et les notes de M. PICARD.

Il semble qu'actuellement les juges refusent aux compagnies le pouvoir d'engager leurs clients par leurs règlements (86).

Cette solution se justifie parfaitement.

Le mandat donné par l'assuré à l'assureur a pour seul objet la réparation du dommage; il ne comprend pas, à moins de clause spéciale, le pouvoir d'engager la responsabilité personnelle de l'assuré.

Ainsi, en ce qui concerne les transactions de la compagnie, elles ne peuvent être opposables à l'assuré; elles ne doivent comprendre (articles 2048-2049 du Code civil) que ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu, à savoir les réclamations du tiers lésé basées sur la faute de l'assuré. En cas de dommages réciproques, la compagnie d'assurance n'a pas à se préoccuper des dommages subis par son assuré lorsqu'elle n'assure que les accidents qu'il cause aux tiers. Si elle transige avec le tiers accidenté, sa transaction ne peut faire échec aux droits que peut avoir l'assuré lui-même sur le tiers. L'assureur s'est réservé le droit de transiger avec la victime de son client, non avec l'auteur de l'accident survenu à l'assuré. Si la compagnie transige sur des contestations relatives à des risques qu'elle ne couvre pas, c'est-à-dire hors des limites de son mandat, elle excède ses pouvoirs, mais n'engage pas son mandant.

Il faudrait, pour que le règlement ou la reconnaissance de responsabilité fussent opposables à la vic-

(86) Req. 24 avril 1934, S. 34. 1. 251; Rouen 15 fév. 1934, Rev. génér. ass. terr. 1934, p. 409, note PICARD.

time, qu'il y eût dans la police une clause plus large que la subrogation de l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930.

L'assureur, par cette clause et par celles qui lui donnent la direction du procès, peut transiger relativement aux dommages causés par l'assuré, non pour ce qui concerne ceux qui lui ont été causés.

Il faudrait que l'assureur se soit fait céder les créances de l'assuré contre les tiers. Cette clause serait certainement valable. Elle serait en général insérée dans une assurance tous risques, et l'assuré serait indemnisé par l'assureur.

CHAPITRE III

Régime applicable à la clause de non reconnaissance de responsabilité en matière pénale.

SECTION I

**Difficultés que rencontre l'application de la clause en matière
pénale. — Sa nullité.**

Tandis que, dans le domaine du droit civil, la liberté des parties est la règle, en droit pénal seule la volonté du législateur fait la loi et personne ne peut aller contre cette volonté.

Le droit pénal est dominé par son but, qui est l'intérêt de la société et le rétablissement de l'ordre public.

Toute infraction au droit pénal doit être réprimée. Le pacte qui tendrait à neutraliser ou à limiter les effets de la loi pénale serait nul comme ayant une

cause illicite, contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Or, il arrivera fréquemment que la responsabilité civile garantie par la compagnie d'assurance se rattache à une infraction à la loi pénale. Interdire à l'assuré de reconnaître sa responsabilité sur le terrain civil ne peut être permis par notre droit si l'acte qui engage cette responsabilité civile cause en même temps un trouble à la sécurité publique.

Cette hypothèse se présentera dans un nombre considérable de cas.

A première vue, il semble qu'elle doive se rencontrer fréquemment en matière d'incendie; ce sont les assurances les plus utilisées et personne n'ignore que l'article 434 du Code pénal punit sévèrement l'incendiaire. En fait, il n'en est rien, le législateur pénal ayant subordonné le crime d'incendie à la condition que celui auquel il est reproché ait mis volontairement le feu, les compagnies ne redoutent pas un tel aveu puisque, n'assurant pas le dol, elles seront exonérées si leurs clients se déclarent coupables aux termes de la loi. On concevrait cependant qu'une clause de non-reconnaissance de responsabilité fût insérée dans les polices couvrant les risques des incendies de forêts, l'article 148 du Code forestier (loi du 26 mars 1924), bien qu'il punisse au premier chef les personnes autres que les propriétaires des bois ou leurs ayants droit qui ont imprudemment causé un incendie, laisse aux préfets la liberté de rendre la disposition applicable même à ces personnes. Il sera donc possible qu'un assuré qui a embrasé son bois, encoure une sanction pénale par suite de sa

maladresse et tombe sous le coup de l'interdiction faite par sa compagnie de reconnaître sa responsabilité. Mais on ne saisit pas très bien, dans cette hypothèse, quel serait l'intérêt de la compagnie à interdire l'aveu de son client; cela vient de ce que le risque couvert est généralement un risque de dommages et non de responsabilité. Or, nous l'avons vu au début de cet ouvrage, l'utilité des clauses de non-reconnaissance de responsabilité ne se conçoit bien que pour les assurances de responsabilité.

En ce qui concerne les accidents du travail, il en va différamment. Le Code du travail, qui rassemble aujourd'hui un nombre de prescriptions assez considérable, impose aux patrons de se conformer à certaines règles. Il pourra arriver que le fait qui a causé un accident à l'ouvrier engage la responsabilité pénale de l'employeur. Interdire au patron de reconnaître sa responsabilité civile, c'est lui interdire de reconnaître celle qu'il encourt devant la loi pénale, puisque généralement la première découlera de la seconde.

L'espèce la plus caractéristique en même temps que la plus fréquente, est assurément celle que présentent les accidents d'automobiles.

Dans la plupart des accidents, il y a non seulement un dommage matériel, mais encore accident de personnes. Les articles 319 et 320 du Code pénal prévoient et punissent l'homicide et les blessures involontaires; il est hors de doute que ces faits peuvent être l'objet d'une assurance valable. Or, l'assuré poursuivi devant la justice répressive sera souvent porté à reconnaître sa responsabilité, parce qu'il estimera que la franchise de ses aveux et sa promesse de payer tout ou

partie du dommage, peuvent lui concilier l'indulgence des juges répressifs.

D'autre part, si l'on interdit à l'assuré de reconnaître son imprudence ou sa maladresse, on lui interdit de reconnaître la responsabilité prévue par le Code pénal. Une telle interdiction ne peut être licite. L'assureur serait le complice du délinquant.

Le droit pénal, qui a pour but de maintenir l'ordre public, doit pouvoir s'appliquer librement.

Il faut que l'assuré soit libre de dire la vérité devant les juges répressifs. Cette vérité est utile, non pas comme en matière civile à une personne, le demandeur, mais à la société tout entière. Rien ne doit la gêner dans sa manifestation. En se taisant pour bénéficier de sa police, l'auteur du dommage peut laisser condamner un tiers innocent poursuivi à tort en même temps que lui. Le trouble social créé par le délit est trop considérable, les conséquences de ce délit sont trop graves pour qu'on puisse admettre qu'un pacte avantage le silence de son auteur.

La clause de non-reconnaissance de responsabilité, valable en droit civil, est nulle en droit pénal.

Objectera-t-on que si on déclare que l'ordre public s'oppose à la validité des clauses interdisant à l'assuré de se reconnaître responsable en droit pénal il doit s'y opposer aussi en droit civil ?

La réparation civile ne joue-t-elle pas à l'égard du débiteur le rôle que joue la peine vis-à-vis du délinquant ?

C'est, en effet, une idée couramment admise que les dommages-intérêts civils ont un rôle répressif en même temps que réparateur. En fait, cela n'est pas douteux, les juges, dans un grand nombre d'hypothè-

ses, ont tenu compte de cette conséquence de leurs condamnations civiles.

Mais, juridiquement, les dommages-intérêts n'ont qu'un seul but : la réparation du préjudice subi.

Ils sont calculés sur le chiffre auquel s'élève la perte éprouvée par le créancier, non sur la gravité de la faute commise par le débiteur.

La peine, au contraire, est personnelle; elle se modèle sur le délinquant lui-même, sur ses antécédents, sur sa « témibilité »; elle sanctionne et ne répare pas.

Ce qui prouve d'ailleurs que les dommages-intérêts n'ont pas, par leur nature, un rôle répressif, c'est qu'on peut précisément s'assurer contre les risques de telles condamnations et en éviter les conséquences.

On ne s'assure pas contre les condamnations pécuniaires d'ordre pénal.

Il existe d'ailleurs, en matière pénale, un obstacle de fait très grave à l'application de la clause, obstacle qui ne se présente pas en matière civile. En droit civil, le régime des preuves est rigoureusement réglementé (art. 1341 et suiv. C. civ.); lorsque le juge condamne l'assuré, il est facile de voir, par les motifs du jugement, quelles sont les pièces qui justifient la condamnation; les écrits retenus auront souvent le caractère d'actes juridiques. Au contraire, le juge répressif n'est lié par aucune règle de preuve, il tient compte ou non des témoignages selon son appréciation; l'aveu devant lui n'est pas indivisible, il peut puiser sa conviction dans tous les éléments du débat contradictoire (1). Rien n'est donc plus difficile que de sa-

(1) Cf. VIDAL et MAGNOL, *Cours de droit criminel*, 8^e éd. 1935, p. 851 et suiv.

voir, en présence d'une condamnation correctionnelle, quelles preuves au juste ont entraîné la conviction du tribunal. Et on ne sait comment faire jouer l'inopposabilité des aveux à l'égard de l'assureur, ces aveux en général portent non seulement sur la matérialité des faits (ce qui, d'après l'article 52 de la loi du 13 juillet 1930, les rend insusceptibles d'engendrer des sanctions), mais résultent d'une attitude ou d'une réticence; il serait bien difficile de dire quelle part de dommages-intérêts accordés a été la conséquence de tels aveux.

Pour savoir si la clause est valable ou nulle, il suffira donc de distinguer entre les responsabilités encourues par l'assuré; s'il s'agit uniquement d'une responsabilité civile, la clause s'appliquera; si, au contraire, la responsabilité de l'assuré a une source pénale, la clause n'aura aucun effet.

Assurément, le critérium de la responsabilité civile et pénale est malaisé à découvrir si on le recherche d'une façon purement théorique : les tribunaux ne montrent-ils pas, dans l'appréciation de la négligence considérée comme élément nécessaire des délits d'imprudence, la même exigence que lorsqu'il s'agit de responsabilité civile ? (2)

Mais, pratiquement, il existe un critérium simple, qui permettra de reconnaître si la déclaration de responsabilité a été faite afin d'éclairer la justice représ-

(2) Cass. civ. 7 mars 1855, S. 1855. 1. 439; Civ. 27 janv. 1869, S. 1869. 1. 164; Req. 4 août 1914, S. 1915. 1. 37; Civ. 6 fév. 1928, D. H. 1928. 183; Crim. 29 nov. 1928, Gaz. Pal 1929. 1. 14.

sive ou dans un but d'intérêt privé. Il suffit de rechercher à qui elle est adressée.

Si la reconnaissance de responsabilité est faite au cours d'une procédure pénale par un assuré qui répond à une enquête de police ou au juge d'instruction, ou si elle intervient au cours de débats à l'audience correctionnelle du tribunal ou de la cour d'appel, elle ne peut être l'objet d'aucune sanction de la part de l'assureur.

Il doit en être de même si les aveux adressés à l'autorité judiciaire sont spontanés, s'il s'agit par exemple d'une lettre écrite au juge d'instruction. La justice répressive ne doit subir aucune restriction par le fait d'un contrat particulier; elle ne doit pas être entravée par le silence imposé pour la défense des intérêts particuliers des assureurs.

La clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité ne peut pas plus l'empêcher d'éclairer volontairement la justice que de déférer à ses ordres.

On peut d'ailleurs estimer que dans l'hypothèse où l'assuré est interrogé par un magistrat ou un agent de l'autorité, ses déclarations sont à l'abri des sanctions des compagnies, non seulement par suite de leur utilité sociale et des nécessités de l'ordre public, mais encore parce que leur auteur bénéficie d'un cas de force majeure. L'interrogatoire du juge d'instruction ou les questions posées par le président du tribunal correctionnel ne constituent-ils pas ce que l'on a coutume d'appeler le « fait du prince » ?

Celui qui y répond n'est pas responsable de l'inexécution de son obligation au silence, la cause étrangère que constitue l'interrogatoire de l'agent de l'autorité

ou du magistrat suffit à le relever de son engagement (3).

L'assuré peut donc répondre sans crainte à la justice lorsqu'il est interrogé par un agent de l'autorité ou par un magistrat sur les circonstances du sinistre.

Peu importe si sa reconnaissance de responsabilité est d'ordre purement civil. Même si l'information ordonnée par le parquet est classée, même si le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu, ou si le tribunal répressif acquitte : l'assuré n'encourra aucune sanction prévue par sa police.

Il a le devoir de dire la vérité, l'ordre public l'exige. Les déclarations adressées aux magistrats et agents de l'autorité, comme les réponses faites au cours des enquêtes officielles ne doivent pas être prohibées par les compagnies (4).

(3) A vrai dire, la force majeure ne peut exonérer celui qui l'invoque que s'il n'y a aucune faute de sa part. Si l'assuré reconnaît sa responsabilité, c'est bien qu'il a provoqué l'événement constitutif de la force majeure. Il ne saurait bénéficier de cette conséquence de sa faute.

La jurisprudence a cependant décidé récemment que l'ouvrier détenu préventivement puis condamné pour coups et blessures par le tribunal correctionnel bénéficiait en ce qui concerne la rupture de son contrat de travail d'un cas de force majeure ne permettant pas son patron de le congédier sous prétexte qu'il aurait abandonné son travail sans observer le délai-congé. (Trib. civ. Seine, 14 nov. 1936, D. H. 1936, p. 79.)

(4) Auteurs dans ce sens :

BIZIÈRE, *L'assureur directeur du procès en responsabilité*, p. 21; DEMOGUE, *Rev. trim.* 1928, p. 682, 1929, p. 434; DESSERTAUX, *Rev. crit.* 1929, p. 146; ECKHART, *Droit des assurances terrestres*, n° 95; PERREAU, *Assurances terrestres et maritimes*, p. 410, 420; PICARD, *Rev. génér. ass. terr.* 1930, p. 136; PLANCHE, *Le fonctionnement du contrat d'assurance de responsabilité en matière terrestre*, p. 78 et suiv.

La jurisprudence s'est d'ailleurs aperçue des difficultés soulevées dans ce dernier cas.

Les agents de l'autorité, gendarmes ou agents de police procèdent habituellement à une enquête assez complète dès qu'un accident leur est signalé. Ils interrogent les auteurs de l'accident, témoins, victimes et consignent leurs déclarations tout au long de leurs procès-verbaux.

L'automobiliste assuré sera fréquemment amené à se prononcer sur sa responsabilité. Il oubliera généralement que cela lui est interdit et, au cas où il s'en souviendrait, il n'est pas sûr que son silence tenace ne soit pas interprété par les gendarmes comme un outrage à agents de l'autorité, évitant peut-être à l'assuré de tomber sous le coup de l'article 320 du Code pénal, mais le rapprochant dangereusement de l'article 224, voire même de l'article 225.

La jurisprudence antérieure à 1930 a reconnu la nullité de la clause lorsque l'assuré doit répondre aux questions d'un agent verbalisateur (5) ou d'un magistrat (6).

Nous croyons qu'il serait juste de généraliser cette solution et de permettre aux assurés de toujours parler librement aux représentants de la justice.

Il est bien évident que les parents, employés, préposés de l'associé doivent avoir les mêmes facultés de reconnaître leur responsabilité devant les agents de l'autorité sans perdre le bénéfice de la stipulation qui

(5) Seine 21 mars 1928, Gaz. Pal. 1928. 2. 35.

(6) Paris, 10 nov. 1921. D. P. 1922. 2. 61.

interdit à la compagnie d'exercer un recours contre eux.

L'ordre public l'exige comme vis-à-vis de l'assuré lui-même.

Remarquons enfin que, dans les hypothèses que nous avons envisagées dans ce chapitre, l'assureur sera protégé contre les erreurs et les fraudes de son client par les risques que les sanctions pénales font peser sur lui. La perspective d'une condamnation pénale donnera à l'assuré une prudence au moins aussi grande que celle que peut engendrer l'inopposabilité prévue au contrat.

Le danger de fraude dont les compagnies ont voulu se préserver par une sanction civile sera encore plus sûrement écarté par les rigueurs de la loi pénale.

Si, cependant, la compagnie arrivait à prouver le caractère frauduleux de la déclaration faite par son client à un agent de l'autorité, il est bien évident que ce dernier encourrait l'inopposabilité prévue dans la police. Sa reconnaissance de responsabilité, en effet, n'étant permise en matière pénale que pour faciliter la bonne administration de la justice, il est bien certain que, lorsqu'elle est utilisée dans un but opposé, elle ne doit bénéficier d'aucune faveur.

Il est même probable que, dans le cas où la fraude serait suffisamment caractérisée, le parquet poursuivrait l'assuré sous l'inculpation d'outrage à magistrat, le fait de dénoncer un délit qu'on sait ne pas exister constituant l'infraction prévue par les articles 223 et 224 du Code pénal (7).

(7) Poitiers, 1^{er} juil. 1883, D. P. 83. 2. 177.

SECTION II

Effets de la nullité.

La clause de non-reconnaissance de responsabilité étant nulle en matière pénale, quels seront les effets de cette nullité ?

La police qui la contient n'est-elle pas tout entière viciée et la nullité de la clause n'entraîne-t-elle pas celle de l'ensemble du contrat ?

C'est une solution que les compagnies n'ont pas manqué d'invoquer lorsqu'avant 1930 certains tribunaux déniaient toute valeur à la clause. La nullité n'apparaissant qu'au moment où le risque est réalisé et où il faut verser l'indemnité, les assureurs ont prétendu que la nullité faisait disparaître les obligations qui en découlaient.

Conformément au droit commun, les parties devaient se retrouver dans la même situation que si elles n'avaient pas contracté. Les primes payées se trouvant désormais sans cause entre les mains de l'assureur, devaient être restituées à l'assuré; la compagnie n'était aucunement obligée de réparer le sinistre. La restitution des primes devait être intégrale, On ne peut en effet appliquer ici l'article 358 du Code de commerce, cet article concernant les annulations de contrat par suite du concours de plusieurs polices quant au même risque vise le droit maritime. Le droit

des assurances terrestres, qui régit cette question, pourrait plutôt se déduire de l'article 21 de la loi du 13 juillet 1930; ce texte spécifie qu'en cas de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, « les primes payées demeurent acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts ». Cette disposition implique que l'assureur doit restituer les primes au cas où rien n'est spécifié. L'argument *a contrario* est légitime, puisqu'il nous ramène au droit commun, qui est le rétablissement de l'état du droit antérieur à la conclusion du contrat atteint de nullité.

Cette nullité complète de la police, découlant de l'article 1172, ne se conçoit que si la clause incriminée est la condition et la cause de la fixation des primes. Or, peut-on prétendre que l'existence du contrat dépend aussi étroitement de l'application des clauses de non-reconnaissance de responsabilité ?

La suppression de la clause ne peut entraîner celle du contrat que si telle est la convention des parties(8), mais il est évident que, dans l'espèce envisagée, la stipulation ne joue pas un rôle tellement important et n'a pas une influence suffisamment déterminante sur l'évaluation des risques garantis pour que sa disparition commande celle du contrat tout entier.

L'article 1172 ne vise pas les conditions accessoires (9).

La jurisprudence est d'ailleurs définitivement fixée

(8) Colmar, 23 mai 1863; D. P. 1863. 2. 113.

(9) Cf. JOSSERAND, *Cours de Droit civil positif français*, 2^e éd. t. II, n° 739.

dans ce sens : elle n'admet pas que la nullité de la clause entraîne celle de la police (10).

§ 1. — EFFETS DE LA NULLITÉ DANS LES RAPPORTS DE L'ASSUREUR ET DE L'ASSURÉ.

L'assuré qui a reconnu sa responsabilité devant les agents de l'autorité ou dont la faute a été retenue par une juridiction pénale, conserve le plein bénéfice de son assurance. L'assureur devra indemniser la victime comme si son client n'avait enfreint aucune clause de la police.

Il est certain que la transaction de l'assuré ne bénéficiera pas de l'immunité que nous accordons aux déclarations de responsabilité. Même si elle intervient au cours d'une procédure pénale, elle ne peut être légitimée par les nécessités de l'ordre public.

Cependant, il arrivera parfois que l'assuré transige avec la victime avant toute action pénale; ceci pour éviter qu'une plainte ne révèle l'infraction à la justice et que des poursuites ne soient exercées.

Les compagnies ont immédiatement relevé cette inobservation de la police et ont demandé aux tribunaux de prononcer la déchéance ou l'inopposabilité. Cette mesure leur a été refusée, la jurisprudence déclarant qu'il y avait, en fait, abus du droit de s'opposer à la transaction (11). Les juges ont été frappés par

(10) Cass. civ. 1^{re} juil. 1885, S. 85. 1. 409; Paris 9 juin 1928, Gaz. Pal. 1928. 2. 413; trib. civ. Seine 18 oct. 1929, Gaz. Pal. 1929. 2. 775, note; trib. civ. St-Quentin, 5 déc. 1929, Gaz. Pal. 1930. 1. 283 et renvois.

(11) Paris 12 déc. 1930, Sem. jurid. 1930, 793, Gaz. Pal. 1931. 1. 264, Rev. génér. ass. terr. 1931, p. 309, note PICARD.

la disproportion existant entre les intérêts de l'assuré et ceux de la compagnie. Si l'on compare, en effet, les risques que court l'assuré qui va être traduit devant un tribunal correctionnel et la faute qu'il commet en n'observant pas à la lettre une clause de sa police, on constate que les premiers sont tellement graves qu'ils justifient presque sa transgression.

Nous ne croyons pas que cette solution puisse être généralisée; il ne faut l'admettre que dans des hypothèses particulières où la transaction ménage les intérêts de la compagnie et évite certainement à l'assuré un tort ou un préjudice considérable. Dans tous les autres cas, la transaction doit être prohibée.

Une autre forme que peuvent revêtir les reconnaissances de responsabilité est l'acquiescement. En matière criminelle, il ne peut résulter que de l'expiration des délais exigés pour l'exercice des voies de recours (12). Les compagnies ont souvent tenté d'obliger leurs clients à faire appel des condamnations par eux encourues n'admettant pas qu'ils puissent tacitement reconnaître leur responsabilité en acceptant les sentences des premiers juges.

Elles espèrent toujours que les cours d'appel diminueront les dommages-intérêts alloués en augmentant la pénalité. Leur raisonnement consiste à soutenir que si l'ordre public peut être intéressé à ce qu'on ne puisse renoncer par avance à soumettre au second degré de juridiction une condamnation correctionnelle, il ne peut s'opposer à ce qu'on s'engage au contraire à faire appel d'une telle condamnation, puisque

(12) Crim. 21 août 1884, 22 nov. 1884, D. P. 1885. 1. 428.

l'appel *a minima* du ministère public est juridiquement indépendant de celui du prévenu.

En fait, le droit de défense devant les juridictions répressives est d'ordre public, et l'appel, en ce qui concerne les condamnations répressives ne peut être exigé (13).

La législation pénale exige que l'inculpé demeure le seul maître de son sort personnel; sa liberté individuelle ne saurait être remise entre les mains de tiers qui pourraient l'exposer à leur guise, dans le seul but de rechercher leur avantage pécuniaire.

Le droit de discuter le bien-fondé des condamnations et le mérite des peines infligées est un droit rigoureusement intangible et personnel au condamné. Il ne peut céder ce droit à son assureur.

La jurisprudence est d'ailleurs fixée dans ce sens.

L'assuré peut être mis en demeure de faire appel des condamnations civiles intervenant accessoirement à des condamnations pénales, mais il ne peut perdre le bénéfice de sa police pour avoir refusé d'interjeter appel des condamnations répressives (14).

(13) Il est bien évident que l'acquiescement du condamné aux chefs portant condamnation à des réparations civiles est au contraire efficace comme le serait l'acquiescement en matière civile.

(14) Riom, 29 oct. 1930, Rev. gén. ass. ter. 1931, p. 81 ; Cass. Req., 31 oct. 1933, S. 34. 1. 46; Lyon, 22 déc. 1933, 1^{er} mars 1933, Rev. gén. ass. ter. 1933, p. 366 et 574; Cass. Req., 4 déc. 1934, D.H. 1935. 3.

Certaines compagnies stipulent d'ailleurs expressément que leurs clients pourront faire appel ou former un pourvoi en cassation pour les condamnations correctionnelles qu'ils pourraient encourir. (V. *supra*, p. 22, l'art. 7 de la compagnie « La Préservatrice ».)

§ 2. — EFFETS DE LA RECONNAISSANCE VIS-A-VIS DE LA
VICTIME.

La reconnaissance de responsabilité pourra être utilisée par la victime et motiver une condamnation de l'assureur.

La compagnie ne pourra être citée directement devant le tribunal correctionnel; la victime qui voudra obtenir un jugement contre elle devra donc s'adresser aux juges du tribunal civil.

Elle pourra alors invoquer utilement le jugement de condamnation intervenu en matière répressive ou même utiliser une reconnaissance de responsabilité figurant dans un procès-verbal classé sans suite, ou bien encore émanant d'un dossier d'instruction clos par une ordonnance de non-lieu.

Si le tiers lésé portait sa demande devant la juridiction civile avant que la solution définitive du procès pénal soit intervenue, le tribunal civil sursoierait à statuer jusqu'à ce que la juridiction répressive se soit prononcée définitivement sur l'action publique (art. 3, al. 2, C. I. cr.).

Le tribunal civil saisi par la demande de la victime qui ne se serait pas portée partie civile devant la juridiction répressive, aurait, par la force des choses, un certain pouvoir pour apprécier si les déclarations faites par l'assuré devant le tribunal correctionnel sont bien des aveux faisant preuve en matière civile (art. 1354 et suiv.). L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil n'existera que dans la mesure de

ce qui aura été nécessairement et certainement jugé (15).

Au cas où il y aura eu condamnation à des dommages-intérêts prononcée par le tribunal correctionnel contre l'assuré, cette condamnation devra, en général (sauf le cas de collusion prouvée et celui de défaut de sincérité des aveux), être mise à la charge de l'assureur par le tribunal civil. Il est bien évident que si cette condamnation dépassait le chiffre de la garantie, le solde de la réparation resterait à la charge de l'assuré.

Les décisions des juridictions d'instruction n'ont jamais autorité de chose jugée au civil. Mais il arrive fréquemment que, dans un procès civil, les parties utilisent des pièces émanant de dossiers correctionnels qui ont bénéficié d'un non-lieu, ou même des procès-verbaux classés par le parquet qui n'a pas jugé utile de poursuivre.

Si ces pièces contiennent une reconnaissance de responsabilité formulée au juge d'instruction ou à un agent de l'autorité, on conçoit tout le parti que pourra en tirer la victime. Leur production devant les juges civils est-elle régulière, et dans l'affirmative quelle force probante convient-il de leur accorder ?

(15) La jurisprudence décide que le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil doit être entendu en ce sens qu'il n'est pas permis au juge civil de méconnaître ce qui a nécessairement et certainement été décidé par le juge criminel, soit quant à l'existence du fait qui forme la base commune de l'action pénale et de l'action civile, soit quant à la participation du prévenu à ce même fait. — Cass., 16-23 janv. 1922, S. 1922. 1. 277 et 378; Civ. 1^{er} déc. 1930, S. 1931. 1. 109.

Les dossiers d'instruction clos par une ordonnance de non-lieu bénéficient de ce qu'on appelle le secret de l'information; ils ne peuvent être consultés par des tiers qui ne se sont pas constitués partie civile à la procédure criminelle. Pour que la victime puisse utiliser les pièces qui figurent dans ces dossiers au cours d'une procédure civile, elle devra avoir non seulement l'autorisation du procureur général (décret du 5 octobre 1920), mais encore le consentement de la personne contre laquelle l'information a été ouverte (16). Si la victime avait été partie civile et avait succombé devant la juridiction pénale, elle pourrait faire état des pièces du dossier criminel devant la juridiction civile avec la seule autorisation du procureur général, malgré l'opposition de l'autre partie (17).

L'assuré auquel la victime demandera l'autorisation de copier et d'utiliser la procédure d'instruction pourra-t-il l'accorder sans encourir la sanction de l'inopposabilité des condamnations qui seront prononcées grâce à ce moyen de preuve ? Nous ne le croyons pas : l'autorisation de l'assuré n'aurait, en effet, qu'un but d'ordre purement civil, elle ne serait justifiée par aucune règle d'intérêt général, et le droit de l'assureur à diriger le procès comme les interdictions qu'il fait à l'assuré de se reconnaître responsable s'y opposent. L'assuré ne pourra donc accorder cette autorisation à la victime que si sa compagnie le lui permet expressément.

(16) Paris, 29 juin 1933, *Gaz. Pal.* 1933. 2. 586.

(17) Riom, 10 nov. 1931, *Gaz. Pal.* 1932. 1. 314.

A la différence de ce qui peut être admis pour les procédures criminelles ou correctionnelles à raison du caractère secret de l'instruction, l'assentiment des deux parties n'est plus nécessaire pour la production, devant les juges civils, des procès-verbaux d'enquête officieuse dressés par un commissaire de police ou par la gendarmerie (18).

La seule condition exigée est l'autorisation du procureur général; cette autorisation est pratiquement toujours accordée.

Il est à remarquer que, dans les deux cas que nous avons envisagés, pièces d'une procédure d'instruction close par un non-lieu ou par un acquittement, procès-verbaux de gendarmerie classés sans suite, il faut, pour que la preuve résultant de ces documents soit admissible, qu'ils aient été régulièrement versés aux débats et communiqués aux parties (19).

Quelle force probante auront les aveux contenus dans ces pièces ?

Le juge pourra y trouver les présomptions graves, précises et concordantes de l'article 1353 du Code civil.

La jurisprudence, qui a été jusqu'à admettre que l'aveu d'une dette fait par un prévenu devant un tribunal correctionnel, constitue, grâce aux notes d'audience du greffier, un commencement de preuve par écrit (20), semble aller un peu loin.

(18) Dijon, 8 mars 1932, Gaz. Pal. 1932. 2. 21.

(19) Laval, 3 mai 1933, Gaz. Pal. 1933. 2. 323.

(20) Cass., 17 juil. 1841, S. 41. 1. 779; *contra*: Cass., 23 sept. 1853, S. 54. 1. 213.

Il faut considérer qu'il y a dans les documents envisagés une simple présomption abandonnée à la lumière et à la prudence des magistrats. Les procès-verbaux de gendarmerie, décide la Cour de Lyon (21), « ne constituent pas une preuve testimoniale au même titre qu'une enquête conforme au Code de procédure civile, mais sont un mode de preuve légal suffisant pour faire écarter une demande d'enquête s'ils font apparaître celle-ci comme inutile ».

La Cour de Cassation a décidé, dans un arrêt déjà ancien (22), que, lorsque sur une poursuite correctionnelle pour escroquerie contre un assuré, prévenu d'avoir tenté d'obtenir une indemnité supérieure à la valeur des objets détruits, en dissimulant les objets sauvés, l'arrêt d'acquiescement constate néanmoins la vérité des faits reprochés, ces constatations de fait peuvent servir de base à la décision du juge civil qui se les approprie pour en faire découler, conformément à la police, la déchéance de l'assuré de tout droit à indemnité.

(21) Lyon, 17 déc. 1931, Mon. Jud. Lyon, 9 févr. 1932.

(22) Cass., 29 nov. 1893, D.P. 94. 1. 351.

CONCLUSION

§ 1. — APPRÉCIATION DES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DU 13 JUILLET 1930 AUX CLAUSES LE NON-RECONNAISSANCE DE RESPONSABILITÉ. — MODIFICATION LÉGISLATIVE SOUHAITABLE.

Si nous nous reportons à la jurisprudence relative à la validité des clauses de non-reconnaissance de responsabilité, nous constatons des hésitations, des tâtonnements, des contradictions qui s'expliquent à la fois par le désir du législateur de limiter le nombre des clauses permettant aux assureurs de se délier de leurs obligations, et par le respect que portent nos juges aux conventions légalement formées.

L'intérêt des compagnies à insérer le plus grand nombre de clauses d'exonération possible dans leurs contrats est évident. Par ce moyen, elles évitent de réparer le dommage qu'elles ont garanti et les primes versées leur sont attribuées définitivement.

Les assurés contractent bien librement, mais il convient de remarquer que, s'ils acceptent les conditions imprimées dans leurs polices, c'est généralement sans les avoir lues, toujours sans pouvoir les discuter.

On n'imagine pas un assuré demandant la modification des clauses de déchéances; les compagnies s'y refuseraient ou bien exigeraient des primes trop élevées. Comme toutes les compagnies proposent des « conditions générales » à peu près semblables et que la concurrence s'exerce sur l'étendue des risques garantis et le chiffre des primes et non pas sur les rédactions des polices, l'assuré est désarmé et ne peut rien contre les clauses qui le menacent.

D'ailleurs, dans la plupart des cas, les sanctions sont acceptées bénévolement par les assurés, l'agent de la compagnie affirmant que ce sont là des clauses sans importance, destinées à éviter que la compagnie ne soit la victime de clients de mauvaise foi. C'est là, ajoute-t-on généralement, un système de défense que l'assureur n'invoque jamais, étant au-dessus de pareils moyens.

L'assuré se laisse convaincre, signe aveuglément, et apprend chèrement, au moment où il faut régler le sinistre, quelle était la portée de ses obligations.

Assurément, les grandes compagnies honnêtement administrées ne poussent pas à l'extrême les exigences qu'autorisent leurs polices; elles distinguent entre les différentes infractions. Mais combien d'abus n'ont-ils pas été commis en cette matière ?

La loi du 13 juillet 1930 marque sur ce point un désir très net d'assurer une protection efficace à l'assuré.

Si le législateur n'a pas interdit de prévoir un nombre illimité de cas conventionnels de déchéances, du moins a-t-il protégé l'assuré en disposant d'une façon générale que « les clauses de déchéance ne sont vala-

bles que si elles sont mentionnées sur la police en caractères très apparents » art. 9, dernier alinéa). — De même, l'article 15 al. 7 dispose que les déchéances ne peuvent être opposées aux assurés « qui justifient qu'ils ont été mis par suite d'un cas fortuit ou de force majeure dans l'impossibilité de faire leur déclaration dans le délai imparti ».

D'autre part, certaines clauses de déchéance sont nulles. Il en est ainsi des clauses « frappant de déchéance l'assuré en cas de violation des lois ou des règlements, à moins que cette violation ne constitue un crime ou un délit intentionnel » (art. 24, 1°).

Sont aussi déclarées nulles les clauses frappant de déchéance l'assuré « à raison du simple retard apporté par lui à la déclaration du sinistre aux autorités ou à des productions de pièces, sans préjudice du droit pour l'assureur de réclamer une indemnité proportionnée au dommage que ce retard lui a causé »; le législateur attachait tant d'importance à cette dernière disposition qu'il a déclaré immédiatement applicable l'article 24, 2°, qui la contient, aux assurances antérieures, pour les faits postérieurs à la promulgation de la loi de 1930 (article 84, avant-dernier alinéa).

Enfin, certaines déchéances ne sont possibles que si l'assuré a bénéficié de telle mesure de protection. L'article 16 stipule une série de délais dont l'écoulement est nécessaire pour que l'assureur puisse résilier la police en cas de non-paiement des primes.

En ce qui concerne les reconnaissances de responsabilité, la loi de 1930 garantit l'assuré par une double disposition :

- 1° La déchéance est remplacée par une inopposabilité;

2° Les effets de l'inopposabilité sont limités aux reconnaissances de droit.

Nous avons vu que la première disposition réalise une certaine protection de l'assuré, et nous l'approuvons dans la mesure où elle s'applique à un assuré digne de cette protection.

L'assuré, en effet, ne mérite pas toujours l'indulgence du législateur. Il arrive qu'il cherche à tromper sa compagnie, à l'induire en erreur dans le but de lui faire verser des sommes que, par le jeu naturel du contrat, elle ne devrait pas payer à la victime.

Dans ces hypothèses, où il y a fraude de l'assuré, pourquoi déciderait-on que l'assureur ne peut le déclarer déchu de sa police ?

La sanction de l'inopposabilité se montre alors trop impuissante; si l'on suppose, en effet, que la fraude est prouvée au cours de la procédure, qu'advient-il ? L'assureur réparera le dommage qui est établi en dehors et indépendamment de la déclaration de son client et celui-ci ne devra aucune réparation à la victime puisque la reconnaissance de responsabilité sera reconnue mensongère.

On aboutit à ce résultat choquant que l'assuré de bonne foi doit réparer le préjudice qui est établi par sa reconnaissance de responsabilité, tandis que celui qui est de mauvaise foi échappe à toute sanction. Assurément, le souscripteur de la police ne pourra invoquer lui-même sa mauvaise foi : *nemo auditur propriam turpitudinem allegans*; mais souvent elle sera établie par les témoignages, et les juges ne pourront l'ignorer.

L'assuré de mauvaise foi ne mérite pas de bénéfi-

cier d'une législation aussi bienveillante. La déchéance sera justement et légitimement prononcée contre lui.

Dans l'état actuel de notre droit, les textes ne permettent pas de décider que l'assuré qui a fait une reconnaissance frauduleuse de responsabilité est déchu de sa police.

Il n'existe pas, dans la loi de 1930, un article dont la portée soit suffisamment large pour qu'on puisse dire qu'il s'applique à toutes les déclarations mensongères ou de mauvaise foi faites par l'assuré.

Ces déclarations dolosives n'ont été prévues et sanctionnées par le législateur que lorsqu'elles sont formulées par l'assuré au moment où il contracte une assurance. L'article 21 de la loi du 13 juillet 1930 vise les fausses déclarations intentionnelles qui « changent l'objet du risque ou en diminuent l'opinion »; l'article 23 envisage les déclarations « qui servent de base à la fixation de la prime »; les articles 29 et 30 se réfèrent aux évaluations de la valeur de la chose assurée et aux assurances multiples contractées sur un même risque. Mais, dans tous ces cas, le législateur a distingué entre l'assuré de bonne foi et celui qui fait des déclarations frauduleuses.

La nullité du contrat d'assurance (les primes restant acquises à l'assureur) n'est prévue que dans le cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelles (art. 21); si la mauvaise foi n'est pas établie, le contrat est maintenu moyennant une augmentation de prime, ou résilié, ou bien encore, si la constatation n'a lieu qu'après le sinistre, seule l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par

rapport au taux des primes qui auraient été dues si les risques avaient été exactement déclarés (art. 22).

Il en est de même dans les hypothèses envisagées aux articles 23, 29 et 30, où le caractère frauduleux des actes de l'assuré retentit sur la validité du contrat.

Pourquoi n'adopterait-on pas des solutions parallèles en ce qui concerne les déclarations des assurés postérieures au sinistre, si ces déclarations présentent une certaine importance quant à l'évaluation des dommages que l'assureur devra réparer ?

La sanction de l'inopposabilité étant maintenue vis-à-vis des assurés de bonne foi, nous croyons qu'il serait juste d'imposer celle de la déchéance à ceux qui reconnaissent frauduleusement leur responsabilité.

La fraude présenterait ainsi un véritable danger pour ceux qui la commettent, et la sanction de la déchéance ne risquerait pas d'atteindre ceux qui, par suite d'erreurs involontaires, s'attribuent le poids d'une responsabilité qu'en fait ils n'encourent pas.

La disposition de la loi de 1930 qui limite les effets de l'inopposabilité aux reconnaissances de droit, si par son esprit elle nous paraît heureuse (1), prête à la critique par suite de la distinction adoptée.

(1) Les travaux préparatoires (Rapport Lafarge du 5 août 1926, Chambre des députés, documents parlementaires, annexe, n° 3316, J. O. du 12 déc. 1926, p. 1159) montrent clairement qu'en interdisant de sanctionner les reconnaissances de fait, le législateur voulait permettre aux assurés de répondre aux questions posées par les agents de l'autorité sans encourir l'inopposabilité. Il est dit, sous l'article 52 : « Toutefois, notre article précise que l'aveu de la matérialité des faits ne peut être assimilé à une reconnaissance d'une responsabilité. L'assuré est d'ailleurs tenu de répondre en ce qui touche la matérialité des faits, aux questions qui lui sont posées par l'autorité compétente. »

Nous avons montré que le critérium du fait et du droit était assez incertain et que, d'autre part, il était nécessaire que la justice répressive fût éclairée même par les personnes qui ont promis le silence à leurs compagnies d'assurance. Après l'accident, l'assuré doit avoir toute liberté d'esprit pour répondre aux questions des représentants de la justice, sans crainte de franchir la frontière incertaine de la matérialité des faits. Il doit aussi pouvoir spontanément et librement reconnaître les délits qu'il a commis.

L'article 52 de la loi du 13 juillet 1930 pourrait être modifié et rédigé de la façon suivante :

« L'assureur peut stipuler qu'aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenues en dehors de lui ne lui sont opposables.

« Néanmoins, les reconnaissances de responsabilité adressées aux agents de l'autorité ou aux magistrats chargés d'exercer la répression des infractions aux lois pénales ne pourront être sanctionnées par les assureurs.

« Il pourra également être stipulé que l'assuré qui aura fait des déclarations dolosives ou frauduleuses sera déchu de sa police. »

Ce texte, qui, dans ses deux premières parties rappellerait les principes qui régissent les clauses de non-reconnaissance de responsabilité : validité en matière civile, nullité en matière pénale, instituerait dans sa troisième partie une distinction utile entre l'assuré de bonne foi et de mauvaise foi. Il aurait le double avantage de renseigner les assurés qui ne savent pas s'ils doivent obéir à leur compagnie ou à la justice et de protéger les assureurs contre ceux qui cherchent à les tromper.

§ 2. — APERÇU DE DROIT COMPARÉ.

L'étude d'une question de droit privé serait incomplète si l'on ne jetait pas un coup d'œil sur les législations étrangères.

Ce qui frappe dans ces recherches c'est l'ancienneté des lois relatives au contrat d'assurance. Alors que notre loi organique des assurances est fort récente, celles des pays étrangers appartiennent presque toutes au siècle dernier; il ne faut donc pas être surpris de constater leur mutisme sur la clause qui nous étudions, puisque cette clause s'applique surtout aux assurances contre les accidents d'automobiles.

Seules, à notre connaissance, les législations anglaise et allemande donnent quelques éclaircissements sur notre sujet.

En Grande-Bretagne, la loi sur la circulation des routes de 1930 (2), qui établit l'assurance automobile obligatoire, se devait de fournir quelques explications sur les reconnaissances de responsabilité.

La section 38, au titre des « conditions sans effets dans les polices et garanties », contient la disposition suivante, dans le paragraphe 1° :

« Toute condition d'une police ou d'une garantie émise ou donnée en application de la présente partie de la loi, si elle dispose qu'il n'y aura pas de respon-

(2) Voir cette loi rapportée dans la Rev. gén. ass. ter. 1931, p. 205.

sabilité de l'assureur ou du garant, ou que cette responsabilité cessera dans le cas où tel acte spécifié serait accompli ou omis après l'événement donnant lieu à un dommage couvert par la police ou la garantie, sera sans effet en ce qui concerne les dommages mentionnés au paragraphe *b* de la sous-section 1 de la section 36. »

Et ce paragraphe décide que, pour satisfaire aux dispositions de la loi, les polices d'assurances doivent : « Assurer toute personne ou catégorie de personnes spécifiées dans la police, en ce qui concerne toute responsabilité encourue par elle du fait de la mort ou de dommages corporels occasionnés par l'usage du véhicule sur les routes; étant entendu qu'une telle police n'a pas nécessairement à couvrir :

« 1° La responsabilité de la mort ou des dommages corporels subis par les personnes au service de l'assuré pendant leur service.

« 2° La responsabilité des personnes transportées à titre gratuit.

« 3° Ni aucune responsabilité contractuelle. »

Ainsi que le fait remarquer M. L. MAZEAUD (3), la loi anglaise évite les difficultés que posent les reconnaissances de responsabilité en décidant qu'au cas de dommage corporel causé par une voiture automobile, les clauses de déchéances pour faits postérieurs à la réalisation du dommage restent sans effet.

Le critérium que nous avons admis conduira au même résultat si l'assuré est de bonne foi.

(3) L. MAZEAUD, Rev. gén. ass. ter. 1931. 208.

Si un automobiliste cause, en effet, des blessures involontaires, il y aura pratiquement toujours une enquête relative à l'accident, et l'assuré pourra se déclarer responsable sans encourir de sanction.

Dans le cas de dommage matériel, nous admettons, comme l'admet la loi anglaise, la validité de la clause sanctionnant les reconnaissances de responsabilité.

On se trouve en effet dans le domaine civil; les articles 319-320 du Code pénal ne s'appliquent que s'il y a un homicide ou des blessures involontaires, et la clause, avons-nous décidé, est valable en droit civil.

La loi allemande du 30 mai 1908 (3), sur le contrat d'assurance, stipule, dans son titre IV, paragraphe 154 (2°) que :

« L'assureur ne peut pas invoquer la clause d'une convention aux termes de laquelle il sera libéré de l'engagement de fournir la prestation pour le cas où le preneur d'assurance indemnise le tiers ou reconnaît le droit de ce dernier sans le consentement de l'assureur; mais ce, uniquement si le preneur d'assurance ne pouvait pas refuser l'indemnité ou la reconnaissance du droit du tiers sans méconnaître évidemment l'équité. »

Le critérium admis par la loi d'Empire est celui de l'utilité, de la nécessité ou de l'opportunité du règlement fait par l'assuré.

La reconnaissance est permise, il suffit qu'elle ne soit pas frauduleuse.

(3) Revue de l'Institut de droit comparé, 1909, p. 96 et suiv.

Ce système protège moins bien l'assureur que le nôtre, car, ainsi que nous l'avons fait remarquer, la preuve de la fraude est toujours chose malaisée.

VU :

Le Président de la thèse,
MARC DESSERTAUX.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
A. GUILLOIS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 24 Avril 1936.

Le Recteur de l'Académie de Dijon,
C. SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — *Traité général des assurances*, 2 vol., 1844.
- ANCEY (C.). — *Les assurances de responsabilité des objets, des personnes et des faits dont on est responsable*, 1906.
- ANCEY (C.) et SICOT. — *La loi sur le contrat d'assurance*, 1931.
- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil français*, 5^e et 6^e édit., 12 vol., revu par M. BARTIN, 1897-1905, sauf les tomes III, IV et V, revus par MM. RAU, FALCIMAGNE et GAULT.
- BAUGÉ. — *L'attribution des indemnités d'assurance de responsabilité* (Thèse, Rennes, 1926).
- BALCET. — *La protection de l'assuré et la loi du 13 juillet 1930* (Thèse, Strasbourg, 1931).
- BERNAYS. — *L'action directe exercée par la victime d'un accident contre la compagnie d'assurance, notamment dans le cas où celle-ci est étrangère* (Thèse, Paris, 1933).
- BESSON. — *Le contrat d'assurance terrestre*, Sem. Jur. 1930, p. 1037 et suiv.
- *Effets du contrat d'assurance vis-à-vis des personnes à qui le propriétaire confie sa voiture*, Dalloz Hebd. 1930, Chronique, p. 34.
- BINEY. — *L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur* (Thèse, Paris, 1934).
- BIZIÈRE. — *L'assureur directeur du procès en responsabilité civile* (Thèse, Paris, 1930).
- BOUTROLLE. — *L'assurance de responsabilité* (Thèse, Paris, 1911).
- CADÈRE. — *Théorie et pratique de l'assurance de responsabilité* (Thèse, Paris, 1911).

CAPITANT. — *La loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance*, Rev. gén. ass. ter. 1930, p. 739 et suiv.

— *Le recours de l'assureur ou de l'assuré contre le tiers qui, par sa faute, a amené la réalisation du risque prévu au contrat d'assurance*, Rev. trim. de droit civil 1906, n. 37.

CHAUFTON. — *Les assurances, leur passé, leur présent, leur avenir* (2 vol., 1884-86).

COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français* (3 vol.), 8^e éd., 1934-36.

DE LAGARDE. — *De la responsabilité civile et de l'assurance* (Thèse, Montpellier, 1925).

DELMAS. — *Etude de l'assurance de responsabilité* (Thèse, Paris, 1923).

DEMONT. — *De la déchéance en matière d'assurance terrestre* (Thèse, Lille, 1907).

DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*, 1933. — Articles sur le fonctionnement du contrat d'assurance; Rev. trim. 1928, p. 682; 1929, p. 434.

DESSERTAUX (M.). — *Essai d'une théorie générale de l'effet déclaratif en droit civil français* (Thèse, 1908, Paris, Rousseau).

— Article relatif à la clause de non-reconnaissance de responsabilité, Rev. crit. 1929, p. 141.

DUBOIS. — *Du lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur dans les assurances de responsabilité* (Thèse, Paris, 1928).

GANNE. — *De la garantie par l'assureur de la responsabilité civile en matière d'accident d'automobile* (Thèse, Dijon, 1931).

GENT. — *Des clauses de déchéance en matière d'assurance contre les accidents* (Thèse, Paris, 1911).

GODART (J.). — *Rapport sur le projet de loi sur le contrat d'assurance*. (Documents parlementaires, Sénat; J. O. 22 janv. 1928, p. 728, annexe 571).

GODARD et PENAUD-CHARMANTIER. — *Code des assurances*, 1930.

GUERMEUR. — *L'assurance contre les accidents du travail* (Thèse, Bordeaux, 1924).

HEBRAUD. — *L'action directe de la victime d'un dommage contre l'assureur* (Rev. crit. 1931, p. 488).

HÉMARD. — *Théorie et pratique des assurances terrestres* (Paris, 1924).

JAPIOT. — *Traité élémentaire de procédure civile et commerciale*, 2^e éd., 1929.

JOSSERAND. — *Cours de droit civil positif français*, 3 vol., 2^e éd., Paris, Sirey, 1932-33.

— Note sous Cassation, Ch. Civ., 14 juin 1926, D.P. 1927. 1. 57.

— Note au D.P. 1930. 2. 1.

— Note sous Cassation, Ch. Civ., 11 juillet 1932, D.P. 1933. 1. 1.

LABBÉ. — Note au Sirey 1876. 1. 337 et au Sirey 1887. 1. 5.

LAFARGE. — *Rapport sur le projet de loi sur le contrat d'assurance*. — Documents parlementaires, Chambre, J. O. 12 déc. 1926. Annexe 3316, p. 1163.

DE LALANDE et COUTURIER. — *Le contrat d'assurance contre l'incendie* (1887).

MAZEAUD (H. et L.). — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, Paris 1932.

MAZEAUD (L.). — *De la clause interdisant à l'assuré de reconnaître sa responsabilité* (D.H. 1932, Chronique, p. 53).

— *La victime peut-elle poursuivre seul l'assureur en responsabilité ?* (D.H. 1932, Chronique, p. 117).

MICHEL. — *Essai d'une théorie générale sur l'assurance de responsabilité* (Thèse, Paris, 1914).

PERCEROU et DESSERTAUX (M.). — *Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires* (2^e éd.), Paris, Rousseau, 1935.

PERREAU (E. H.). — *Manuel juridique et pratique de l'agent d'assurance* (2^e éd., 1932).

— Note à la Revue critique de 1931, p. 236.

— *Recueil des assurances terrestres et maritimes*.

PICARD. — Notes et articles dans la Revue générale des assurances terrestres.

PLANCHE. — *Le fonctionnement du contrat d'assurance de responsabilité en matière terrestre* (Thèse, Grenoble, 1932).

- PLANIOI. — *Traité élémentaire de droit civil*, 13^e éd., avec la collaboration de G. RIPERT, — 1932-35.
- PLANIOI et RIPERT, avec le concours de MM. NAST, PICARD, ROUAST, BECQUÉ, HAMEL, SAVATIER, MAURY, VIALLETON, ESMEIN, RADOUANT, TRASBOT, LEPARGNEUR, B. PERREAU : *Traité pratique de droit civil français*, 1932 (14 vol.).
- RIQUOIR. — *L'action directe en matière d'assurance* (Thèse, Toulouse, 1929).
- RUBEN DE COUDER. — *Dictionnaire de droit commercial, industriel et maritime*, v^o Assurances, t. I, 1877, 3^e éd., revue par GOUJET et MERGER.
- SACHET. — *Traité théorique et pratique des accidents du travail* (2 vol.), 1921.
- SAVATIER (R.). — *Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels* (D.H. 1931, chronique, p. 3).
- SPILREIN. — *Le contrat d'assurance de responsabilité civile* (Thèse, Strasbourg, 1933).
- SULTANA. — *Contribution à l'étude des rapports entre la victime et l'assureur de responsabilité. Etude de l'action directe* (Thèse, Alger, 1933).
- SUMIEN. — *Traité théorique et pratique des assurances terrestres et de la réassurance*, 3^e éd., 1931.
- TRASBOT. — *Commentaire de la loi du 13 juillet 1930*. — Dalloz périodique 1931. 4, pages 1 à 46.

Reuves le plus fréquemment consultées

- Revue générale des Assurances terrestres*, — fondée en 1930 par Maurice PICARD.
- Recueil périodique des assurances*, — fondé en 1883 par G. SAINCTELETTE.
- Journal des Assurances*, — fondé en 1830.
- Le Moniteur des Assurances*, — fondé en 1868.
- Jurisprudence générale des Assurances terrestres*, — 3 vol. qui vont jusqu'à 1905; publiés le premier en 1882 par BONNEVILLE DE MARSANGY, avec PERRIN et DE CORNY pour collaborateurs; les deux autres en 1906, par SIMONIN.

Revue critique de la jurisprudence en matière civile, administrative, commerciale et criminelle.

Revue trimestrielle de droit civil.

Recueil général des lois et des arrêts, — fondé par J.-B. SIREY.

Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale, criminelle, administrative et de droit public, — mensuel, fondé par DALLOZ.

Recueil hebdomadaire de jurisprudence en matière civile, commerciale, criminelle, administrative et de droit public, — fondé par DALLOZ.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

ABRÉVIATIONS

D = Recueil Dalloz. — D.P. = Dalloz périodique.
D.H. = Dalloz hebdomadaire.

S = Recueil Sirey.

S.J. = Semaine juridique.

Rec. per. ass. = Recueil périodique des assurances.

Rev. gén. ass. ter. = Revue générale des assurances terrestres.

Mon. ass. = Moniteur des assurances.

B. de M. = Jurisprudence générale des assurances terrestres,
par BONNEVILLE DE MARSANGY.

Gaz. Pal. = Gazette du Palais.

Gaz. trib. = Gazette des tribunaux.

Mon. jud. Lyon = Moniteur judiciaire de Lyon.

Rec. jur. aut. = Recueil juridique de l'automobiliste.

Rev. trim. = Revue trimestrielle de droit civil.

Rev. crit. = Revue critique de jurisprudence.

J. O. = Journal officiel.

Op. cit. = *Opere citato* (ouvrage précité).

Loc. cit. = *Loco citato* (endroit précité).

Cf. = Conférez.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
IMPORTANCE DES ASSURANCES DE RESPONSABILITÉ.— OBJET DE CET OUVRAGE	7

CHAPITRE PREMIER

Rôle juridique de la clause de non-reconnaissance de responsabilité dans la pratique des affaires	11
SECTION I. — <i>But des assurances de responsabilité . .</i>	66
— II. — <i>Rôles de l'assuré et de l'assureur dans le procès en responsabilité</i>	13
— III. — <i>Transactions opérées par l'assuré</i>	20
— IV. — <i>Reconnaissances de responsabilité</i>	22
— V. — <i>Utilité de la clause</i>	28
— VI. — <i>Rédactions diverses et historique</i>	39

CHAPITRE II

Régime applicable à la clause en matière civile et commerciale	51
SECTION I. — <i>Validité de la clause</i>	51
§ 1. Théorie de la nullité de la clause	32
Critique de la théorie de M. L. Mazeaux	54
§ 2. Validité limitée aux reconnaissances de droits	62
Critique du critérium admis par la loi du 13 juillet 1930	63
§ 3. Principe de la validité en matière civile et com- merciale.	66

SECTION II. — <i>Nature juridique de la clause</i>	67
§ 1. Analyse de la clause	68
§ 2. Conformité de la clause avec le droit commun	81
SECTION III. — <i>Détermination des reconnaissances qui font jouer la clause</i>	84
§ 1. Distinction suivant les personnes desquelles émanent les reconnaissances.....	84
§ 2. Distinction suivant le contenu et les formes des reconnaissances :	
A. Transactions	91
B. Aveux	93
a) Aveux exprès oraux :	
1° extrajudiciaires	95
2° judiciaires	98
b) Aveux exprès écrits :	
1° extrajudiciaires	100
2° judiciaires	101
c) Aveux tacites	102
APPENDICE. — <i>Etude de la rétractation de l'assuré qui a reconnu sa responsabilité</i>	106
SECTION IV. — <i>Effets de la reconnaissance de responsabilité</i>	108
§ 1. Rapports de l'assureur et de l'assuré	108
A. Nature de la sanction. - Déchéance ou inopposabilité	108
B. Renonciation de l'assureur à se prévaloir de l'inopposabilité.	116
§ 2. Effets de la reconnaissance à l'égard des tiers lésés	120
A. La protection de la victime dans le droit des assurances	120
B. Comparaison entre le système de la déchéance et celui de l'inopposabilité des reconnaissances de responsabilité	124

CHAPITRE III

Régime applicable à la clause en matière pénale	131
SECTION I. — <i>Difficultés que rencontre l'application de la clause en matière pénale. - Sa nullité</i> ..	131
SECTION II. — <i>Effets de la nullité</i>	141
§ 1. Effets de la nullité dans les rapports de l'assureur et de l'assuré	143
§ 2. Effets de la reconnaissance vis-à-vis de la victime.	146
CONCLUSION	151
§ 1. Appréciation des modifications apportées par la loi du 13 juillet 1930 aux clauses de non-reconnaissance de responsabilité. - Modification législative souhaitable	151
§ 2. Aperçu de droit comparé	158
BIBLIOGRAPHIE	163
ABRÉVIATIONS	169

